

Cahier des charges FAED

Le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales



Fichier Automatisé des Empreintes Digitales FAED



Fichier Automatisé des Empreintes Digitales FAED



Fichier Automatisé des Empreintes Digitales FAED

Propos liminaires

Dans le cadre de la refonte du système automatisé des empreintes digitales FAED, le STI(SI)² fait appel à CGI pour accompagner le métier dans le cadrage du besoin qui viendra en appui de la rédaction du CCTP prévu pour renouveler le marché. En parallèle de cette action, le STI(SI)² mène un RFI auprès des industriels et prépare toutes les étapes nécessaires au lancement du marché

Dans ce contexte, CGI a pour mission la rédaction d'un cahier des charges fonctionnel restituant le périmètre du besoin métier en regard de l'application ciblée.

La rédaction du CCTP n'est pas couverte par la mission et le contenu propre à ce document, comme les exigences techniques, juridiques ou les engagements des industriels ne sont pas non plus couvertes par le cahier des charges.

Le présent document prend appui sur les compte-rendu des groupes de travail co-organisés entre la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale et le ST(SI)² et restitue les échanges qui se sont tenus entre l'administration et CGI du 9 avril au 1^{er} Juillet 2020.

Ces ateliers, réalisés à distance, dans le difficile contexte sanitaire actuel, ont permis de préciser les exigences de l'administration pour le futur outil FAED, et de mettre en exergue les points nécessitant des réflexions supplémentaires autour des problématiques juridiques, de l'état de l'art des industriels et de points restant à arbitrer entre la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale.

Les éléments mis en exergue dans le cahier des charges seront revus par l'administration, à l'issue d'un comité juridique, de la phase de RFI qui permettra aux industriels de montrer les capacités actuelles des outils en regard des attentes de la future application FAED.

Aussi, pour faciliter cette revue du cahier des charges, nous avons consigné en début de document les points nécessitant un arbitrage ainsi que les exigences identifiées dans les comptes-rendus de réunion préparatoires.

Table des matières

0 Points d'arbitrage et exigences.....	10
0.1 Points d'arbitrage.....	10
0.1.1 Présentation et périmètre projet.....	10
0.1.2 Architecture applicative FAED.....	10
0.1.3 P1_Signalisations.....	12
0.1.4 P2_Consultation décadactylaire.....	13
0.1.5 P3_Traitement des traces.....	14
0.1.6 P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires.....	17
0.1.7 P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus.....	18
0.1.8 P6_Suppression.....	19
0.1.9 P7_Archivage.....	19
0.1.10 P8_Fonctionnalités complémentaires.....	20
0.2 Exigences.....	20
1 Présentation et périmètre projet.....	22
1.1 Présentation des activités du FAED.....	22
1.2 Organisation du FAED : les entités et services concernés.....	23
1.2.1 Structure organisationnelle.....	23
1.2.2 Rôles et responsabilité des acteurs métier par niveau organisationnel.....	24
1.3 Volumétrie de l'activité.....	26
1.4 Environnement technique.....	27
1.5 Exigences.....	28
2 Architecture applicative FAED.....	29
2.1 Présentation de l'application dans le SI cible.....	29
2.2 Gestion des accès et des droits.....	30
2.2.1 Droits fonctionnels.....	31
2.2.2 Droits des données/ dossiers.....	31
2.3 Processus fonctionnels.....	32
2.4 Administration de l'application.....	32
2.4.1 Paramétrages.....	32
2.4.2 Gestion des incidents.....	38
2.5 Interfaçages souhaités.....	39
2.5.1 Gaspard.....	39
2.5.2 LRPPN / SCRIBE3.....	40
2.5.3 LRPGN.....	40
2.5.4 SIS-II	41
2.5.5 PRUM et PRUM NG.....	42
2.5.6 TAJ.....	42

2.5.7 CASSIOPEE.....	42
2.5.8 CNJ.....	43
2.5.9 FPR.....	43
2.5.10 FNAEG.....	44
2.5.11 VISABIO.....	44
2.5.12 AGDREF 2.....	44
2.5.13 FND.....	44
2.5.14 IGAV.....	45
2.5.15 OPH.....	45
2.5.16 SAE.....	46
2.5.17 INFOCENTRE.....	46
2.5.18 Hub Scellé.....	47
2.5.19 Application MOBILE.....	47
2.6 Traçabilité.....	47
2.7 Ergonomie.....	48
2.8 Statistiques.....	49
2.8.1 Exigences.....	50
2.9 Application Mobile.....	51
2.10 Outil d'amélioration d'image.....	51
2.11 Niveau de service et performance.....	52
2.11.1 Plage d'ouverture.....	52
2.11.2 Performances.....	53
2.12 Autres besoins applicatifs.....	53
2.13 Exigences.....	54
3 Processus fonctionnels.....	64
3.1 Description générale.....	64
3.2 Exigences transverses.....	66
3.3 P1_Signalisations.....	67
3.3.1 Description générale	67
3.3.2 Exigences.....	67
3.3.3 Interfaçages.....	70
3.3.4 Diagramme d'activité.....	70
3.3.5 P1_SP1_« Acquisition ».....	71
3.3.6 P1_SP2_« Contrôle et correction ».....	73
3.3.7 P1_SP3_« Traitement ».....	74
3.3.8 P1_SP4_« Accès aux rapports opérationnels et fin de processus ».....	77
3.4 P2_Consultation décadactyilaire.....	78
3.4.1 Description générale.....	78
3.4.2 Exigences.....	79

3.4.3	Interfaçages.....	81
3.4.4	Diagramme d'activité.....	81
3.4.5	P2_SP1_Acquisition	82
3.4.6	P2_SP2_« Contrôle et correction ».....	84
3.4.7	P2_SP3_« Traitement ».....	85
3.4.8	P2_SP4_« Accès aux rapports opérationnels et fin de processus ».....	87
3.5	P3_Traitement des traces.....	88
3.5.1	Description générale	88
3.5.2	Exigences.....	89
3.5.3	Interfaçages.....	93
3.5.4	Diagramme d'activité.....	93
3.5.5	P3_SP1_Acquisition	94
3.5.6	P3_SP2_Contrôle	96
3.5.7	P3_SP3_Discrimination	97
3.5.8	P3_SP4_Traitement.....	99
3.5.9	P3_SP5_Vérification	100
3.5.10	P3_SP4bis_Traitement.....	101
3.5.11	P3_SP6_Accès aux rapports et finalisation du processus.....	103
3.6	P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires.....	103
3.6.1	Description générale	103
3.6.2	Exigences.....	105
3.6.3	Interfaçages.....	107
3.6.4	Diagramme d'activité.....	107
3.6.5	P4_SP1_Recherche initiale et choix d'actions.....	107
3.6.6	P4_SP2_Génération de documents.....	109
3.6.7	P4_SP3_Modifications.....	110
3.6.8	P4_SP4_Relance du dossier.....	112
3.6.9	P4_SP5_Suppression.....	115
3.6.10	P4_SP6_Accès aux rapports.....	116
3.6.11	P4_SP7_Recherche dans les SI Internationaux.....	117
3.7	P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus.....	118
3.7.1	Description générale	118
3.7.2	Exigences.....	119
3.7.3	Interfaçages.....	120
3.7.4	Diagramme d'activité.....	121
3.7.5	P5_SP1_Recherche initiale et choix d'actions.....	121
3.7.6	P5_SP2_Génération de documents.....	123
3.7.7	P5_SP3_Modifications.....	123
3.7.8	P5_SP4_Relance du dossier.....	126

3.7.9 P5_SP5_Suppression.....	128
3.7.10 P5_SP6_Accès aux rapports.....	129
3.7.11 P5_SP7_Recherche dans les SI Internationaux.....	129
3.8 P6_Suppression.....	131
3.8.1 Description générale	131
3.8.2 Exigences.....	131
3.8.3 Durée de conservation des données.....	132
3.8.4 Interfaçages.....	133
3.8.5 P6_SP1_Suppression légale	134
3.8.6 P6_SP2_Suppression à la demande de l'autorité judiciaire	135
3.8.7 P6_SP8_Suppression suite à des modifications des NATINF.....	137
3.8.8 P6_SP9_Suppression des rapports.....	138
3.8.9 P6_SP10_Suppression des transactions du journal.....	138
3.9 P7_Archivage	139
3.9.1 Description générale	139
3.9.2 Exigences.....	140
3.9.3 Interfaçages.....	140
3.9.4 Durée de conservation, suppression et modification des données.....	140
3.9.5 Format de stockage et de restitution.....	141
3.10 P8_Fonctionnalités complémentaires.....	141
3.10.1 Journal des transactions	141
3.10.2 Ajout des traces et de fiches de discrimination.....	142
3.10.3 Recherche par UNA.....	143
4 Annexes.....	144
4.1 Lexique.....	144
4.2 Documents annexes.....	145

Index des illustrations

Illustration 1: Structure organisationnelle FAED.....	23
Illustration 2: Schéma conceptuel SI FAED.....	29

0 Points d'arbitrage et exigences

0.1 Points d'arbitrage

Le tableau ci-dessous récapitule les points insérés tout au long du cahier des charges et qui nécessitent des actions PN, GN ou ST(SI)².

Les types d'actions sont identifiées sont :

- **Précision sur les modifications** : CGI considéré nécessaire de donner des explications ou précisions inhérentes à la prise en compte ou de non de certaines demandes de modification de la PN ou de la GN dans les retours effectués suite à nos livraisons.
- **Avis comité juridique** : le point doit être soumis à un comité pour valider la faisabilité juridique. Ce groupe doit être en charge d'accompagner les différentes entités dans l'expression du besoin fonctionnel et les impacts, limites, possibilités d'un point de vue juridique. Ce groupe de travail devra consolider l'ensemble des propositions de la GN et de la PN et se questionner sur ce qu'il est possible de réaliser juridiquement
- **Arbitrage post RFI** : le point doit être discuté entre les institutions à l'issue des retours de RFI et des constats ou compléments d'information qui seront obtenus auprès des industriels
- **Arbitrage administration** : les points nécessitent qu'une décision soit prise par la PN et la GN sans que pour autant il soit nécessaire de soumettre le point à avis du comité juridique ou consultation des industriels lors du RFI

0.1.1 Présentation et périmètre projet

Pas de points d'arbitrage sur ce chapitre.

0.1.2 Architecture applicative FAED

Paragraphe	Type d'action	Description
2.4.2 Gestion des incidents	Précision sur les modifications:	Bandeau d'information à la main des administrateurs fonctionnels. Remarque PN : Il manque selon moi le gestionnaire aussi qui pourrait diffuser l'information à l'ensemble des services Réponse CGI : Il ne nous semble pas nécessaire de faire cette précision, nous parlons d'administrateurs fonctionnels au sens large sans faire mention des sites centraux ou autres profils. La précision serait plus pertinente en phase de spécifications
2.5.1 Gaspard	Précision sur les modifications	Remarque GN : Le ST(SI) ² avait évoqué en atelier le

Paragraphe	Type d'action	Description
		<p>fait de ne plus utiliser cette dénomination</p> <ul style="list-style-type: none"> Réponse CGI : Nous ne voyons pas de quelle dénomination il s'agit. Si cela concerne GARSPARD, la mention nous a été envoyée dans les documents sur les interfaçages après l'atelier ou nous avons abordé ce sujet. S'il s'agit d'une autre dénomination, il sera nécessaire de la modifier
2.5.4 SIS-II	Précision sur les modifications:	<p>Description du SI</p> <ul style="list-style-type: none"> Remarque GN : Sous la mention « en consultation » il est précisé : « Attention : cette partie est déjà mentionnée plus haut » Réponse CGI. Nous ne voyons pas à quoi cela fait référence. Cette partie est une reformulation de ce qui est indiqué dans le tableau récapitulatif des interfaçages transmis par la PN : « Chaque signalisation réalisée part sous forme de NIST interroger la base C-SIS via le N-SIS, lequel renvoie au FAED un PDF contenant soit un lien vers dossier FPR et/ou dossier Schengen en cas de réponse positive, soit une mention indiquant que la recherche est négative. Si pas de retour SIS, relance automatique de la consultation puis relance manuelle possible via IHM FAED. »
2.5.15 OPH	Arbitrage administration	<p>OPH</p> <ul style="list-style-type: none"> Description : Il nous semble nécessaire de vérifier l'exactitude de la description de l'outil OPH.
2.5.15 OPH	Arbitrage administration	<p>OPH</p> <p>Le volume du flux d'échange avec l'OPH en 2019 est à préciser par le SI(SI)²</p>
2.5.17 INFOCENTRE	Précision sur les modifications:	<p>Demande GN:</p> <ul style="list-style-type: none"> S'interroge sur « transmission en temps réel » pour la fréquence de transmission des données à l'infocentre Réponse CGI : en temps normal, la transmission vers un infocentre ne se fait pas en temps réel, car cela impliquerait de l'alimenter à chaque transaction de la production. Généralement, au mieux on fait une alimentation de production à J-1. Il a été convenu de ne pas préciser la fréquence te laisser les industriels le faire.
2.6 Traçabilité	Avis comité juridique	<p>Les informations nominatives des agents à intégrer dans les rapports de traçabilité doivent être précisées par le comité juridique</p>
2.6 Traçabilité	Précision sur les modifications	<p>La PN indique :</p>

Paragraphe	Type d'action	Description
		<ul style="list-style-type: none"> À repréciser : selon moi, les informations disponibles dans le rapport doivent être le reflet de ce qui est inscrit en traçabilité Réponse CGI : nous ne disons pas le contraire, nous signalons simplement comme cela a été demandé, que ce point doit être discuté en comité juridique.
2.10 d'amélioration d'image	Outil Précision sur les modifications	Liste des outils d'amélioration d'image <ul style="list-style-type: none"> Remarque GN : Si l'industriel peut proposer ses propres fonctionnalités doit-on maintenir une liste des fonctionnalités indispensables ? Réponse CGI : à vous de voir, le tableau nous a été transmis par la PN et il a été convenu en atelier de laisser à l'industriel proposer sa liste en se basant sur ce tableau.
2.11 Niveau de service et performance	Arbitrage administration	Ces éléments ne font pas partie du périmètre fonctionnel, mais il nous a paru opportun de les intégrer. Il est cependant nécessaire de les compléter et de les valider. Par ailleurs, les exigences sur le niveau de performances au sens large, seront revues lors de la préparation du CCTP par le ST(SI) ²
2.11.1 d'ouverture	Plage Précision sur les modifications	Les arrêts de l'application doivent être exceptionnels, anticipés et organisés pour limiter les perturbations des services et des opérateurs. <ul style="list-style-type: none"> Remarque PN : Ajouter « et des services techniques » à la suite de « Les arrêtes de l'application » Réponse CGI : Nous ne comprenons pas bien cette mention. On ne parle que de disponibilité applicative et ne faisons pas mention aux activités des agents des divers services si c'est cela dont il s'agit

0.1.3 P1_Signalisations

Paragraphe	Type d'action	Description
3.3.7 P1_SP3_« Traitement »	Arbitrage post RFI	La comparaison en parallèle sera arbitrée à l'issue de la phase de RFI
3.3.7 P1_SP3_« Traitement »	Avis comité juridique	La fusion avec les données biométriques correspondantes est soumise à validation comité juridique.
3.3.7 P1_SP3_« Traitement »	Arbitrage post RFI	L'utilisation du meilleur jeu d'empreinte sera décidé à l'issue du RFI et adaptée en fonction des choix GN ou PN
3.3.8 P1_SP4_« Accès	Arbitrage post RFI	Recherche déca/déca et en parallèle recherche

Paragraphe	Type d'action	Description
		déca/TNR <ul style="list-style-type: none"> La recherche en parallèle sera arbitrée à l'issue du RFI

0.1.4 P2_Consultation décadactytaire

Paragraphe	Type d'action	Description
3.4.1 Description générale	Avis du comité juridique	Le comité juridique devra se prononcer sur 3 points : <ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'envoyer les consultations judiciaires sur les TNR. Possibilité d'envoyer les consultations administratives sur les TNR. Possibilité de conserver X temps les données biométriques issues des consultations. Le groupe devra statuer également sur la demande GN suivante : <ul style="list-style-type: none"> Peut-on prévoir la conservation des empreintes dans le cas où l'individu devait être signalé ? (exemple d'un bloc optique, cela permettrait d'éviter de capturer 2 fois les empreintes, il n'y aurait plus que les palmaires à intégrer + données alphanumériques de la signalisation) – A traiter par le groupe juridique.
3.4.1 Description générale	Avis du comité juridique	Conservation des données de consultation <ul style="list-style-type: none"> Validation de la conservation du lien personne-consultation
3.4.5P2_SP1_Acquisition	Arbitrage Administration	PN demande si la date de saisie est souhaitée. La GN demande à supprimer la mention.
3.4.5P2_SP1_Acquisition	Précision sur les modifications	Un commentaire PN indique <ul style="list-style-type: none"> « pour la consultation déca aussi » et poursuit par « à revoir effectivement » en faisant référence à la paume de l'écrivain Réponse CGI : nous ne voyons pas ce que vous souhaitez, nous sommes déjà dans le processus Consultation décadactytaire, à moins qu'il s'agisse du point d'Arbitrage Administration cité plus bas ?
3.4.5P2_SP1_Acquisition	Arbitrage administration	Remarque GN qui indique « Pour l'instant, le système ne prévoit pas l'acquisition des empreintes palmaires pour la consultation mais cela pourrait être envisagé (à discuter) ».
3.4.7P2_SP3_« Traitement »	Précision sur les modifications	La GN indique <ul style="list-style-type: none"> Les recherches déca/déca et une recherche déca/TNR, ne se font pas en

Paragraphe	Type d'action	Description
		<p>parallèle mais l'une après l'autre.</p> <ul style="list-style-type: none"> Réponse CGI : Nous rappelons que la demande de pouvoir les faire en parallèle a été émise en atelier.
3.4.7P2_SP3_« Traitement »	Avis du comité juridique	<p>Le comité juridique devra se prononcer sur 3 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'envoyer les consultations judiciaires sur les TNR. Possibilité d'envoyer les consultations administratives sur les TNR. Possibilité de conserver X temps les données biométriques issues des consultations.
3.4.8P2_SP4_« Accès aux rapports opérationnels et fin de processus »	Arbitrage post RFI	La recherche en parallèle sera arbitrée à l'issue du RFI

0.1.5 P3_Traitement des traces

Paragraphe	Type d'action	Description
3.5.1Description générale	Avis comité juridique	L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique. La PN précise que en cas de blocage juridique, l'autre option consisterait à ne conserver que les traces de l'affaire
3.5.1Description générale	Avis comité juridique	Nécessité de valider la possibilité du stockage des empreintes des familiers dans l'application ainsi que les contraintes et les impacts qui en découlent
3.5.3Interfaçages	Arbitrage administration	<p>Un commentaire PN indique, au sujet de l'interfaçage avec l'application mobile, qu'il serait intéressant de «prévoir le sortant également, dans le sens où il peut être intéressant d'informer que le résultat est disponible. A revoir de façon générale pour ce tableau avec ce qui a été transmis par l'administration »</p> <p>Ce point n'a pas été abordé ni lors des ateliers ni dans les documents transmis. Nous consignons la demande pour échange entre PN et GN</p>
3.5.5P3_SP1_Acquisition	Arbitrage administration	<p><u>Cas N°1</u></p> <p>Dans le cas d'un import d'image, la résolution du fichier importé doit pouvoir être à 500 dpi ou à 1000 dpi et au delà</p> <ul style="list-style-type: none"> Un commentaire PN demande à ajouter la mention « Conformément à la réponse FR pour le SIS » (surligné en jaune) Réponse CGI : Nous ne comprenons pas pourquoi cette mention ne doit se faire que sur ce processus uniquement,

Paragraphe	Type d'action	Description
		d'autant que ce processus ne prévoit pas d'envoi à SIS.
3.5.5P3_SP1_Acquisition	Arbitrage administration	<p><u>Cas N°1</u> Suite à notre question : Doit-on donner plus de détails sur les contrôles à effectuer lors de l'acquisition (avant les contrôles automatiques donc ? Si oui quels sont ces détails ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retour PN : Suppression de la mention « (avant les contrôles automatiques donc » et commentaire suivant : Lors de l'acquisition, les champs obligatoires doivent être clairement identifiés. • Réponse CGI : l'identification des champs obligatoires (ou non) relève des spécifications détaillées, nous n'apportons donc pas plus de précisions sur ce point, mais laissons l'administration arbitrer d'un autre choix
3.5.5P3_SP1_Acquisition	Arbitrage post RFI	<p><u>Cas N°1 et cas N°2</u> La réalisation d'une discrimination pouvant être lancée à tout moment, doit être vérifiée d'un point de vue faisabilité technique par les industriels</p>
3.5.5P3_SP1_Acquisition	Avis du comité juridique	<p><u>Cas N°1 et cas N°2</u> La question des données de discrimination doit être discutée et validée en comité juridique</p>
3.5.6P3_SP2_Contrôle	Arbitrage administration	<p>Détail sur les contrôles entre GN et PN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un commentaire PN demande l'intérêt de préciser le niveau de contrôle au vu de l'avancée des travaux. La GN ne fait aucun commentaire dessus. • Réponse CGI : ces éléments ont été indiqués en atelier et il nous semble important de décrire ce contexte, nous les avons donc consignés. Ils pourront être supprimés si vous pensez que c'est inutile.
3.5.7P3_SP3_Discrimination	Avis comité juridique	La conservation des empreintes de discrimination doit être discutée et validée par le comité juridique
3.5.7P3_SP3_Discrimination	Arbitrage administration	<p>Concernant la phrase : « Ce codage doit permettre une prise en compte plus globale de l'empreinte pour le matching, par exemple, le sens des crêtes , la poroscopie ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un commentaire PN indique que nous n'avons jamais parlé de niveau 3, surtout pour la discrimination ». La GN demande d'ajouter « la possibilité d'ajouter des minuties, des points » • Réponse CGI : nous avons ajouté les compléments GN et vous laissons arbitrer si cette partie doit être conservée ou non.
3.5.8P3_SP4_Traitement	Arbitrage post RFI	La vérification de HIT automatique sera décidée à l'issue du RFI en fonction des possibilités présentées

Paragraphe	Type d'action	Description
		par les éditeurs.
3.5.9P3_SP5_Vérification	Avis comité juridique	La validation du superviseur permet également la génération d'un fichier NIST avec les données de l'affaire et son enregistrement en SAE <ul style="list-style-type: none"> L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique
3.5.9P3_SP5_Vérification	Arbitrage administration	En attente de décision de l'administration sur le caractère optionnel d'un superviseur
3.5.10P3_SP4bis_Traitement	Arbitrage administration	En attente de décision de l'administration sur le caractère optionnel d'un superviseur
3.5.10P3_SP4bis_Traitement	Avis comité juridique	Les résultats du matching déca/TNR doivent faire l'objet d'une mise à jour du fichier NIST en SAE pour les traces identifiées. <ul style="list-style-type: none"> L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.
3.5.10P3_SP4bis_Traitement	Arbitrage administration	L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être porté à réflexion des fonctionnels en charge du traitement des affaires.
3.5.10P3_SP4bis_Traitement	Arbitrage administration	Comparaison avec base TNR : <ul style="list-style-type: none"> Un commentaire PN demande à prendre en compte l'arbitrage suite à RFI pour la mention « déca/TNR HIT / NO HIT automatique par le système ». La GN demande à supprimer toute la vérification que nous avons surlignée en jaune et nous précise qu'il s'agit de vérifications Traces/TNR. Il n'y a pas de résultat automatique, le HIT ou le NOHIT est décidé par un opérateur. En cas de HIT, un lien Affaires/Affaires est créé et les traces ne sont pas sorties des TNR. » Réponse CGI : Dans le diagramme il est bien fait mention de comparaison deca/TNR. Nous avons donc pris en compte les retours PN et nous laissons donc l'administration arbitrer sur ces différences de point de vue.
3.5.11P3_SP6_Accès aux rapports et finalisation du processus	Arbitrage administration	La prise en compte des les captures d'écrans se fera si l'option activée. Ce point est en attente de décision de l'administration.
3.5.11P3_SP6_Accès aux rapports et finalisation du processus	Arbitrage administration	Nous avons intégré le complément PN sur l'outil de charting. Mais nous nous interrogeons sur la pertinence de faire figurer cet outil en toute fin de processus. Nous soumettons donc le point pour arbitrage de l'administration

0.1.6 P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires

Paragraphe	Type d'action	Description
3.6.1 Description générale	Arbitrage administration :	<p>Pour pouvoir effectuer le traitement des affaires dans l'application, il doit être possible d'effectuer Des recherches directes à partir de données alphanumériques, de manière stricte (avec possibilité d'utiliser des caractères joker). La recherche devra être compatible avec un outil ministériel de phonétisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les retours PN vous avez demandé d'ajouter la mention « L'outil de recherche devra être compatible avec un outil ministériel de phonétisation », • Réponse CGI : Dans les diagramme et lors de l'atelier, il n'a pas été fait mention à l'utilisation de cet outil dans le cadre de la recherche alphanumérique et « nouveau traitement » des affaires. Nous avons intégré la mention et vous laissons arbitrer de sa pertinence
3.6.1 Description générale	Arbitrage lors de l'atelier :	Le terme réactivation utilisé actuellement est remplacé par le terme « nouveau traitement ».
3.6.5 P4_SP1_Recherche initiale et choix d'actions	Avis comité juridique :	L'affichage des données de discrimination doit être validé juridiquement, dans la mesure où pour être affichées celles-ci doivent être conservées dans l'application au-delà de la durée nécessaire au traitement classique d'une affaire
3.6.7 P4_SP3_Modifications	Avis comité juridique :	La conservation des empreintes des familiers doit être validée par le comité juridique. Si cela n'était pas possible, la discrimination lors de l'ajout d'évidences ne pourrait pas se réaliser.
3.6.7 P4_SP3_Modifications	Avis comité juridique :	L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.
3.6.8 P4_SP4_Relance du dossier	Arbitrage administration :	<p>Rapport partiel</p> <ul style="list-style-type: none"> • La PN demande la suppression du point faisant mention à la « génération du rapport partiel », la GN ne le demande pas • Réponse CGI : ce rapport est indiqué dans le diagramme et nous l'avons évoqué en atelier. Nous gardons donc ce point et laissons l'arbitrage à l'administration.
3.6.8 P4_SP4_Relance du dossier	Arbitrage post RFI	Le HIT/NO HIT automatique sera décidé en fonction des retours du RFI en fonction des garanties proposées par les éditeurs
3.6.8 P4_SP4_Relance du dossier	Avis comité juridique :	L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.
3.6.9 P4_SP5_Suppression	Avis comité juridique	La mise à jour et conservation des données

Paragraphe	Type d'action	Description
		d'affaires dans le SAE reste à soumettre et valider par le comité juridique. Cela pourrait concerner la conservation des liens personnes affaire ou des traces de l'affaire.
3.6.11 P4_SP7_Recherche dans les SI Internationaux	Arbitrage administration	La génération d'une rapport est demandé par la GN mais la PN indique ne pas le souhaiter. Nous laissons l'administration arbitrer sur le choix pertinent.

0.1.7 P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus

Paragraphe	Type d'action	Description
3.7.1 Description générale	Arbitrage lors de l'atelier :	Le terme réactivation utilisé actuellement est remplacé par le terme « nouveau traitement »
3.7.7 P5_SP3_Modifications	Arbitrage administration	Comparaison de dossiers côte à côte <ul style="list-style-type: none"> Dans ses commentaires la PN demande à supprimer la mention « côte à côte » Réponse CGI : ce point est issu de vos diagrammes et son importance a été expliqué en atelier, aussi, nous ne le supprimons pas et laissons l'administration arbitrer sur sa pertinence.
3.7.8 P5_SP4_Relance du dossier	Arbitrage post RFI	La vérification de HIT automatique sera décidée à l'issue du RFI en fonction des possibilités présentées par les éditeurs.
3.7.9 P5_SP5_Suppression	Précision sur les modifications	Liste prédéfinie et paramétrable par l'administrateur <ul style="list-style-type: none"> Un commentaire PN demande de préciser s'il s'agit de l'administrateur fonctionnel ou technique Réponse CGI : il nous semble pas opportun d'apporter ce niveau de précision. Ce type d'information n'a pas été apportée jusque là et elle est plus du niveau de spécifications détaillées
3.7.9 P5_SP5_Suppression	Précision sur les modifications	Commentaire libre <ul style="list-style-type: none"> Un commentaire PN demande à prendre en compte les mêmes remarques que pour les affaires Réponse CGI : nous n'avons aucune remarque de ce type dans la partie recherche alpha et nouveau traitement des affaires (on imagine que c'est à cette partie que est fait le renvoi)
3.7.11 P5_SP7_Recherche dans les SI	Arbitrage administration :	La génération d'une rapport est demandé par la GN mais la PN indique ne pas le souhaiter. Nous laissons l'administration arbitrer sur le choix

Paragraphe	Type d'action	Description
		pertinent.

0.1.8 P6_Suppression

Paragraphe	Type d'action	Description
3.8.1 générale	Description Arbitrage administration	Cela n'a pas été abordé en atelier, mais pouvez-vous confirmer que les données de l'outil de phonétisation sont également supprimées dès lors qu'elles concernent un individu ? <ul style="list-style-type: none"> Retour GN : l'avis du STSI² est sollicité Retour PN : oui les données sont supprimées de l'outil de phonétisation
3.8.1 générale	Description Précision sur les modifications	<ul style="list-style-type: none"> La PN demande d'ajouter le point « suppression à la main de l'opérateur » Réponse CGI : le découpage proposé a été validé en atelier. De plus, nous faisons bien mention aux suppressions à la main de l'opérateur. Le prendre en compte comme un point indépendant demanderait à revoir l'organisation du chapitre, ce qui est difficile dans le temps restant.
3.8.1 générale	Description Avis comité juridique	Est-il possible de conserver des liens personne/affaire, affaire/affaire ou l'historique des affaires où la personne a été mise en cause, ainsi qu'un historique des IDDP au sein de la fiche personne indépendamment de toute autre information lors de la suppression de la signalisation. La réflexion doit concerner également la conservation des fiches déca virtuelle et les empreintes de signalisation

0.1.9 P7_Archivage

Paragraphe	Type d'action	Description
3.9.1 générale	Description Avis comité juridique	L'objectif est d'avoir une réflexion sur un archivage plus large (par exemple : les affaires, les empreintes de discrimination, entre autres) et d'en identifier les possibilités et les contraintes juridiques ainsi que les impacts dans l'application FAED.
3.9.1 générale Description générale	Description Arbitrage en atelier	La numérisation des fiches papier pour conservation dans le SAE ne doit pas être demandée à l'industriel

0.1.10 P8_Fonctionnalités complémentaires

Paragraphe	Type d'action	Description
3.10.1 Journal des transactions	Arbitrage administration	Cette partie n'a pas été abordée de manière détaillée en atelier, mais évoque dans le processus « Suppression ». A la lecture finale du cahier des charges et compte tenu de la demande GN sur la fonctionnalité « ajout de traces et de fiches de discrimination », il nous semble pertinent d'ouvrir la possibilité et de présenter un journal de transactions plus large et qui permette également l'accès aux signalisations ou autres éléments de l'application Des questions émergent dans la prise en compte de ces demandes, mais nous ne pouvons les traiter Pour l'heure, nous consignons la demande sur les traces tout en ouvrant un peu la description, ajoutant des questions contextuelles et laissons l'administration arbitrer et compléter si besoin en fonction de la pertinence de la proposition
3.10.1 Journal des transactions	Arbitrage administration	Quelles sont les transactions qui peuvent être consultées ?
3.10.1 Journal des transactions	Arbitrage administration	Données à définir selon décision d'arbitrage
3.10.1 Journal des transactions	Arbitrage administration	Que veut dire filtre ? Est-ce la possibilité d'une recherche ? Si oui sur quels critères ? On est plus dans ce cas dans l'affichage d'un tableau
3.10.1 Journal des transactions	Arbitrage administration	Que veut dire « jauge spécifique »

0.2 Exigences

Les compte-rendu des groupes de travail entre la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale et le ST(SI) constituent la matrice des exigences qui ont permis à CGI, en amont des ateliers, de faire un travail préparatoire dans le but d'identifier identifier les attentes de l'administration lors des ateliers.

Ces comptes rendus ont été découpés en exigences et pour chacune d'entre elles nous avons identifié son statut de prise en compte dans le cahier des charges ainsi que le chapitre où elle est exploitée.

Cette matrice est fournie dans un tableau en annexe de ce document. Chaque exigence identifiée est classée selon les critères suivants :

- Groupe : groupe de travail de traitement de l'exigence
- Document : nom du compte-rendu d'où est extraite l'exigence
- Page : numéro de page du compte-rendu d'où est extraite l'exigence
- ID d'exigence constitué du nom du compte-rendu dont elles est issue et d'un

numéro incrémentale

- Statut de l'exigence :
 - Traité : a été prise en compte et traitée dans le cahier des charges. Elle a parfois été ré-écrite
 - Abandonné : a été abandonnée d'un commun accord en atelier
 - Non retenue : a été écartée lors des groupes de travail
 - Hors périmètre : ne rentre pas dans le cadre du cahier des charges fonctionnel
 - Ce n'est pas une exigence : il s'agit de commentaires ou de points de discussion, n'évoquant pas vraiment une exigence ou une attente
- Commentaire : si nécessaire, nous avons apporté des commentaires en regard du statut ou de l'exigence en elle-même
- Chapitres où sont prises en compte les exigences

Dans le corps du cahier des charges, sont présentés de manière allégée l'ensemble de ces exigences. Elles sont ventilées par chapitre ou processus fonctionnel. Certaines d'entre elles ont fait l'objet de retours de la PN ou GN, d'autres sont retranscrites en l'état. Dans les deux cas, les tableaux présentent les exigences avec

- L'ID présent dans la matrice
- Le texte, parfois simplifié, issu de la matrice

La nature « obligatoire » ou « optionnelle », présente dans les premières itérations du cahier des charges a été supprimée dans la mesure où, d'une part, seule une exigence a été rendue optionnelle et d'autre part, le résultats du RFI et des arbitrages post comité juridique vont impacter ces statuts.

L'objectif de ces tableaux d'exigences est de permettre à l'administration de passer en revue les attentes initiales en regard du nouveau travail réalisé en atelier. Cependant, il ne nous semblent pas pertinent de les utiliser en l'état pour rédiger le CCTP.

1 Présentation et périmètre projet

1.1 Présentation des activités du FAED

Le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED) désigne une application informatisée d'identification commune à tous les services de la Police et de la Gendarmerie Nationales.

Cet outil a notamment pour objectifs de permettre :

- La recherche et l'identification des auteurs de crimes et de délits, ainsi que la poursuite, l'instruction et le jugement des affaires dont l'autorité judiciaire est saisie,
- La recherche et la découverte des personnes disparues,
- L'identification, dans un cadre judiciaire, des personnes décédées ou grièvement blessées,
- L'identification, dans un cadre extra judiciaire, des personnes décédées,
- L'identification, par consultation, d'un étranger dans les conditions prévues par certaines dispositions de la loi.
- L'identification des personnes dans le cadre de la procédure de vérification d'identité de l'article 78-3 du Code de Procédure Pénale.

Sont stockées dans le FAED:

- **Des traces** : relevées dans le cadre d'un crime ou d'un délit, d'une disparition, d'une enquête ou information pour recherche des causes de la mort ou des blessures, et elles sont transmises par des organismes de coopération internationale en matière de police judiciaire ou des services de police étrangers en application d'engagements internationaux.
- **Des empreintes papillaires** : relevées sur les mis en cause dans le cadre d'une procédure pour crime, personne grièvement blessée ; celles transmises par des organismes de coopération internationale en matière de police judiciaire ou des services de police étrangers en application d'engagements internationaux.
- **Des données alphanumériques des personnes** : Nom, prénoms, date et lieu de naissance et filiation

Les personnes autorisées à consulter le FAED :

- Services de police techniques et scientifiques de la police nationale
- Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale
- Unités de recherche de la gendarmerie nationale et tout OPJ, et APJ/TIC-P détenteurs du code-savoir autorisant l'accès à l'application.
- Agent d'un organisme de coopération internationale concernant la police judiciaire dans les conditions prévues par les traités internationaux

- Agent d'un service de police ou de justice d'un État étranger dans les conditions prévues par les traités internationaux
- Les services des Douanes

1.2 Organisation du FAED : les entités et services concernés

1.2.1 Structure organisationnelle

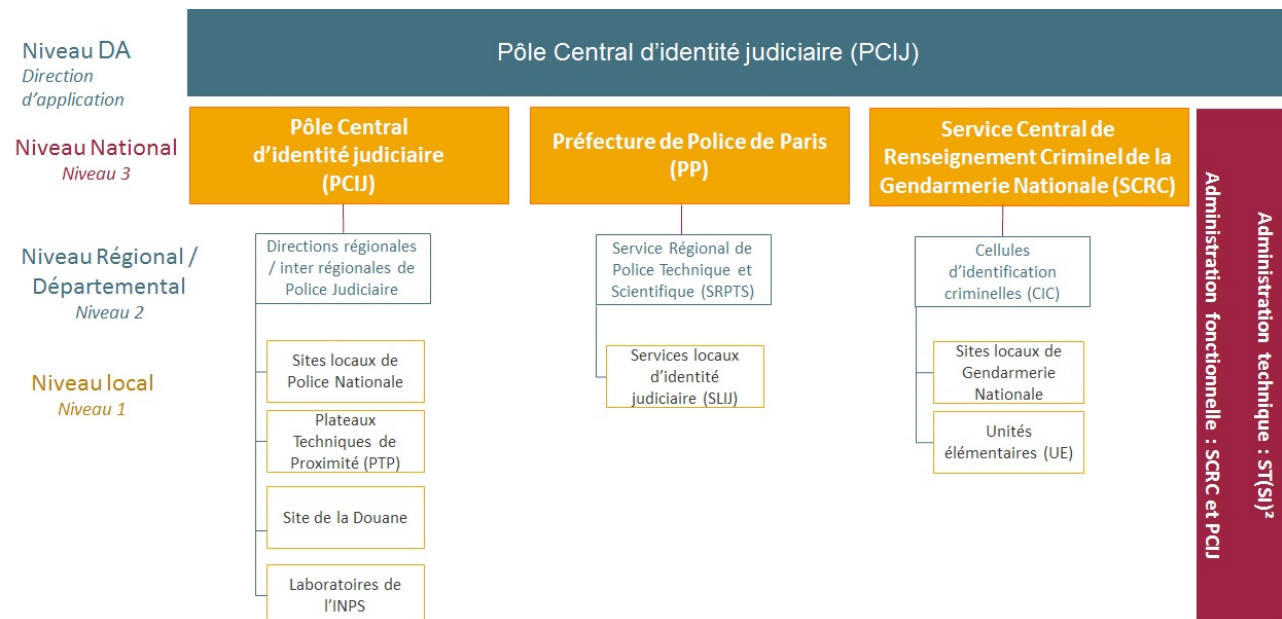


Illustration 1: Structure organisationnelle FAED

Les différents acteurs et utilisateurs du FAED sont catégorisés selon trois niveaux correspondants à leur échelle d'action géographique respective : central, régional ou départemental et local mais également lié au niveau de responsabilité de chacun.

En complément, le Pôle Central d'identité judiciaire (PCIJ) assure, au niveau 0, un rôle transverse de pilotage et gestion de l'application.

1.2.1.1 Acteurs métier

Direction d'application

- Le Pôle Central d'identité judiciaire (PCIJ) a le rôle de gestionnaire de l'application

Central :

- Le Pôle Central d'identité judiciaire (PCIJ) du Service Central de la Police Technique et Scientifique (SCPTS), situé à Ecully,
- Le Service régional d'identité judiciaire de la Préfecture de Police de Paris (SRPTS de la PP),
- Le Service central de renseignement criminel de la Gendarmerie Nationale

(SCRCGN), situé à Pontoise,

Régional / départemental niveau :

- Service régional de la police technique et scientifique de la Préfecture de Police de Paris (SRPTS),
- 19 sites régionaux du FAED, dépendant des directions régionales et inter-régionales de la police judiciaire,
- 101 cellules d'identification criminelles (CIC) implantées au sein des groupements de Gendarmerie Nationale. Il en existe une dans chaque département.

Local :

- 681 sites de la Police et de la Gendarmerie nationale
- 1 site de la Douane,
- 5 laboratoires de l'Institut National de Police Scientifique (INPS), répartis en Plateaux Techniques de Proximité (PTP) et Plateaux Techniques Zonaux de Proximité (PTZP),
- 3600 unités élémentaires (UE) de la Gendarmerie Nationale réparties sur l'ensemble du territoire.

1.2.1.2 Administration de l'application

Actuellement l'administration de l'application est partagée entre

- L'administration technique à la main du ST(SI)²
- L'administration fonctionnelle actuellement à la main du service central de la Police technique et scientifique (PCIJ) mais à terme également accessible par le niveau central de la Gendarmerie nationale (SCRCGN) pour les unités de son ressort.

1.2.2 Rôles et responsabilité des acteurs métier par niveau organisationnel

Direction d'application

- Le Pôle Central d'identité judiciaire (PCIJ) a le rôle de gestionnaire de l'application et la responsabilité de
 - La gestion de la base,
 - Des droits d'accès aux particuliers,
 - La définition des besoins évolutifs,
 - De pilotage et de gouvernance,
 - Les demandes à l'international avec PRÜM.

Central

- Pour la Police nationale, (PCIJ et PP), ces acteurs sont en charge de :
 - La saisie des fiches déca encrées,
 - La consultation décadactylaires,

- La consultation alphanumérique,
 - Le traitement des traces papillaires relevées par services de police de leur ressort (dont production via borne T41 pour les DOM-TOM non dotés d'un site FAED),
 - L'alimentation de la base des « TNR »,
 - La validation des résultats et des remontées « TNR »,
 - La réception des rapports de HIT et de NO HIT.
 - Contrôler qualité des fiches de signalisations reçues des terminaux est également effectué au niveau de la partie empreinte et des données alphanumériques de chaque transaction (contrôle de fiche).
- Pour la Gendarmerie nationale, ces acteurs sont en charge de :
 - La saisie des fiches déca encrées,
 - La consultation décadactylaires,
 - La consultation alphanumérique,
 - Le traitement des traces papillaires),
 - L'alimentation de la base des « TNR »,
 - La validation des résultats et des remontées « TNR »,
 - La réception des rapports de HIT et de NO HIT.
 - Contrôler qualité des fiches de signalisations reçues des terminaux est également effectué au niveau de la partie empreinte et des données alphanumériques de chaque transaction (contrôle de fiche).

Régional

- Pour la Police nationale, ces acteurs sont en charge de :
 - La consultation décadactylaires,
 - La consultation alphanumérique,
 - La saisie des fiches déca papier,
 - La saisie directe des fiches déca papier ou via bloc optique,
 - Le traitement des traces papillaires relevées par services de police de leur ressort (dont production via borne T41), alimentation de la base des « Traces Non Résolues »
 - La validation des résultats et des remontées TNR
 - La réception des rapports de HIT et de NO HIT
- Pour la Gendarmerie nationale, ces acteurs sont en charge de :
 - La saisie des relevés encrés sur les terminaux T41 équipés d'un scanner
 - La vérification lors de la remontée des traces, le respect des critères de qualité et réaliser les discriminations avec les familiers

Local

- Pour les unités rattachées à la Police nationale, ces acteurs sont en charge de :
 - La saisie des fiches déca papier ou via bloc optique,
 - La numérisation et la transmission au site régional des traces papillaires (sauf B.T. et P.A.F.)
 - La consultation décadactylaires,
 - La réception des rapports de HIT et de NO HIT.
- Pour la Gendarmerie nationale, ces acteurs sont en charge de:
 - la réalisation des relevés encrés (relevés décadactylaires et palmaires) ou, pour ceux équipés d'un moyen d'acquisition (scanner/capteur biométrique), de la saisie via les terminaux T41
 - Les décadactylaires depuis les terminaux T41, pour les unités qui en sont équipées, ou via une procédure dédiée depuis le logiciel de rédaction des procédures de la gendarmerie nationale (LRPGN)

La détection/révélation/prélèvement des traces papillaires ainsi que le relevé des empreintes des familiers en vue de la discrimination (victimes, témoins, premiers intervenants)

1.3 Volumétrie de l'activité

On dénombre au 1er Janvier 2020 :

- 6,7 millions de personnes enregistrées au sein du dossier FAED
- 8,5 millions d'identités recensées dans la base
- 14,9 millions de signalisations recensées
- 257 000 traces non résolues
- 815 terminaux Scanners T41 déployés sur l'ensemble des services de police et gendarmerie.
- 218 services de police et de gendarmerie sont à ce jour équipés d'un bloc optique.

Sur l'année 2019 :

- 1,2 million de personnes enregistrées
- 120 000 traces exploitées
- 32 500 traces identifiées
- 12 600 affaires résolues
- 14 400 individus identifiés

1.4 Environnement technique

La liste ci-dessous présente succinctement les divers outils techniques, matériaux et systèmes informatiques exploités par les services de Police et Gendarmerie nationales dans le cadre des activités liées au FAED.

Dans l'avenir, l'équipement précité est sujet à évolution, et les outils d'acquisition d'empreintes pourraient être remplacés. Dans ce sens, l'application cible doit être compatible avec tout type de matériel qui pourrait être acquis et qui permette de procéder à l'acquisition d'empreintes et de traces.

Terminal

Un terminal est constitué d'un poste informatique avec accès Internet et au Réseau Interministériel de l'État (RIE) via le navigateur Firefox et d'un système d'acquisition (scanner ou bloc optique)

Scanner (Epson 4990, V700 et V800)

Le scanner permet :

- De réaliser des consultations et des signalisations à l'aide de relevés décadactylaires et/ou palmaires encrés,
- D'acquérir des traces papillaires.

Blocs optiques TP 5300

Les blocs optiques permettent la numérisation des empreintes, par apposition directe des mains sur la vitre du capteur

Autres équipements

Les services disposent en outre d'outils complémentaires :

- PC bureau configurés sous Windows 7 64 bits ou Linux Ubuntu 14.04 LTS pour la PN / Linux Gendbuntu pour la GN
- Appareils photo
- Imprimantes
- Écrans 22 pouces
- Capteurs biométriques
- Scanners
- Onduleurs
- Episcopes
- Logiciels divers

La répartition des équipements en janvier 2020 est la suivante

815 terminaux , dont 810 terminaux physiques et 5 terminaux d'alimentation INPS

	GN	PN	Douanes	Total
Blocs optiques	172	91	0	218
Scanners	128	487	1	592
Total	231	578	1	810

1.5 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_01	Le système devra être compatible avec l'ensemble des matériels pouvant être acquis pour le FAED par l'administration pendant toute la durée du marché (ex: capteurs, etc...)
GT1 CR2 VF_16	Enfin, les sites FAED souhaitent pouvoir supprimer par eux-mêmes certaines transactions.
GT4 CR VF_06	Le futur système : permettra d'utiliser les divers types de matériel d'acquisition déjà employés pour le FAED ou d'autres systèmes d'informations, indépendamment des fournisseurs ou des systèmes d'exploitation des postes clients (fixes ou mobiles)
GT4 CR VF_07	Le futur système : Permettra de raccorder de nouveaux types de matériels au fur et à mesure des nouveaux marchés d'achat, y compris dans le cadre de systèmes d'informations tiers.
RPC_20	Le futur système permettra d'utiliser les divers types de matériel d'acquisition déjà employés ou à venir pour le FAED ou d'autres systèmes d'informations

2 Architecture applicative FAED

2.1 Présentation de l'application dans le SI cible

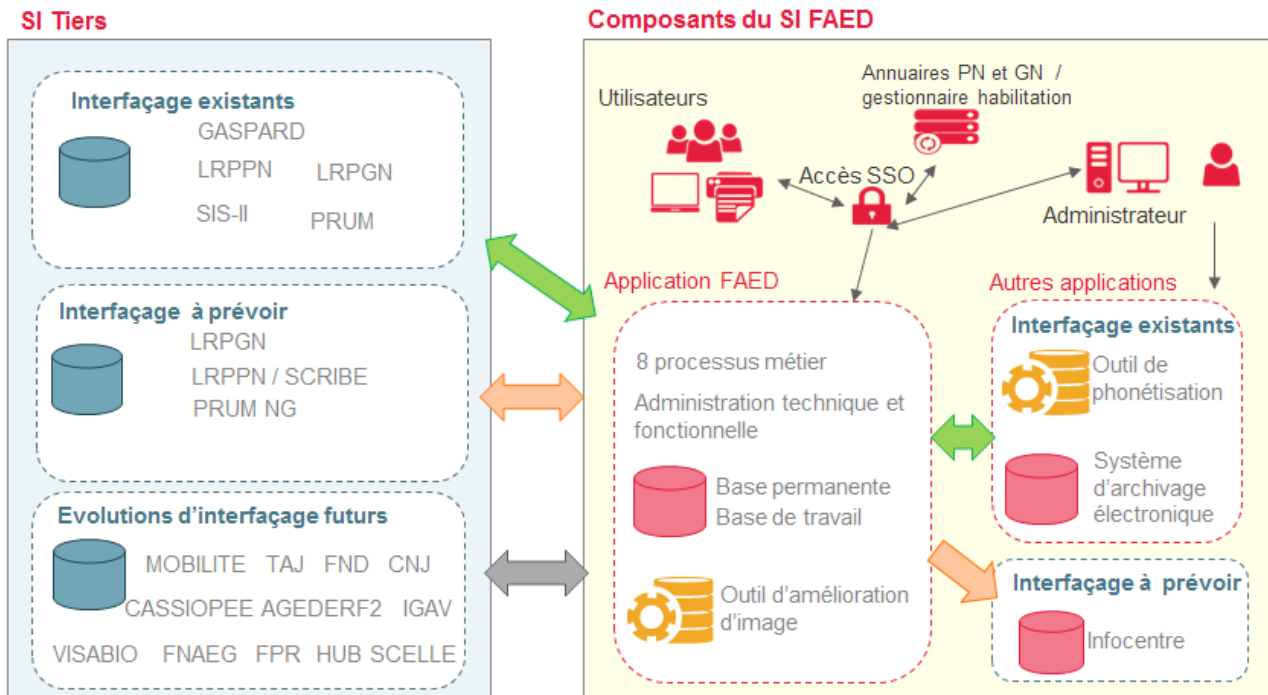


Illustration 2: Schéma conceptuel SI FAED

Globalement l'application doit respecter le cadre de cohérence technique du Ministère qui a pour objectif de fixer le cadre technique pour la conception, la réalisation et l'hébergement et l'exploitation de tout système d'information mis en œuvre par ou pour le Ministère de l'Intérieur.

Le futur système FAED présentera une architecture centralisée (sans serveurs locaux) et fonctionnera sous tout type d'environnement, il devra être extensible et modulable afin de s'adapter aux évolutions normatives et obligations internationales actuelles et à venir, tant en termes de réglementation que de formats d'échanges de données. L'évolutivité vers un ABIS doit être envisagée.

L'application FAED s'intègre dans un SI ministériel composé de :

- Un système SSO qui récupère les données d'identification des utilisateurs, les profils de chacun, les droits applicatifs, leur permettant d'accéder à l'application FAED et aux données et fonctionnalités idoines
- L'application FAED en elle-même, qui doit
 - respecter le cadre de cohérence technique du Ministère de l'Intérieur
 - assurer la mise à jour des OS et des versions de l'application en adéquation avec le SI dans le quel elle s'inscrit,

- proposer une interface de type web pour les utilisateurs
- proposer des fonctionnalités permettant de dérouler les processus fonctionnels
- permettre de stocker des données pendant les étapes de travail des opérateurs mais également les données une fois les traitements finalisés (désigné comme base de travail et base permanente)
- présenter des performances de matching conformes à l'état de l'art
- L'outil de phonétisation et le système d'archivage électronique qui existent déjà et sont opérationnels. L'application devra s'interfacer avec les deux
- L'infocentre qui existe actuellement mais n'est pas exploité par l'actuel FAED et dont l'interfaçage doit être prévu avec l'application FAED
- Les SI tiers, avec les quels il sera nécessaire de mettre en place des interfaçages de type webservice
 - ceux qui sont actuellement en place et dont il faudra reconduire l'interfaçage
 - ceux dont les travaux sont en cours et dont l'interfaçage doit être opérationnel à l'ouverture de la future application FAED
 - ceux dont l'interfaçage est prévu à plus long terme et dont l'application devra prévoir la possibilité de s'interfacer rapidement
- L'application doit prévoir également un module d'administration technique et fonctionnel, accessible à des acteurs différents.
- Le matériel des opérateurs permettant l'acquisition des données et la saisie des informations. L'application devra être compatible avec le matériel existant.

2.2 Gestion des accès et des droits

L'accès à l'application reposera sur un module SSO et une connexion internet transitant par le réseau ministériel sécurisé. Seuls les personnels reconnus pourront se connecter à l'application. Dans ce sens le SSO permet une connexion unique et sécurisée.

Les accès doivent pouvoir se faire depuis les locaux de l'administration, mais également en télétravail dans la limite de l'utilisation de postes SPAN, sans nécessité d'authentification forte et sans nécessité d'utiliser un scanner, un bloc optique ou un autre matériel de ce type.

Les droits fonctionnels et les droits d'accès aux données seront définis par un gestionnaire d'habilitations en amont de l'application FAED et seront transmis via le SSO.

Les annuaires de chaque institution permettront de fournir les informations nécessaires au module SSO pour transmettre les informations à l'application FAED.

Ce principe permettra de définir pour chaque opérateur en fonction de son profil et de son institution d'appartenance :

- Les fonctionnalités autorisées
- Les données / dossiers auxquelles il a le droit d'accéder

Outre ces droits, les informations de chaque opérateur envoyées de manière sécurisée par le SSO à l'application sont :

- Nom
- Prénom
- Numéro d'identification (matricule, RIO, etc)
- Fonction
- Code service

Il est donc attendu que l'application soit en capacité de reconnaître l'opérateur qui se connecte et qu'elle lui attribue les droits d'accès qui le concernent pour les fonctionnalités et le traitement des données / dossiers.

2.2.1 Droits fonctionnels

L'application doit pouvoir interpréter les informations communiquées par le SSO pour que chaque opérateur accède uniquement aux fonctionnalités qui le concernent.

Toute modifications dans la gestion des droits et des habilitations réalisée en amont doit être prise en compte automatiquement dans l'application.

Il est à préciser que les administrateurs fonctionnels ont accès à la totalité des données de leur périmètre (par institution) et l'administrateur technique et la Direction d'application à toutes les fonctionnalités de l'application.

2.2.2 Droits des données/ dossiers

Les données sont rattachées à un périmètre qui dépend :

- Du niveau du service au quel appartient l'opérateur
- De l'institution à la quelle appartient le service (voir schéma organisationnel)

En fonction de ce rattachement, l'opérateur à des droits d'accès aux données et peut :

- Visualiser toutes les personnes et affaires de la base
- Créer, Modifier ou supprimer les personnes et affaires en fonction de son niveau d'appartenance

Les accès aux dossiers et données se définissent comme suit :

- Un opérateur peut traiter tous les dossiers créés
 - par son service pour son service
 - par son service pour un autre service
 - par un autre service pour son service
- Un opérateur peut également voir et traiter tous les dossiers des services de niveau inférieur au sien

- Un opérateur ne peut pas voir un dossier n'étant dans un des cas précités

Il est à préciser que les administrateurs fonctionnels ont accès à la totalité des données de leur périmètre (par institution) et l'administrateur technique ainsi que le gestionnaire de l'application, accèdent à toutes les données de l'application.

2.3 Processus fonctionnels

Les processus fonctionnels permettant de gérer l'activité du FAED dans l'application sont les suivants :

- P1_Signalisations
- P2_Consultation décadactytaire
- P3_Traitement des traces
- P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus
- P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires
- P6_Suppression
- P7_Archivage
- P8_Fonctionnalités complémentaires

Ces processus fonctionnels doivent être traduits dans l'application en fonctionnalités diverses permettant de dérouler l'ensemble des actions idoines et en prenant compte des droits d'accès et workflow qui devront pouvoir être paramétrés dans l'application.

2.4 Administration de l'application

En complément des modules fonctionnels, un module d'administration doit permettre d'agir et de dissocier deux niveaux d'administration

- l'administration technique, qui pourrait être assurée par le ST(SI)²
- l'administration fonctionnelle, laissée à la main des services centraux sur leur périmètre et de la direction d'application sans distinction de périmètre

Ce module d'administration doit permettre de gérer :

- les divers paramétrages attendus pour l'application
- les incidents fonctionnels et techniques

2.4.1 Paramétrages

Les paramétrages concernent des fonctionnalités, des transactions, des workflows ou des restitutions de résultats de rapports.

Ils doivent être accessibles par l'administrateur technique.

2.4.1.1 Paramétrages relatifs aux seuils, présentation des candidats et validateurs

Objet de paramétrage	Description
Seuils	L'application doit permettre de paramétrer les seuils de matching (HIT/NO HIT). Les seuils seront communs aux deux institutions, il s'agit des seuils des déca, des TNR, de gestion des lights out pour les individus et ceux pour les TNR.
Seuils	L'industriel pourra présenter en option, ses solutions d'audit de l'application permettant de proposer des seuils optimisés.
Seuils	L'application doit permettre d'activer ou non le codage automatique
Affichage des candidats matching	En cas d'absence de seuils de HIT / NO HIT automatique, le système va renvoyer à l'utilisateur des candidats, potentiellement tous les candidats classés selon un score de similitude. Afin d'éviter une trop grande quantité de candidats, l'administrateur va définir un nombre maximum de candidats à afficher. Pour les affaires traces le nombre de candidats est fixé au niveau de l'interface utilisateur. Ces derniers sont triés en fonction de leur score.
Validateurs	Le nombre de validateurs sera défini en fonction des besoins de chaque service. Les utilisateurs ayant le rôle de validateurs seront identifiés grâce à la gestion des profils et les droits inhérents seront automatiquement reconnus lors de la connexion à l'application via l'accès SSO En complément, le paramétrage des workflows permettra de définir sur quels processus les validateurs interviendront.
Relance des affaires ou des signalisations	L'application doit permettre la relance des affaires et des signalisations arrivant à échéance. Ces relances doivent pouvoir se faire manuellement par les opérateurs et nécessite de prévoir une liste des affaires et des signalisations concernées L'affichage de cette liste doit pouvoir être paramétrée selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Fréquence de mise à jour de cette liste • Choix des éléments affichés sur la liste : Nombre de dossiers, Numéro de procédure, noms des individus, date de suppression prévisionnelle, entre autres informations Cette liste doit contenir les affaires et signalisations dont le délais de conservation arrivent à échéance dans une délais qui doit également pouvoir être paramétré. A partir de cette liste l'opérateur doit pouvoir relancer les traitements pour les affaires ou signalisations de son choix

2.4.1.2 Paramétrage des alertes

Objet de paramétrage	Description
Messages d'alerte	Le paramétrage des alertes et leur modalité d'affichage doit être affiné en fonction des solutions présentées par les industriels. Le besoin général est de permettre aux administrateurs fonctionnels, de saisir des alertes et de les d'afficher sur l'application pour tous les utilisateurs
Disponibilité des résultats	Lors de la disponibilité des résultats pour la consultation décadactylaire, la signalisation et l'identification des traces, une alerte doit prévenir l'opérateur de leur disponibilité. Le contenu de cette alerte doit pouvoir être paramétrée par l'administrateur.

Objet de paramétrage	Description
Expiration du délais de conservation	Les administrateurs doivent pouvoir à la fois paramétrer des alertes, des relances et définir le périmètre de ces relances (par exemple, les affaires qui seront concernées).
Prum	Des alertes liées aux quotas de consultation doivent également être mises en place pour permettre à l'administration d'avoir un suivi pertinent de ces consultations. Les quotas doivent pouvoir être désactivés en cas d'urgence ou d'attentat.

2.4.1.3 Paramétrage des référentiels NATINF

Objet de paramétrage	Description
Référentiel NATINF	L'application doit permettre de <ul style="list-style-type: none"> ajouter des nouveaux codes NATINF et la durée de conservation correspondante modifier les codes existant et leur durée de conservation.
NATINF et Signalisations	En cas de modification les impacts sur les affaires et signalisations doivent être maîtrisés pour éviter des suppressions en trop grande quantité pouvant fragiliser la disponibilité de l'application. Pour les affaires, la suppression n'étant pas automatique, cela reste maîtrisé par les opérateurs, pour les signalisations ils doivent être paramétrés. Le paramétrage doit permettre de définir les modalités de suppression des signalisations et permettre un traitement par lot en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> le nombre de signalisations à supprimer les critères de sélection des signalisations à supprimer la date de suppression

2.4.1.4 Paramétrage des délais de conservation

Objet de paramétrage	Description
Conservation	L'application devra permettre de paramétrer les durées de conservation en fonction de divers critères <ul style="list-style-type: none"> pour les individus <ul style="list-style-type: none"> durée de conservation par type de fait et par âge pour les affaires <ul style="list-style-type: none"> durée de conservation par type de fait
Conservation des rapports	La durée de conservation des rapports doit être paramétrable. Actuellement elle est de 90 jours.

2.4.1.5 Paramétrage des rapports

Objet de paramétrage	Description
Modèles de rapport opérationnels	Deux types de rapports opérationnels sont à distinguer <ul style="list-style-type: none"> rapports partiels, générés en cours de processus rapports finalisés, générés en fin de processus Ces rapports seront paramétrables de la même manière, à savoir, ils doivent

Objet de paramétrage	Description
	<p>être identiques pour les deux institutions (format, texte, éléments réglementaires). Seuls les en-têtes doivent être personnalisables pour chaque institution pour permettre l'affichage de logo et informations identifiant l'institution. Il devra être possible également d'ajouter certaines informations.</p> <p>C'est le cas des rapports de suppression</p> <p>Les rapports sont édités au format PDF</p>
Éléments complémentaires des rapports	<p>Des informations complémentaires doivent pouvoir être ajoutées à certains rapports . Cela concerne notamment les rapports de suppression</p> <p>Le paramétrage devra permettre</p> <ul style="list-style-type: none"> • de définir le contenu de ces éléments : liste de choix avec plusieurs items, champ de saisie libre avec nombre contraint de caractère, entre autres éléments • de définir pour quels types d'action ou de processus ces éléments seront disponibles • d'activer ces éléments complémentaires pour les rendre accessibles aux utilisateurs habilités à éditer ce type de rapports.
Rapports de traçabilité	Le paramétrage des rapports de traçabilité doit permettre de définir les informations à faire figurer et les utilisateurs pouvant les éditer et les consulter

2.4.1.6 Paramétrage des quotas de consultation

Objet de paramétrage	Description
PRUM	<p>Le paramétrage des quotas de consultation doit s'effectuer par pays, conformément à ce que définit l'accord PRUM. Le paramétrage devra être applicable par type de demande, et sur une période donnée.</p> <p>Le paramétrage doit pouvoir gérer les demandes d'accès</p> <ul style="list-style-type: none"> • des autres pays à la base française, • de la France aux bases des autres pays • type de recherche souhaitée (empreintes/empreintes, empreintes/TNR, traces/empreintes, traces/TNR).
Autres SI tiers	Le paramétrage des quotas de consultation d'autres SI doit s'effectuer selon le même principe que PRUM est être applicable pour chaque SI concerné.

2.4.1.7 Paramétrage des processus qualité

Objet de paramétrage	Description
ACEV-GYRO	<p>Il s'agit d'un processus de qualité qui est appliqué par les opérateurs lorsqu'ils effectuent par exemple des comparaisons</p> <p>ACEV est l'acronyme pour analyse, comparaison, évaluation et vérification. C'est un processus linéaire d'exploitation des traces permet de restreindre les risques de biais.</p> <p>GYRO est l'acronyme pour Green, Yellow, Red et Orange, un code couleur permettant de traduire la confiance accordée à chacune des minuties (ou points caractéristiques) détectées en phase d'analyse.</p> <p>L'application devra permettre de faire évoluer ce processus de travail conformément à l'évolution de la norme.</p>

Objet de paramétrage	Description
	Elle doit également permettre, au travers des workflows, de définir les opérateurs impliqués dans ce processus de validation qualité

2.4.1.8 Paramétrage des workflows

Les workflows doivent pouvoir être paramétrés selon les besoins de chaque entité et permettre de désigner le nombre d'acteurs devant intervenir pour le déroulement d'un processus.

Ci-dessous une liste indicative des workflows et acteurs correspondant en fonction de chaque processus applicatif ou métier.

Processus	Sous-processus	Acteur
Administration de l'application	Gestion des accès et des droits applicatifs	Administrateur (STSI ²)
	Paramétrages	Administrateur (STSI ²)
	Gestions des incidents	Administrateur (STSI ²) Administrateur fonctionnel
Traçabilité	Traçabilité	Administrateur fonctionnel
Signalisation	Acquisition	Opérateurs site centraux/locaux
	Contrôles et corrections	Opérateurs site centraux
	Traitements	Opérateurs site centraux
	Accès aux rapports opérationnels et fin de processus	Opérateurs ayant saisi la signalisation Opérateurs habilité à consulter les rapports opérationnels
Consultation alphanumérique	Saisie	PN : opérateurs site centraux/régionaux GN : opérateurs site centraux
	Recherche	PN : opérateurs site centraux/régionaux GN : opérateurs site centraux
	Résultat de consultation	PN : opérateurs site centraux/régionaux GN : opérateurs site centraux
Consultation décadactylaire	Acquisition	Opérateurs site local, possibilité opérateurs central (paramétrable)
	Contrôles et corrections	Opérateurs site centraux Workflow paramétrable pour chaque institution

Processus	Sous-processus	Acteur
	Traitements	Opérateurs site central
	Accès aux rapports opérationnels et fin de processus	Opérateurs ayant saisi la consultation Opérateurs habilités à consulter les rapports opérationnels
Traitement des traces	Acquisition	Toutes les unités de la GN Tous les niveaux de la PN. workflow, paramétrable
	Contrôles	GN : opérateurs site départemental/ central PN : opérateurs site central GN : opérateurs site régionaux/central
	Discrimination	Opérateurs site départemental/ central
	Traitement	GN : Opérateurs site central PN : Opérateurs site régional/central
	Vérification	GN : Opérateurs site central PN : Opérateurs site régional/central
	Accès aux rapports opérationnels	Opérateur ayant saisi l'affaire Opérateurs habilité à consulter les rapports opérationnels
	Finalisation du processus	GN : opérateurs site départemental/ central PN : opérateurs site régionale/central
Suppression	Suppression légale	Application sites régionaux et centraux
	Suppression à la demande de l'autorité judiciaire	PN : opérateurs site central GN : opérateurs site régionaux/central
	Suppression suite à des modifications des NATINF	Direction d'application PN : opérateurs site central GN : opérateurs site régionaux/central
	Suppression des rapports	Application PN : opérateurs site central GN : opérateurs site régionaux/central
	Suppression des transactions du journal	Application

2.4.2 Gestion des incidents

Les principales fonctionnalités attendues dans le cadre de la gestion des incidents sont les suivantes :

- La reproduction des incidents
- Le déblocage des transactions bloquées
- Le suivi des incidents
- La communication entre administrateurs et utilisateurs

Au niveau de l'application, il est souhaité que l'industriel puisse être en capacité de reproduire les incidents dans un environnement identique à celui de production, où le cas échéant, qu'il se déplace sur site client pour les reproduire.

Pour les « administrateurs » Il doit être possible de gérer les incidents fonctionnels liés à la manipulation de la solution et dans ce sens, avoir les moyens de visualiser les actions de tout utilisateur et de reproduire le problème rencontré. Cet accès doit se faire sans aucune restriction de droits fonctionnels ou lié aux données et doit permettre de visualiser les actions des opérateurs. Ces accès doivent, néanmoins, se faire dans le respect de la réglementation CNIL et RGPD.

Il est souhaité également, d'avoir un outil ou une fonctionnalité, qui permette aux administrateurs de débloquent des transactions bloquées.

Trois aspects sont à distinguer au sujet du suivi des incidents :

- Le processus de gestion des incidents qui existe déjà. Il implique le CNAU et s'appuie sur l'outil ITOP. Il permet de traiter les demandes des utilisateurs en cas de dysfonctionnements. Ce processus pourrait évoluer pour permettre de ré-aiguiller des demandes d'assistance dans l'utilisation de l'application et affecter les sollicitations directement au SCRC ou à la PCIJ selon les questions. Il ne s'agit pas ici de fonctionnalité à mettre en place dans l'application, mais de l'organisation de l'assistance utilisateur.
- Le processus qui permettrait d'échanger avec l'industriel en phase de VABF (dans un environnement de pré-production) pour remonter les anomalies via un outil de type Mantis. Il s'agit là de demandes qui seront indiquées dans le CCTP pour les phases de mise en œuvre de l'application.
- La capacité de l'application à afficher les transactions bloquées pour permettre aux administrateurs fonctionnels d'intervenir sur des incidents.

L'application doit également intégrer une fonctionnalité permettant aux administrateurs fonctionnels de saisir et d'afficher, directement dans l'application un bandeau d'information générale pour communiquer sur des travaux en cours ou des incidents pouvant impacter certaines transactions.

Précision sur les modifications:

Bandeau d'information à la main des administrateurs fonctionnels.

- **Remarque PN :** Il manque selon moi le gestionnaire aussi qui pourrait diffuser l'information à l'ensemble des services
- **Réponse CGI :** Il ne nous semble pas nécessaire de faire cette précision, nous parlons d'administrateurs fonctionnels au sens large sans faire mention des sites centraux ou autres profils. La précision serait plus pertinente en phase de spécifications

2.5 Interfaçages souhaités

Des interfaçages avec des SI tiers sont nécessaires pour le bon fonctionnement de l'application. Plusieurs cas de figure sont à envisager dans le cadre de ces interfaçages

- Ceux déjà en place et qui devront être reconduits et opérationnels à l'ouverture de la future application FAED
- Ceux dont l'implémentation est prévue et qui devront également être opérationnels au lancement de l'application
- Ceux identifiés, pour une implémentation future dont la date n'est pas arrêtée

Dans ce sens, il est attendu que les interfaçages actuels, soient repris, et qu'en parallèle, il soit mis à disposition, des connecteurs standards, permettant des interfaçages sortants ou entrants avec des SI tiers basés sur un principe de webservices.

2.5.1 Gaspard

Description	<p>Gaspard est l'outil permettant de saisir des signalements en amont de l'application FAED.</p> <p>L'officier de police judiciaire fait une demande de signalisation en envoyant des données alphanumériques de LRP vers Gaspard. Sur Gaspard, l'ijiste contrôle les données exportées et insère les photographies (4 photographies du mis en cause ainsi que celles des éventuelles cicatrices et tatouages) puis réalise la description signalétique. Il envoie ensuite le fichier dans l'application FAED pour la prise d'empreintes. Le fichier contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les données d'état civil • les données de la procédure • 3 photos sur 4 <p>L'interfaçage à mettre en place doit permettre de réceptionner les dossiers envoyés de Gaspard, pour traitement dans FAED.</p>
Type d'échange	Données en entrée Échange automatique
Flux 2019	1 200 000 signalisations.
État actuel	Interfaçage actif
Attente	Interfaçage en entrée à reprendre.

Précision sur les modifications:

- **Remarque GN : Le ST(SI)² avait évoqué en atelier le fait de ne plus utiliser cette dénomination**
- **Réponse CGI : Nous ne voyons pas de quelle dénomination il s'agit. Si cela concerne GARSPARD, la mention nous a été envoyée dans les documents sur les interfaçages après l'atelier ou nous avons abordé ce sujet.**
- **S'il s'agit d'une autre dénomination, il sera nécessaire de la modifier**

2.5.2 LRPPN / SCRIBE3

Description	Logiciel de rédaction de procédures, destiné à faciliter la rédaction des procès-verbaux et autres actes de procédure de la Police nationale L'application SCRIBE3 doit remplacer LRPPN V3 d'ici 2021. Actuellement, en entrée, des données issues de LRPPN remontent dans le FAED via Gaspard. Dans le futur, il est prévu que d'autres types de données alphanumériques et biométriques puissent remonter directement et que en sortie, des données issues du FAED puissent aussi être cédées à LRPPN. Le format des données doit être exploitable dans LRPPN
Type d'échange	Données en entrée et sortie Échange automatique
Flux 2019	700 270 signalisations.
État actuel	Interfaçage en entrée en place Projet d'interfaçage en sortie non lancé
Attente	Interfaçage en entrée à reprendre Évolution de l'interfaçage en entrée à prévoir pour l'enrichir de nouvelles données Interfaçage en sortie à prévoir

2.5.3 LRPGN

Description	Logiciel de rédaction de procédures, destiné à faciliter la rédaction des procès-verbaux et autres actes de procédure de la Gendarmerie nationale Le PV de signalement en production depuis le 05/02/2020. Les échanges se font en temps réel depuis le 11/05/2020. Dans le futur, il est prévu que d'autres types de données alphanumériques et biométriques puissent remonter directement et que des données issues du FAED puissent aussi être cédées à LRPGN NG Le format des données doit être exploitable dans LRPGN NG
Type d'échange	Données en entrée et sortie Échange automatique
Flux 2019	Flux 2019 : 504 177 signalisations.
État actuel	Interfaçage en entrée et en sortie en place

Attente	Interfaçage en entrée et sortie à reprendre Évolution de l'interfaçage à prévoir pour l'enrichir de nouvelles données
----------------	--

2.5.4 SIS-II

Description	<p>SIS-II est un SI dont la finalité principale est d'assurer un niveau de sécurité élevé au sein des États Schengen en l'absence de contrôles aux frontières intérieures, en permettant aux autorités nationales compétentes, comme les forces de police et les gardes-frontières, de saisir et de consulter des signalements concernant des personnes ou des objets.</p> <p>Les interfaçage entre FAED et le SIS-II sont en alimentation et en consultation.</p> <p>En alimentation Interrogation du FAED par le N-SIS via l'IDPP, renvoi automatique d'un NIST vers N-SIS, d'une réponse négative, ou d'un message d'erreur.</p> <p>En consultation Lors d'une signalisation ou d'une consultation réalisée dans le FAED, une interrogation de la base SIS-II via le N-SIS doit pouvoir se faire par l'envoi d'un fichier NIST. En retour, le SIS-II renverra au FAED un PDF contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit un lien vers dossier FPR et/ou le dossier Schengen en cas de réponse positive, • soit une mention indiquant que la recherche est négative.
Type d'échange	<p>En alimentation : Échange en entrée et sortie manuel</p> <p>En consultation : Échange en entrée et sortie automatique et semi/automatique</p>
Flux 2019	<p>En alimentation : Inscrits FPR susceptibles d'alimenter SIS.</p> <p>En consultation : 1 200 000 signalisations + 98 000 consultations sortantes.</p> <p>Document PDF pour tous les flux.</p>
État actuel	<p>Mise en production prévue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alimentation en septembre 2020 • Consultation en décembre 2020.
Attente	Interfaçage en entrée et en sortie à reprendre sous réserve de mise en production.

Précision sur les modifications:

- **Remarque GN : Sous la mention « en consultation » il est précisé : « Attention : cette partie est déjà mentionnée plus haut »**
- **Réponse CGI. Nous ne voyons pas à quoi cela fait référence. Cette partie est une reformulation de ce qui est indiqué dans le tableau récapitulatif des interfaçages transmis par la PN : « Chaque signalisation réalisée part sous forme de NIST interroger la base C-SIS via le N-SIS, lequel renvoie au FAED un PDF contenant soit un lien vers dossier FPR et/ou dossier Schengen en cas de réponse positive, soit une mention indiquant que la recherche est négative. Si pas de retour SIS, relance automatique de la consultation puis relance manuelle possible via IHM FAED. »**

2.5.5 PRUM et PRUM NG

Description	<p>Dispositif permettant de consulter les bases de données européennes signataires de l'accord PRÜM à partir d'empreintes ou de traces papillaires. Des quotas de consultation sont mis en place, par pays (selon la taille de leur base et selon la capacité de leurs matcheurs) et selon le type de recherche souhaitée (empreintes/empreintes, empreintes/TNR, traces/empreintes, traces/TNR).</p> <p>L'application FAED doit permettre de générer les fichiers NIST qui serviront à effectuer les recherches dans les PRUM des autres pays mais également de gérer les quotas de consultations qui sont paramétrables.</p>
Type d'échange	Données en entrée et sortie Échange manuel
Flux 2019	27400 consultation d'applications étrangères. 20500 consultations du FAED .
État actuel	Interfaçage actif, mais projet de PRÜM NG en cours qui impliquera des évolutions dans la gestion des échanges
Attente	<p>Gestion des quotas à reprendre en l'état en prévoyant une gestion automatisée</p> <p>Échange de fichiers normalisés à prévoir</p> <p>Interfaçage en entrée et en sortie à prévoir selon l'évolution de PRÜM NG</p>

2.5.6 TAJ

Description	<p>SI de la police judiciaire permettant le traitement des antécédents judiciaires, il recense notamment les informations des personnes mises en cause et des victimes dans les affaires pénales.</p> <p>L'application FAED doit permettre de retourner à TAJ les informations en cas de fusion de dossier lors des traitements de signalisations impliquant une comparaison avec la base d'individus</p>
Type d'échange	Données en sortie Échange automatique
Flux 2019	720 000 signalisations
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place ces échanges par des interfaçages avec le SI TAJ

2.5.7 CASSIOPEE

Description	<p>SI permettant l'enregistrement d'informations relatives aux plaintes et dénonciations reçues par les magistrats, dans le cadre de procédures judiciaires (gestion des audiences, élaboration des décisions des juridictions de jugement, gestion des voies de recours et des recours en grâce, gestion des requêtes, gestion des scellés et des objets en gardiennage, gestion de l'exécution des peines, gestion des agendas, archivage électronique..), afin</p>
--------------------	---

	<p>d'améliorer le délai de traitement des procédures, et d'assurer l'information des victimes.</p> <p>Lorsqu'une décision de justice pouvant avoir un impact sur le FAED est prise par un TJ et renseignée dans CASSIOPEE un flux l'information pourra être envoyée automatiquement au FAED qui devra permettre la mise à jour, des données de la signalisation et ce automatiquement, semi-automatiquement ou manuellement.</p> <p>Ces informations pourront entraîner une modification ou une suppression de la signalisation.</p> <p>En retour, l'application FAED devra pouvoir envoyer automatiquement les résultats des traitements à l'application CASSIOPEE</p>
Type d'échange	Données en entrée et sortie Échange automatique. Actions dans l'application FAED réalisées automatiquement, semi-automatiquement ou manuellement
Flux 2019	30 000 demandes de modification ou effacement par an
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place ces échanges par des interfaçages avec le SI CASSIOPEE et des traitements dans l'application FAED

2.5.8 CNJ

Description	SI du Casier Judiciaire National, il assure la gestion, la transmission et la conservation des condamnations pénales prononcées à l'encontre des personnes physiques ou morales.
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet d'échange des données en cours d'étude
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place ces échanges par des interfaçages

2.5.9 FPR

Description	Fichier des personnes recherchées, il recense les personnes faisant l'objet d'une mesure de recherche ou de vérification de leur situation juridique. Un interfaçage éventuel doit être pris en compte
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.10 FNAEG

Description	Fichier national automatisé des empreintes génétiques dont le but est de faciliter l'identification et la recherche des auteurs de certaines infractions et de personnes disparues.
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.11 VISABIO

Description	SI des visas, base de données biométriques à l'échelle européennes sur les demandeurs de visas. Il a comme objectif de mieux garantir le droit au séjour des personnes en situation régulière et de lutter contre l'entrée et le séjour irréguliers des étrangers en France
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.12 AGDREF 2

Description	SI de la gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France, ainsi que de certains documents de voyage pour étrangers.
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.13 FND

Description	Fichier national des détenus. Il permet de renseigner en temps réel non seulement les services pénitentiaires, mais aussi les services de police et de gendarmerie ainsi que les services judiciaires, sur la localisation des personnes incarcérées sur le territoire français.
Type d'échange	À définir

Description	Fichier national des détenus. Il permet de renseigner en temps réel non seulement les services pénitentiaires, mais aussi les services de police et de gendarmerie ainsi que les services judiciaires, sur la localisation des personnes incarcérées sur le territoire français.
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.14 IGAV

Description	SI de la gestion des gardes à vue, dont l'objectif est de dématérialiser le registre de garde à vue et de suivre de manière dématérialisée les mesures de privation de liberté.
Type d'échange	À définir
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet non lancé
Attente	Prévoir la possibilité de mettre en place des échanges par des interfaçages

2.5.15 OPH

Description	Outil de phonétisation utilisé actuellement par l'application FAED et qui permet, dans le cadre des saisies alphanumériques d'effectuer des vitrifications sur les données telles que : nom, prénom, date de naissance, nom d'usage, dans le but de trouver des correspondances ou des données déjà existantes.
Type d'échange	Interrogation
Flux 2019	Le volume du flux d'échange avec l'OPH en 2019 est à préciser par le SI(SI) ²
État actuel	Interfaçage actif
Attente	Interfaçage en entrée à reprendre.

Précision sur les modifications:

- **Description :** Il nous semble nécessaire de vérifier l'exactitude de la description de l'outil OPH.

Arbitrage administration

- **Flux 2019 Estimation à donner par le ST(SI)²**

2.5.16 SAE

Description	Système d'archivage électronique actuellement utilisé pour archiver des fichiers NIST des signalisations générés par l'application FAED. Archivage effectué lors du premier enregistrement et mis à jour en cas de modification du signallement L'application doit également pouvoir interroger le SAE et obtenir un fichier restituant les signalisations stockées. Le stockage d'autres données dans le SAE est à l'étude
Type d'échange	Données en entrée et sortie Échange automatique
Flux 2019	720 000 signalisations
État actuel	Interfaçage actif
Attente	Interfaçage actuel à reprendre. Évolution avec des données complémentaires à prévoir

2.5.17 INFOCENTRE

Description	Outil permettant le stockage et le traitement de données dans le but d'éditer des rapports statistiques issues des données FAED. Actuellement l'infocentre existe, mais n'est pas interfacé avec l'application FAED L'application FAED doit prévoir le versement des données dans l'infocentre pour permettre aux services d'obtenir des rapports statistiques. La fréquence, les modalités de transmission, de restitution et de consultation restent à définir, mais le but est de pouvoir obtenir des statistiques le plus récentes possible.
Type d'échange	Données en entrée Échange automatique
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Évolution déjà prévue mais non déployée à date
Attente	Prévoir le versement des données dans l'infocentre

Précision sur les modifications:

Demande GN:

- *La GN S'interroge sur « transmission en temps réel » pour la fréquence de transmission des données à l'infocentre*
- *Réponse CGI : en temps normal, la transmission vers un infocentre ne se fait pas en temps réel, car cela impliquerait de l'alimenter à chaque transaction de la production. Généralement, au mieux on fait une alimentation de production à J-1. Il a été convenu de ne pas préciser la fréquence et laisser les industriels le faire.*

2.5.18 Hub Scellé

Description	SI permettant le suivi des scellés
Type d'échange	Données en entrée et en sortie Échange automatique
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet en étude
Attente	Prévoir l'interfaçage avec cette solution

2.5.19 Application MOBILE

Description	<p>L'application mobile sera une solution complète qui permettra d'effectuer des signalisations, des consultations de données et également l'alimentation de l'application FAED en traces. Cette solution sera considérée comme un SI tiers et sera accessible sur tablette et téléphone.</p> <p>L'application FAED devra pouvoir s'interfacer avec cette solution mobile, en respectant les contraintes :</p> <ul style="list-style-type: none"> européennes sur les échanges de données, dans un format non propriétaire de sécurité du Ministère de l'Intérieur. <p>Le marché mobilité est indépendant de celui de l'application FAED.</p>
Type d'échange	Données en entrée et en sortie Échange automatique
Flux 2019	Pas d'échange à date
État actuel	Projet en étude
Attente	Prévoir l'interfaçage avec cette solution

2.6 Traçabilité

L'application doit permettre d'assurer la traçabilité des actions et traitements et être en mesure de produire des logs. Les traces applicatives (logs) doivent permettre d'identifier les erreurs et d'analyser les performances du système.

Les attentes en termes de traces applicatives sont les suivantes :

- Une journalisation de toutes les connexions authentifiées et des actions réalisées,
- Une journalisation exhaustive des actions d'administration réalisées,
- Une journalisation si possible des performances applicatives avec génération de messages d'alerte lorsque celles-ci se dégradent de manière anormale.

Un module, accessible via une interface de l'application aux administrateurs fonctionnels, doit permettre d'extraire à la demande :

- Les traces laissées par un opérateur, une institution et ses divers services. Dans ce

sens le point d'entrée pourra être, le nom d'un service, d'une unité, d'un opérateur.

- Les traces laissées sur un dossier particulier. Dans ce sens, le point d'entrée pourra être un numéro de dossier, une identité, une empreinte, entre autres possibilités

Chaque résultat doit pouvoir être exporté selon un format facilement exploitable, par exemple le csv. Afin de faciliter ces extractions, un écran doit permettre d'effectuer des recherches proposant par exemple des champs sur divers critères et des recherches combinées.

A titre indicatif, voici une liste d'éléments qui doivent figurer dans les rapports de traçabilité :

- La date et l'heure de l'usage
- L'identification de l'administration de l'utilisateur (PN, GN, Douanes, PP)
- Un identifiant de l'unité de l'utilisateur
- L'identification du terminal utilisé (NEOGEND, tablette collective ou poste fixe)
- L'identifiant de l'opérateur (nigend1, matricule, RIO et/ou identifiant de connexion), potentiellement anonymisé si cela est imposé par le SSO (cas actuel de la PN)
- Éventuellement le profil utilisé par l'utilisateur (administrateur, gestionnaire, consultant, etc.)
- Le type d'action (intégration/suppression de données, recherche, consultation, etc)
- Les données saisies et/ou insérées pour effectuer l'action (ex : nom, prénom, numéro de procédure, coordonnées de l'utilisateur, traces de main, un doigt, deux doigts, etc .)
- Toutes les autres informations spécifiques à l'application.

Avis comité juridique :

- ***Les informations nominatives des agents à intégrer dans les rapports de traçabilité doivent être précisées par le comité juridique***

Précision sur les modifications:

- ***La PN indique : À repréciser : selon moi, les informations disponibles dans le rapport doivent être le reflet de ce qui est inscrit en traçabilité***
- ***Réponse CGI : nous ne disons pas le contraire, nous signalons simplement comme cela a été demandé, que ce point doit être discuté en comité juridique.***

2.7 Ergonomie

L'interface utilisateur attendue doit être de type web ne nécessitant pas d'installation en dur sur le poste utilisateur ou les limitant au maximum.

Elle doit être compatible avec les systèmes d'information GendBuntu et Windows, ainsi

qu'avec les versions actuelles et futures du navigateur Firefox

La fatigue visuelle doit être réduite au maximum (écrans blancs à proscrire) de même que les mouvements de grande amplitude avec la souris afin d'éviter les troubles musculo squelettiques.

La démarche graphique doit prioriser une méthode de type responsive, prendre en compte le parcours utilisateur et privilégier des approches UX design et UI Design. Parmi les attentes nous pouvons citer :

- Éviter la fatigue visuelle
- Éviter le nombre de clics
- Éviter les erreurs de clics inhérents à des boutons trop rapprochés : ex HIT/NO HIT
- Faciliter la lecture des données à l'écran par des lignes de couleur
- Permettre le déplacement d'images d'empreintes sur l'écran pour inverser les vues par exemple

Au niveau de la charte graphique générale, l'application devra prendre en charge un minimum de personnalisation avec un logo représentant l'activité FAED.

Au niveau des utilisateurs l'application doit apporter un confort d'utilisation. Dans ce sens elle doit permettre l'enregistrement des préférences pour chaque utilisateur, par exemple :

- La personnalisation de la taille de la police
- La création de raccourcis vers des fonctionnalités les plus utilisées
- La création de tableaux de bord optimisés, permettant par exemple de distinguer les dossiers urgents, de créer des règles d'apparition des dossiers
- L'enregistrement de recherches types
- La modification des couleurs de l'écran
- Des fonctionnalités permettant de griser, ou faire des coches sur des dossiers traités

2.8 Statistiques

Au niveau des statistiques deux besoins sont à prendre en compte :

- L'interfaçage avec l'infocentre, qui nécessite de verser les données de l'application selon des modalités qui seront définies en phase de conception
- Des statistiques issues d'un module natif à l'application, telles que décrites ci-dessous

Le module statistique intégré doit générer des informations relatives aux traitements des empreintes et des traces, ainsi que toutes activités réalisées au sein du FAED.

Ce module de statistiques devra être accessible par les sites centraux pour les sites de leur ressort de compétence et par le gestionnaire de l'application pour l'ensemble des services, pour le traitement par exemple du nombre d'affaires et signalisations en cours et traités. Ce module permettra également d'obtenir des données par requête libre, sur l'état de la base.

Les rapports générés pourront prendre plusieurs formats :

- Rapports non modifiables avec des graphiques
- Rapports modifiables de type tableur, document texte, graphique modifiable, etc
- Données brutes

Ces rapports statistiques sont à différencier du module de traçabilité.

2.8.1 Exigences

ID	Description
GT2-3 CR VF_23	Si une copie de trace est effectuée pour être retravaillée, elle ne devra compter que pour une seule trace pour les statistiques (et pouvoir être identifiée).
GT2-3 CR VF_24	Il doit y avoir des statistiques disponibles et évolutives facilement et pas seulement des extractions dans des rapports, mais dans tout type de format (tableur, doc, pdf).
GT2-3 CR VF_25	La génération et l'exploitation des statistiques doit être aisée. L'export des données vers un système tiers doit être possible (Infocentre).
GT2-3 CR VF_27	Une cartographie d'activité par zone géographique est souhaitée par la Gendarmerie
GT2-3 CR VF_29	Les requêtes sur tout type de données doivent être possible à des fins d'étude statistique dans le cadre de plans de veille (événement particulier ou pour des infractions déterminées, ex : cas du terrorisme ou G7).
GT2-3 CR VF_30	Nous devons avoir la possibilité d'établir des statistiques de purges en fonction du motif (pour les purges manuelles) avec une seule action opérateur en différenciant la suppression d'un individu et d'une signalisation. Nous devons pouvoir établir des statistiques sur les purges réglementaires (purges légales).
GT2-3 CR VF_26	Les statistiques doivent être accessibles pour chaque site central pour les transactions dont ils sont propriétaires. Un profil d'administrateur national doit avoir une vision d'ensemble sur l'ensemble des transactions
GT3 CR VF_22 GT3 CR VF_35	Interface système : Le système devra disposer d'un module statistiques entièrement paramétrable (type de données, mode de représentation, etc.) avec édition d'un rapport
RPC_25 CR_R_ARB_27	Des statistiques évolutives et exportables seront disponibles dans tout type de format (tableur, doc, pdf). La DA aura une vision d'ensemble de celles-ci ; chaque site central visualisera celles dont ils ont la propriété

2.9 Application Mobile

Un usage du FAED en mode nomade est envisagé à moyens termes. Par mode nomade, il

est entendu, tout accès à l'application depuis des postes mobiles de type smartphone ou tablette. Ce système devra permettre depuis les terminaux mobiles l'acquisition des empreintes, la consultation, la signalisation et la discrimination.

La mise en œuvre de ce système ne fait pas partie du marché relatif au présent cahier des charges, néanmoins, l'application doit prévoir de prendre en compte un interfaçage avec la mobilité qui devra être considéré comme un SI tiers.

Cela devra permettre d'effectuer, depuis l'application mobile :

- Des consultations,
- Des signalisations,
- De l'alimentation en traces dans le cadre des affaires.

En complément, l'application FAED doit être responsive pour s'adapter à l'affichage sur tout type de support numérique.

2.10 Outil d'amélioration d'image

L'outil d'amélioration d'images doit être disponible dans l'application et comporter des fonctionnalités diverses permettant l'amélioration de l'image et être évolutif pour prendre en compte les nouvelles normes en matière de traitement iconographique qui viendraient à être disponibles sur le marché.

Le tableau ci-dessous présente une liste non exhaustive des fonctionnalités qui intéressent les institutions.

L'industriel pourra présenter l'outil qu'il préconise se basant sur cette liste ou proposer ses propres fonctionnalités.

Famille fonctionnalité	fonctionnalités	Degré d'utilité
Filtres	bruit régulier (quadrillage, grain)	Indispensable
	texte, carte routière (suppression des bruits hors fréquence des crêtes papillaires)	Indispensable
Modifications de l'histogramme	luminosité/contraste en manuel	Indispensable
Autres	outils de modification automatique comprenant luminosité et contraste adaptés pour traces trop claires ou trop foncées	Indispensable
	lut gamma	Utile
	outils d'inversion chromatique (vidéo inverse)	Indispensable
	inversion géographique (miroir)	Indispensable
	correction des surfaces courbes (goulot de bouteille, photo de doigt, trace moulée)	Indispensable
	outil de discernement de traces superposées	Indispensable
	modifier l'orientation de la trace sans perdre les minuties positionnées	Indispensable

	outils lasso ou équivalent	Indispensable
	outil netteté	Utile
	éclairages rasants	Utile
	jouer sur les tailles de fenêtre	Utile
	connecteur	Indispensable
	outil binarisation	Indispensable
	arrière plan	Indispensable
	Traces en couleur- possibilité de ne pas travailler en niveau de gris, garder la couleur	Indispensable
Nouveaux outils éventuels	Avoir un pas de zoom plus petit (avec possibilité de paramétrage du pas de zoom).	En option
	Possibilité de dessiner une crête avec un outil afin de suivre la crête	En option
	Consolidation entre traces positives	En option
	Outil de compteur de crêtes si absence test cm.	En option
	Lors d'une rotation d'image, garder les améliorations faites	En option

Précision sur les modifications

- **Remarque GN : Si l'industriel peut proposer ses propres fonctionnalités doit-on maintenir une liste des fonctionnalités indispensables ?**
- **Réponse CGI : à vous de voir, le tableau nous a été transmis par la PN et il a été convenu en atelier de laisser à l'industriel proposer sa liste en se basant sur ce tableau.**

2.11 Niveau de service et performance

Arbitrage administration :

- **Ces éléments ne font pas partie du périmètre fonctionnel, mais il nous a paru opportun de les intégrer. Il est cependant nécessaire de les compléter et de les valider. Cette partie est à compléter par le ST(SI)²**
- **Par ailleurs, les exigences sur le niveau de performances au sens large, seront revues lors de la préparation du CCTP par le ST(SI)²**

2.11.1 Plage d'ouverture

L'application doit pouvoir être utilisée en permanence (7j/7, 24h/24).

Les arrêts de l'application doivent être exceptionnels, anticipés et organisés pour limiter les perturbations des services et des opérateurs.

Précision sur les modifications

- **Remarque PN :** Ajouter « et des services techniques » après « les arrêts de l'application »
- **Réponse CGI :** Nous ne comprenons pas bien cette mention. On ne parle que de disponibilité applicative et ne faisons pas mention aux activités des agents des divers services si c'est cela dont il s'agit

2.11.2 Performances

Les mesures de temps de réponse seront effectuées sur une plate-forme de test. Les délais attendus seront mesurés en réseau local.

Le titulaire pourra préconiser des configurations matérielles (côté serveur) nécessaires pour atteindre les objectifs en termes de temps de réponse définis ci-dessous.

Sur la base de X utilisateurs connectés simultanément à l'application, cette dernière doit respecter les temps d'affichage suivants:

Action	Durée
Temps de connexion au démarrage	À définir par le ST(SI) ²
Durée d'une transaction simple, modification sans comparaison	À définir par le ST(SI) ²
Durée d'une transaction complexe : création, modification avec comparaison	À définir par le ST(SI) ²
Consultation d'un dossier/ de données d'un dossier sans modification	À définir par le ST(SI) ²
Consultation d'un dossier/ de données d'un dossier sans modification	À définir par le ST(SI) ²
Extraction de données simples	À définir par le ST(SI) ²
Extraction de données complexes	À définir par le ST(SI) ²
Relance de la base	À définir par le ST(SI) ²

2.12 Autres besoins applicatifs

Attente	Description
Audit système	<p>Un outil d'audit système permettant de proposer des seuils optimisés à notamment en prenant en compte toutes les décisions qui ont été prises par les opérateurs.</p> <p>L'objectif est de réduire la part des décisions prises par les opérateurs. 'audit système est souhaité mais non indispensable au bon fonctionnement des seuils (optionnel).</p> <p>Il pourra donc être proposé un audit système dans le but d'obtenir des seuils automatiques optimisés.</p>

Rapprochement de la base	Un rapprochement de la base contre elle même est souhaité. L'objectif est de tirer profit des matcheurs proposés par l'application et de l'appliquer aux données existantes. Cette opération doit être réalisée après migration des données dans le nouveau système à une date fixée par l'administration.
--------------------------	---

2.13 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_07	Le système devra être robuste et résilient.
GT1 CR1 VF_08	Le système devra être disponible en continu (24/24, 7/7). Les maintenances ne devront pas occasionner d'arrêts de services.
GT1 CR1 VF_09	Le système pourra évoluer en ABIS et intégrer d'autres modalités (reconnaissance faciale par exemple)
GT1 CR1 VF_10	Le système sera extensible, évolutif et flexible. Il pourra ainsi gérer des terminaux d'accès supplémentaires ou des hausses de volumes de transactions ou des ajouts de nouvelles administrations utilisatrices et de nouveaux systèmes tiers sans nécessiter de changement d'architecture important.
GT1 CR1 VF_11	L'industriel devra proposer des développements compatibles avec l'architecture du ministère.
GT1 CR1 VF_12	Le système devra supporter un nombre de matériels, un nombre d'utilisateurs ainsi qu'un nombre de connexions simultanées qui seront définis par l'administration. Tous les accès utilisateurs devront être possibles via les SSO de l'administration.
GT1 CR1 VF_13	L'industriel proposera une procédure automatisée de gestion des incidents et des dysfonctionnements: de leur identification à leur résolution (ex: processus mis en œuvre permettant d'identifier et traiter les transactions qui viendraient à être bloquées dans le système)
GT1 CR1 VF_15	L'industriel détaillera les solutions visant à faire face à des pics de charge ou à une augmentation continue de la volumétrie des flux.
GT1 CR1 VF_16	Le système présentera des performances de matching conformes à l'état de l'art.
GT1 CR1 VF_18	L'industriel détaillera en quoi sa solution sera conforme à l'architecture du STIG.
GT1 CR1 VF_19	Le système devra prendre en compte l'évolution des COTS et être indépendant des OS (GendBuntu et Windows). Il devra aussi mettre à jour ses solutions logicielles.

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR1 VF_21	Le futur système permettra d'exporter les données (dont les données issues des rapports d'identification et plus généralement les résultats fournis par le système FAED, par exemple) au format XML (ou autre) aux fins d'alimentation d'un système tiers de type LRP-GN et PN (ou autre), ou aux fins de consultation par ou d'un autre système tiers.
GT1 CR1 VF_22	Dissocier 2 niveaux d'administration devront être possibles : fonctionnelle et technique
GT1 CR1 VF_23	Administration technique : <ul style="list-style-type: none"> • gestion des référentiels des unités et des personnels (AGORHA) • création de workflows types par transactions, sur demande des sites centraux • Gestion des seuils au niveau global • gestion des statistiques techniques (volume de transactions par type, etc... • gestion des incidents
GT1 CR1 VF_30	Administration fonctionnelle : <ul style="list-style-type: none"> • accès aux données statistiques opérationnelles/fonctionnelles • outil de gestion des incidents (Outil type Redmine) ; • accès à un outil de conversion des fichiers (prise en compte des formats utilisés pour l'échange des données biométriques) – voir exemple SUISSE ; • possibilité d'appliquer un workflow type sur le traitement des traces ou empreintes par sites centraux (gestion des processus de vérification, ex: 2 opérateurs puis 1 cadre, ou gestion différenciée des affaires selon gravité etc...).
GT1 CR1 VF_24	Possibilité d'appliquer un workflow type sur le traitement des traces ou empreintes par sites centraux (gestion des processus de vérification, ex: 2 opérateurs puis 1 cadre, ou gestion différenciée des affaires selon gravité etc...)...
GT1 CR2 VF_02	La solution ne nécessitera pas d'exécution de procédures d'arrêts/relances régulièrement ou ponctuellement afin d'optimiser son fonctionnement
GT1 CR2 VF_03	Le statut d'occupation de la fiche ou de la trace n'entraîne pas de blocage ou de ralentissement dans le système ou dans le traitement des transactions dans lesquelles la fiche, le dossier personne ou l'un des passages, la trace ou l'affaire ou l'une des traces de l'affaire est impactée.
GT1 CR2 VF_04	La solution proposée sera compatible avec le télétravail, dans la limite de l'utilisation de postes SPAN, sans nécessité d'authentification forte et sans nécessité d'utiliser un scanner, un bloc optique ou un autre matériel nécessaire de ce type.
GT1 CR2 VF_05	Afin d'optimiser sa permanence opérationnelle H24, la DGGN est favorable à la possibilité d'accéder au système (administration fonctionnelle et traitement des demandes) en mobilité sur des terminaux type tablette Néogend
GT1 CR2 VF_06	Chaque institution composera les profils selon ses besoins. Ces profils seront mis en œuvre par les gestionnaires de profils locaux. Il n'y a pas de limites imposées par la DA CHEOPS NG sur le nombre de profils applicatifs

ID	Exigence
GT1 CR2 VF_07	Chaque institution composera les profils selon ses besoins. Besoins DGGN : la gestion des droits d'accès se fera de manière automatisée via le portail d'authentification GN Proxym@ à partir de profils utilisateurs prédéfinis s'appuyant sur Aghor@.
GT1 CR2 VF_08	Les accès au système se feront selon des profils utilisateurs définis par l'administration. Un profil aura accès à toutes les données du système ainsi qu'à l'ensemble des transactions.
GT1 CR2 VF_09	Hiérarchisation des services présente dans le FAED (services de rattachement du service, institution, etc.).
GT1 CR2 VF_11	Le ST(SI) ² indique que l'accès au FAED d'autres administrations (type Douanes Financières) se fera à l'identique de ce qui est pratiqué aujourd'hui pour la PN et la GN
GT1 CR2 VF_12	Toutes les actions des opérateurs doivent être tracées, dans l'idéal, via une fonctionnalité dans l'application. Cette fonctionnalité devra permettre de tenir et d'accéder à "un journal des opérations de collecte, de modification, de consultation et de communication, y compris les transferts, l'interconnexion et l'effacement" des données du traitement. Cette traçabilité devra intégrer les aspects "système" et "métier" pour chaque évolution fonctionnelle ou technique,
GT1 CR2 VF_13	Traçabilité : Elle sera facilement exploitable par les utilisateurs
GT1 CR2 VF_15	Besoin de traçabilité réalisée par une fonctionnalité de l'application
GT1 CR2 VF_14	L'obligation pour l'industriel de prendre en compte les mises à jour des OS et COTS
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_17	Le FAED doit être disponible sans interruption de service et sans dégradation de performance
GT1 CR2 VF_18	Les échelons hiérarchiques doivent pouvoir exercer un contrôle hiérarchique sur l'action de leur subordonné sur le fichier (accès à la traçabilité accès, modification, suppression, etc.).
GT1 CR2 VF_19	Gestion des envois GASPARD vers le FAED simplifiés : en cas de changement ponctuel de service (pour une opération ou une mission), la saisie des données est possible pour le compte de ce « nouveau » service temporaire de rattachement et les résultats des transactions effectuées (consultation, signalisation) sont récupérés par les 2 services (saisie et service d'appartenance classique de l'utilisateur). Cette gestion est effectuée dans l'application, soit sans l'intervention d'un ou plusieurs utilisateurs et/ou de services tiers (soit sans intervention du gérant local ou de l'administrateur CHEOPS, ou du ST(SI) ²)
GT1 CR2 VF_20	la gestion des détachements se fera de manière automatisée via la gestion des droits d'accès décrit plus haut (la gestion des droits d'accès se fera de manière automatisée via le portail d'authentification GN Proxym@ à partir de profils utilisateurs prédéfinis s'appuyant sur Aghor@.)

ID	Exigence
GT1 CR2 VF_22	Les accès étant de type « WEB » y compris pour l'AFIS, les profils d'accès des utilisateurs pour l'alpha et l'AFIS sont aisément gérables et contrôlables par la direction d'application. En plus du portail d'accès, des contrôles dans l'application sont aussi mis en œuvre. La gestion par service est revue afin d'être simplifiée
GT1 CR2 VF_23	S'appuyer sur le logiciel RH Aghora et le portail d'authentification pour la gestion des profils et des droits d'accès au FAED pour le périmètre GN
GT2 CR VF_01	Les signalisations intégrées en base de données présentent a minima une infraction de nature délictuelle ou criminelle (excepté pour les cadres d'enquête particulier – ex : découverte de cadavre, personne grièvement blessée). Les listes concernant les infractions (natinf) doivent être distinguées entre les dossiers individus et les dossiers traces (référentiels)
GT2 CR VF_02	Le système devra pouvoir accepter des données issues des stations d'acquisition ou d'un autre système pour son alimentation ou sa consultation (acceptation des différents formats de données existants).
GT2 CR VF_11	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_13	Le système devra permettre de gérer les signalisations multiples (enregistrement d'un seul jeu d'empreinte pour plusieurs procédures).
GT2 CR VF_14	Le système devra être en capacité de détecter et de gérer les cas d'homonymies (individus avec le même état civil mais un jeu d'empreintes différent)
GT2 CR VF_15	L'initialisation d'une recherche au niveau des TNR (Traces Non Résolues) doit être un paramètre modifiable (lancement systématique ou uniquement dans le cadre d'une mise à jour de données biométriques ou de primo insertion).
GT2 CR VF_20	Il devra être possible de définir de nouveaux workflow (ou processus de travail) en plus des workflow qui auront été définis par défaut et de les modifier
GT2 CR VF_25	Le système devra permettre de réaliser un audit régulier en vue de faire évoluer les paramètres systèmes comme les seuils de hit auto et no hit auto (avec par exemple une représentation graphique des résultats pour aider à la prise de décision)
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_27	Le système devra permettre de conserver les empreintes digitales et palmaires issues d'une signalisation ainsi que les portraits et les données alphanumériques associées.
GT2 CR VF_30	Les durées de conservation des empreintes devront être paramétrables et modifiables (en cas d'évolution réglementaire ou autre).
GT2 CR VF_31	Le système devra être en mesure de communiquer avec d'autres systèmes : TAJ, FPR, FNAEG, Visabio, AGDREF2, CJN, FND, logiciels de rédaction des procédures, etc.
GT2 CR VF_32	Les résultats d'identification pourront remonter vers les logiciels de rédaction des procédures
GT2 CR VF_33	Le système devra permettre d'extraire, de convertir et d'envoyer les fichiers dans différents formats
GT2 CR VF_34	Le système devra communiquer avec le logiciel Cassiopée pour permettre l'effacement ou la requalification en fonction des suites judiciaires des données

ID	Exigence
	présentes en base
GT2 CR VF_38	Le système devra être en mesure de gérer les enregistrements multiples afin de permettre l'acquisition d'un jeu d'empreintes pour plusieurs procédures (ou IDPP).
GT2 CR VF_39	Les processus de travail ou workflow devront être adaptables (en fonction du type de transactions) et évolutifs (en fonction des besoins fonctionnels).
GT2 CR VF_41	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables.
GT2 CR VF_42	Il devra supporter les interactions avec d'autres systèmes pour l'alimentation et la consultation (logiciels de rédaction des procédures, fichiers de police et fichiers administratifs nationaux) et sa mise à jour (Cassiopée).
GT2-3 CR VF_02	La gestion des tables de références doit être facilitée ou se faire de manière automatisée (mises-à-jour par exemple).
GT2-3 CR VF_05	Une gestion aisée des effacements tant au niveau individu qu'au niveau des affaires traces doit être possible (prise en compte des différentes durées de conservation)
GT2-3 CR VF_06	Un processus de relance automatique des affaires traces doit être possible en prenant en compte le type d'affaire (délit, crime...). Cette fonctionnalité pouvant être désactivée par l'administration. Nous devons également être avisés des affaires dont la date de prescription approche
GT2-3 CR VF_09	Mettre en place une alerte lors de la disponibilité des résultats (valable pour la consultation déca, la signalisation, l'identification des traces)
GT2-3 CR VF_13	L'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports (RIO : référentiel des identités et de l'organisation uniquement mentionné)
GT2-3 CR VF_15	L'ergonomie de l'application doit être soignée. La fatigue visuelle doit être réduite au maximum (écrans blancs à proscrire) de même que les mouvements de grande amplitude avec la souris (afin d'éviter les TMS).
GT2-3 CR VF_16	L'application doit être personnalisable pour chaque utilisateur (préférences). Nous devons avoir la possibilité d'enregistrer les critères filtrants pour chaque utilisateur (filtres par défaut).
GT2-3 CR VF_17	Une boîte de dialogue au sein du FAED peut être judicieuse afin de communiquer de manière spécifique avec l'ensemble des utilisateurs (indisponibilité ou autre).
GT2-3 CR VF_22	L'alimentation par un système externe pour la saisie des affaires traces doit être possible (transmission des données alphanumériques de l'affaire et des données traces)
GT2-3 CR VF_23	Si une copie de trace est effectuée pour être retravaillée, elle ne devra compter que pour une seule trace pour les statistiques (et pouvoir être identifiée).
GT2-3 CR VF_24	Il doit y avoir des statistiques disponibles et évolutives facilement et pas seulement des extractions dans des rapports, mais dans tout type de format (tableur, doc, PDF).
GT2-3 CR VF_25	La génération et l'exploitation des statistiques doit être aisée. L'export des données vers un système tiers doit être possible (Infocentre).

ID	Exigence
GT2-3 CR VF_26	Les statistiques doivent être accessibles pour chaque site central pour les transactions dont ils sont propriétaires. Un profil d'administrateur national doit avoir une vision d'ensemble sur l'ensemble des transactions
GT2-3 CR VF_27	Une cartographie d'activité par zone géographique est souhaitée par la Gendarmerie
GT2-3 CR VF_28	Une hiérarchisation dans la visualisation des données traitées doit être prévue tant au niveau des profils qu'au niveau des différents services
GT3 CR VF_05	Les processus de gestion des traces devront être entièrement paramétrables par les deux institutions (seuils techniques, nombre de candidats proposés par le système, nombre de validateurs, fréquence des relances automatiques)
GT3 CR VF_06	Possibilité de définir des workflow (ou processus de travail) spécifiques selon le type de procédure (crime/délit/disparition inquiétante/découverte de cadavre)
GT3 CR VF_07	Possibilité de paramétrer la présentation des candidats (non affichage des scores / ou ordre aléatoire des propositions pour éviter par ex. l'introduction de biais).
GT3 CR VF_09	Les processus de travail doivent être compatibles avec le processus ACEV-GYRO et évolutifs
GT3 CR VF_13	Le système devra être capable de mettre les traces au rapport 1 même sans test centimétrique avec conversion selon les origines de l'image et de déterminer la nature de la trace (palmaire/digitale) et de les coder automatiquement
GT3 CR VF_14	Le système devra intégrer un outil d'amélioration d'image et de réduction du bruit de fond (écriture, etc.) qui soit évolutif et paramétrable (création de séquences de traitement d'images avec conservation des différents filtres apposés)
GT3 CR VF_18	Les traces ne doivent pas appartenir à un cluster local mais être accessibles aux opérateurs en fonction de leur profil d'habilitation et ce quel que soit leur service d'affectation ; par exemple les TNR des sites régionaux doivent être accessibles aux fonctionnaires des groupes TNR du PCIJ directement sans opération de transfert
GT3 CR VF_20	Les rapports d'identification de traces doivent être évolutifs et entièrement paramétrables – En remplacement de l'outil actuel, utilisation de LRP pour pouvoir ajouter des commentaires, des hard copy, des réquisitions
GT3 CR VF_21	Le système doit permettre de réaliser un audit régulier pour administrer les seuils de remontées des TNR et le nombre de candidats proposés avec des garanties chiffrées de l'industriel
GT3 CR VF_22	Le système devra disposer d'un module statistiques entièrement paramétrable (type de données, mode de représentation, etc.) avec édition d'un rapport
GT3 CR VF_26	Possibilité de paramétrer les durées de conservation
GT3 CR VF_29	Nécessité de disposer de processus de gestion paramétrables indépendamment par les deux institutions (seuil, propositions de candidats...), avec accès à des workflow spécifiques (en fonction de la nature de l'affaire...).
GT3 CR VF_30	Nécessité d'obtenir des outils optimisés pour le traitement des images (mise à l'échelle automatique, évaluation de la qualité de l'image...) et qui soient paramétrables (création de séquences de traitement d'images).
GT3 CR VF_32	Nécessité que l'industriel fournisse un temps de réponse limité, en adéquation avec la taille d'une base en constante évolution.

ID	Exigence
GT3 CR VF_34	En lien avec l'évolution de LRP, les rapports devront pouvoir être paramétrables (modifications, ajouts de données...)
GT3 CR VF_35	Le système devra disposer d'un module statistiques entièrement paramétrable (type de données, mode de représentation, etc.) avec édition d'un rapport
GT4 CR VF_01	Le futur système FAED : devra échanger des données alphanumériques et biométriques avec des systèmes tiers (nationaux ou internationaux) dans les deux sens (entrant et sortant) tant en interrogation qu'en alimentation.
GT4 CR VF_02	Le futur système FAED : devra disposer de capacités de conversion des formats de données avec prise en charge de l'ensemble des formats actuels (exemple : « NIST »...), et à venir déjà annoncés (exemple : « NIST XML »...). La prise en compte de nouveaux formats non définis à ce jour devra être possible. Les formats obsolètes couramment utilisés par d'autres pays devront également être supportés dès le déploiement
GT4 CR VF_03	Le futur système FAED : devra être extensible et modulable afin de s'adapter aux évolutions normatives et obligations internationales actuelles et à venir
GT4 CR VF_04	Le futur système FAED : Le système devrait éventuellement pouvoir évoluer en ABIS (si utilisation de fonctionnalités de reconnaissance faciale). Le fournisseur devra exposer les possibilités d'évolution de son système dans ce domaine
GT4 CR VF_05	La mobilité : Les solutions utilisables en mobilité seront considérées comme des systèmes tiers et les interactions avec eux devront respecter les exigences de la partie précédente
RPC_01	Le système devra rester disponible en continu (24/24, 7/7). Les maintenances devront avoir un impact limité. Il sera extensible, évolutif et flexible et pourra évoluer en ABIS.
RPC_02	Le taux d'accuracy devra être optimal et le système devra absorber pics de charge et augmentation de la volumétrie des flux en évitant les blocages
RPC_02	Le système présentera une architecture centralisée (sans serveurs locaux) et fonctionnera sous tout type d'environnement (actuels et futur).
RPC_03	Un audit du système sera régulièrement opéré par l'industriel et devra présenter un niveau de sécurité compatible avec les normes
RPC_04	Les accès au système se feront selon des profils utilisateurs définis par l'administration avec hiérarchisation des services
RPC_05	Toutes les actions sur l'application devront être tracées (module spécifique)
RPC_09	Le système devra permettre de conserver les empreintes digitales et palmaires issues d'une signalisation ainsi que les portraits et les données alphanumériques associées et les conserver selon des durées paramétrables
RPC_10	Le système devra être en mesure de communiquer avec d'autres systèmes tiers en émission et en réception avec par exemple un retour des résultats d'identification vers les logiciels de rédaction des procédures ou des mises-à-jour de la base avec le logiciel Cassiopée.
RPC_11	Les données d'affaires et les images pourront être transmises par les logiciels de rédaction de procédures
RPC_13	Les processus de gestion des traces devront être entièrement paramétrables en commun par les deux institutions (seuils techniques, nombre de candidats proposés par le système, nombre de validateurs, fréquence des relances automatiques)

ID	Exigence
RPC_15	L'accès aux traces sera centralisé et dépendra du profil d'habilitation et du service d'affectation
RPC_16	Possibilité de paramétrer les durées de conservation
RPC_18	Le futur système devra échanger des données alphanumériques et biométriques avec des systèmes tiers internationaux (SIS-II) tant en interrogation qu'en alimentation.
RPC_19	Le futur système devra s'adapter aux différents formats d'échanges de données. Il devra s'adapter aux évolutions normatives et obligations internationales actuelles et à venir
RPC_21	Une gestion aisée des effacements tant au niveau individu qu'au niveau des affaires traces doit être possible (prise en compte des différentes durées de conservation)
RPC_22	L'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports
RPC_23	L'application doit être personnalisable et ergonomique afin d'éviter tout problème HS
RPC_24	La communication avec les utilisateurs sera facilitée par l'utilisation d'une boîte de dialogue au sein du FAED à la main des fonctionnels
RPC_25	Des statistiques évolutives et exportables seront disponibles dans tout type de format (tableur, doc, PDF). La DA aura une vision d'ensemble de celles-ci ; chaque site central visualisera celles dont ils ont la propriété
CR_R_ARB_01	Le système devra rester disponible en continu (24/24, 7/7). Les maintenances devront avoir un impact limité. Il sera extensible, évolutif et flexible et pourra évoluer en ABIS ;
CR_R_ARB_02	Le taux d'accuracy devra être optimal et le système devra absorber pics de charge et augmentation de la volumétrie des flux en évitant les blocages ;
CR_R_ARB_03	Le système présentera une architecture centralisée (sans serveurs locaux) et fonctionnera sous tous types d'environnement (actuels et futurs)
CR_R_ARB_04	Un audit du système sera régulièrement opéré par l'industriel et devra présenter un niveau de sécurité compatible avec les normes.
CR_R_ARB_05	Les accès au système se feront selon des profils utilisateurs définis par l'administration avec hiérarchisation des services.
CR_R_ARB_06	Toutes les actions sur l'application devront être tracées (module spécifique).
CR_R_ARB_10	Le système devra permettre de conserver les empreintes digitales et palmaires issues d'une signalisation ainsi que les portraits et les données alphanumériques associées et les conserver selon des durées paramétrables.
CR_R_ARB_11	Le système devra être en mesure de communiquer avec d'autres systèmes tiers en émission et en réception avec par exemple un retour des résultats d'identification vers les logiciels de rédaction des procédures ou des mises-à-jour de la base avec le logiciel Cassiopée
CR_R_ARB_12	Traitement des affaires :les données d'affaires et les images pourront être transmises par les logiciels de rédaction de procédures

ID	Exigence
CR_R_ARB_14	Traitement des affaires :les processus de gestion des traces devront être entièrement paramétrables (seuils techniques, nombre de candidats proposés par le système, nombre de validateurs, fréquence des relances automatiques) ;
CR_R_ARB_16	Traitement des affaires :l'accès aux traces sera centralisé et dépendra du profil d'habilitation et du service d'affectation.
CR_R_ARB_17	L'archivage des dossiers/traces : possibilité de paramétrer les durées de conservation
CR_R_ARB_19	Le futur système devra échanger des données alphanumériques et biométriques avec des systèmes tiers internationaux (SIS-II) tant en interrogation qu'en alimentation ;
CR_R_ARB_20	Le futur système devra s'adapter aux différents formats d'échanges de données. Il devra s'adapter aux évolutions normatives et obligations internationales actuelles et à venir.
CR_R_ARB_22	Le futur système permettra d'utiliser les divers types de matériels d'acquisition déjà employés ou à venir pour le FAED ou d'autres systèmes d'informations
CR_R_ARB_23	La gestion fonctionnelle : une gestion aisée des effacements tant au niveau individu qu'au niveau des affaires traces doit être possible (prise en compte des différentes durées de conservation)
CR_R_ARB_24	La gestion fonctionnelle : l'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports.
CR_R_ARB_25	L'application doit être personnalisable et ergonomique afin d'éviter tout problème SST
CR_R_ARB_26	La communication avec les utilisateurs sera facilitée par l'utilisation d'une boîte de dialogue au sein du FAED à la main des fonctionnels.
CR_R_ARB_27	Les statistiques et indicateurs : des statistiques évolutives et exportables seront disponibles dans tous types de formats (tableur, doc, PDF). La DA aura une vision d'ensemble de celles-ci ; chaque site central visualisera celles dont il a la propriété
CR_R_ARB_28	L'industriel doit avoir un environnement identique à la dernière version livrée et doit être en mesure de reproduire les incidents. Une mention prévoyant le déplacement de l'industriel à la demande au sein de l'administration pour déceler les anomalies sera rajoutée dans le support de niveau 3 et sans surcoût.
CR_R_ARB_29	La maintenance des terminaux devra faire l'objet d'un lot à part; Dans le cadre du marché TMA, le changement des matériels défectueux devra être prévu avec une extension de garantie la plus longue possible; Dans le futur marché, le nouveau système devra être compatible avec les matériels actuels.
CR_R_ARB_30	Le futur système devra permettre à chaque institution de générer des statistiques opérationnelles et fonctionnelles sur leur utilisation du fichier (ex: statistique sur le rang des candidats pour les identifications, répartition des identifications selon le doigt de la main, taux d'utilisation des bornes afin de les déployer de la manière la plus efficiente...etc).

ID	Exigence
CR_R_ARB_32	<p>Les seuils de validation ou de rapprochements automatiques seront définis en commun et seront les mêmes pour l'ensemble des utilisateurs quelque soit l'institution. Il pourront être paramétrés par le ST(SI)² sans nécessité d'une intervention de l'industriel;</p> <p>Les processus de traitement des dossiers ("aiguillage" : attribution des tâches aux opérateurs, validation de leur travail, possibilité d'attribuer des traces d'un même dossier à plusieurs opérateurs...) (hors seuils) pourront être personnalisés par Institution par le ST(SI)² ;</p> <p>Il n'y aura pas de contrôle a priori des fiches, contrairement au système actuel.</p>
CR_R_ARB_33	<p>Les échelons hiérarchiques doivent pouvoir exercer leurs prérogatives de contrôles des actions de leurs subordonnées sur le fichier au travers d'un accès à la traçabilité (sans possibilité de modification hors sites centraux). Chaque Institution définira quels sont les échelons les plus adaptés à son organisation.</p>
CR_R_ARB_34	<p>Le futur système devra pouvoir être utilisé sur tout poste informatique de l'Administration. Il ne devra pas nécessiter de postes ou de réseaux dédiés.</p> <p>La GN doit pouvoir s'appuyer sur son logiciel RH Aghora et le portail d'authentification pour la gestion des profils et des droits d'accès au FAED.</p>

3 Processus fonctionnels

3.1 Description générale

Les chapitres suivants décrivent les procédures métiers opérationnelles du FAED et les attentes fonctionnelles qui en découlent. Elles sont regroupées en 7 grands processus :

- P1_Signalisations
- P2_Consultation décadactytaire
- P3_Traitement des traces
- P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires
- P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus
- P6_Suppression
- P7_Archivage
- P8_Fonctionnalités complémentaires

L'application doit proposer des fonctionnalités permettant de dérouler ces processus.

A titre indicatif, les fonctionnalités attendues sont listées ci-dessous

- Créer une signalisation,
- Effectuer une recherche alphanumérique
- Effectuer une consultation décadactytaire
- Modifier une signalisation
- Supprimer une signalisation
- Effectuer tous types de comparaisons (Empreintes/empreintes, Empreintes/TNR, traces/empreintes, traces/traces, Prüm)
- Procéder aux suppressions légales d'individus
- Créer une nouvelle affaire,
- Modifier une affaire
- Supprimer des affaires
- Ajouter des traces
- Accéder aux rapports opérationnels
- Supprimer les rapports opérationnels
- Accéder au journal des transactions
- Faire des recherches par UNA

Dès la connexion à l'application, l'opérateur doit avoir une visibilité sur l'état et le nombre des dossiers en cours et identifier , ceux terminés et ceux en cours de traitement.

Pour les dossiers cours de traitement, un niveau de détail supplémentaire devra indiquer le nombre de dossier en cours selon les étapes suivantes

- En contrôle ou vérification

- En consultation décadactytaire
- Faisant l'objet d'un nouveau traitement individus ou affaire
- Faisant l'objet d'une suppression dans un délais ayant été paramétré en amont

En complément il est souhaité d'avoir un système d'alertes lors du dépassement d'un certain nombre de dossiers pour un type de traitement donné.

Le système devra être capable de faire une recherche sur tous les doigts/paumes, non orientées et avec effet miroir uniquement dans la phase d'interrogation, mais pas en stockage pour éviter toute potentielle incompatibilité avec les interrogations PRUM.

Dans le cadre de la validation des résultats des matching, les opérateurs doivent disposer d'une fonctionnalité dite « inconclusive » qui permette de valider le résultat, sans pour autant indiquer qu'il s'agit d'un HIT ou d'un NO HIT. Cette fonctionnalité doit se faire sans qu'aucun impact de blocage sur la transaction.

Concernant les données, l'application doit les stocker de manière différenciée pour permettre :

- D'identifier le cadre juridique ou administratif d'une enquête
- De faire un traitement différencié sur les traces (seules certaines traces feront l'objet d'une recherche DK/TNR)
- Séparer les données en cours de traitement par les opérateurs de celles ne faisant objet d'aucune action désigné comme base de travail et base permanente)

L'application doit permettre d'exporter les données stockées (dont les données issues des rapports d'identification, des fichiers traces, et plus généralement les résultats fournis par le système FAED, par exemple) dans différents formats (NIST, TIFF ANTS HTML WSQ JPEG, XML...) aux fins d'alimentation d'un système tiers de type LRP-GN et PN (ou autre), ou aux fins de consultation par ou d'un autre système tiers.

L'évolution de l'application en ABIS avec d'autres des fonctionnalités comme la reconnaissance faciale sont à envisager.

Enfin, l'accès à l'ensemble de ces éléments doit se faire en fonction des droits et des profils de chaque opérateur.

3.2 Exigences transverses

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_21	Le futur système permettra d'exporter les données (dont les données issues des rapports d'identification et plus généralement les résultats fournis par le système FAED, par exemple) au format XML (ou autre) aux fins d'alimentation d'un système tiers de type LRP-GN et PN (ou autre), ou aux fins de consultation par ou d'un autre système tiers.
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT2-3 CR VF_08	Nous devons avoir une visualisation dès la connexion sur l'application du travail en cours (jauges). Un système d'alertes lors du dépassement d'un certain nombre de dossiers pour un type de traitement donné (système de pop-up ou autre)
GT3 CR VF_17	Le système devra être capable de faire une recherche sur tous les doigts/paumes, non orientées et avec effet miroir uniquement dans la phase d'interrogation, mais pas en stockage en raison d'une potentielle incompatibilité avec les interrogations PRUM
GT3 CR VF_23	Ajouter la fonction « INCONCLUSIVE » (ou autre terme à définir) et rendre possible la validation avec le « null » actuel
GT3 CR VF_24	Le système devra permettre d'exporter, de convertir et d'envoyer les fichiers traces dans différents formats (NIST, TIFF ANTS HTML WSQ JPEG...) non exhaustifs et évolutifs.
GT3 CR VF_25	Conservation distincte des traces (selon des critères à définir et modifiables) permettant un traitement différencié (seules certaines traces feront l'objet d'une recherche DK/TNR)
GT3 CR VF_27	Le système devra permettre d'exporter, de convertir et d'envoyer les fichiers traces dans différents formats
GT3 CR VF_31	Le système devra permettre une gestion individualisée des traces d'un même dossier avec la possibilité d'un traitement en parallèle par plusieurs opérateurs. Les recherches devront pouvoir être lancées sans critères (paumes/doigts, orientations) et avec le bénéfice de l'effet miroir en phase d'interrogation. Rendre possible une base unique avec des accès selon droits spécifiques.
GT3 CR VF_36	le système devra permettre d'exporter, de convertir et d'envoyer les fichiers traces dans différents formats non exhaustifs et évolutifs (NIST, TIFF ANTS HTML WSQ JPEG...).
GT3 CR VF_37	Prévoir la conservation distincte des traces (paramètres modifiables) pour permettre un traitement différencié. Envisager un stockage à part (ou dupliqué de la base) pour un traitement en mode discrimination
RPC_17	Le système devra permettre d'exporter, de convertir et d'envoyer les fichiers traces dans différents formats
CR_R_ARB_18	Le système devra permettre d'exporter, de convertir et d'envoyer les fichiers traces dans différents formats.

3.3 P1_Signalisations

3.3.1 Description générale

Le processus de signalisation désigne le processus d'insertion des données de personnes au sein du FAED.

Lors d'une signalisation l'application doit permettre de :

- Effectuer l'acquisition initiale,
- Effectuer les contrôles qualité des empreintes
- Effectuer les recherches dans la base
- Constituer la fiche de signalisation
- Générer des rapports de signalisation

L'application doit permettre de visualiser les transactions reçues, en cours de traitement et clôturées pour chaque signalisation créée en indiquant son statut et afficher des messages d'alerte lors de la disponibilité des résultats.

La sélection des mêmes dossiers par de multiples opérateurs ne doit pas poser de problème ou de blocage (le dossier doit être occupé si un opérateur l'a sélectionné en premier) et il doit être possible de gérer des signalisations multiples (enregistrement d'un seul jeu d'empreintes pour plusieurs procédures).

Enfin, l'application doit permettre de :

- Distinguer les seuils de remontée des TNR en fonction du type d'infraction
- Traiter les remontées de TNR par ordre de priorité, en identifiant les transactions en fonction de la date de saisie par rapport à la date de signalisation

3.3.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_03	L'évaluation de la qualité des empreintes à l'enrôlement sera réalisée à l'acquisition avant transmission au système (modèle ALLEMAND)
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)

ID	Exigence
GT1 CR2 VF_01	Le format des numérisations compatibles avec la solution (500 dpi a minima)
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_21	Le FAED pourra être alimenté et consulté par un système tiers (données alphanumériques, empreintes, traces, photos, etc...). La référence à GASPARD doit être supprimée car trop spécifique à la PN
GT2 CR VF_02	Le système devra pouvoir accepter des données issues des stations d'acquisition ou d'un autre système pour son alimentation ou sa consultation (acceptation des différents formats de données existants).
GT2 CR VF_03	Le système devra utiliser un outil standardisé qui permettra de contrôler automatiquement la qualité des empreintes lors de l'acquisition (de type NFIQ 2.0)
GT2 CR VF_04	Le système devra disposer d'un outil de mise à l'échelle intégré pour tous les types de transactions (empreintes, traces, etc.).
GT2 CR VF_05	Le système devra être capable de faire une comparaison de tous les doigts contre tous les doigts avec détection et correction des erreurs (ex : inversion de doigts, de mains, mauvaises orientations, etc.)
GT2 CR VF_06	Le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales
GT2 CR VF_07	Tout type de format doit être utilisable comme support de données biométriques pour la consultation ou l'intégration dans le système FAED. Les formats couramment obsolètes utilisés par d'autres pays devront également être supportés
GT2 CR VF_08	Les données alphanumériques et les clichés photographiques pourront être transmis par des systèmes tiers (GN, PN, PP, Douanes, etc.) ou être saisies directement à partir du système FAED.
GT2 CR VF_09	Il devra être possible de faire l'acquisition des 10 doigts à plat (en simultanées) et en déroulées ainsi que les paumes et les photos des personnes MEC et de faire une consultation avec 10 doigts ou moins de 10 doigts (= Fast ID).
GT2 CR VF_10	Un seuil qualité pourra être fixé pour chaque type de transaction (consultation et signalisation)
GT2 CR VF_13	Le système devra permettre de gérer les signalisations multiples (enregistrement d'un seul jeu d'empreinte pour plusieurs procédures).
GT2 CR VF_18	Une vérification des données saisies (alphanumériques et empreintes) pour les signalisations doit être possible. Cette étape de vérification pourra être effectuée en fonction du degré de contrôle attendu pour l'alimentation de la base FAED (contrôle indispensable pour les saisies effectuées depuis l'IHM FAED)
GT2 CR VF_19	Il devra être possible de distinguer les signalisations provenant des logiciels de rédaction de procédures des saisies manuelles depuis l'application.

ID	Exigence
GT2 CR VF_24	Le système permettra de distinguer les signalisations et consultations selon le mode d'acquisition afin de prioriser leur traitement (signalisation sur scanner ou bloc optique). Les transactions devront également être identifiées en fonction de la date de saisie par rapport à la date de signalisation (exemple : 48 heures).
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_37	Le futur système devra permettre l'acquisition des empreintes digitales (10 doigts en déroulés et simultanés) et palmaires, des données d'état civil et des portraits. Il pourra être consulté à partir des empreintes, d'un état civil (recherche stricte ou phonétique), d'un identifiant technique commun à d'autres fichiers (identifiant personne physique) ou tout autre donnée de saisie.
GT2 CR VF_40	Le futur système devra intégrer un outil d'évaluation de la qualité des empreintes de type NFIQ 2.0 afin d'évaluer la qualité des empreintes à l'acquisition, de conserver les signalisations de meilleure qualité (conservation des meilleurs jeux d'empreintes) ainsi qu'un jeu d'empreintes présentant la meilleure qualité pour le système (panachage des meilleures données biométriques pour un individu donné). Le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales.
GT2-3 CR VF_01	La sélection des dossiers par de multiples opérateurs ne doit pas poser problème (blocage ou autre), même comportement que l'Afis actuel.
GT2-3 CR VF_09	Mettre en place une alerte lors de la disponibilité des résultats (valable pour la consultation déca, la signalisation, l'identification des traces)
GT2-3 CR VF_10	Faire apparaître une mention dans les logiciels de rédaction de procédures en cas de fiche de signalisation inexploitable (avec par la suite une remontée d'information côté TAJ)
GT2-3 CR VF_14	Les transactions doivent être identifiées en fonction de la date de saisie par rapport à la date de signalisation (exemple : 48 heures). Ceci a pour but de traiter les remontées de TNR par ordre de priorité par exemple (individu en GAV supposée ou non)
GT2-3 CR VF_21	Nous devons disposer d'un outil de zoom progressif au niveau de la partie AFIS (surtout pour les palmaires).
GT3 CR VF_10	Le système devra permettre de distinguer les seuils de remontée des TNR en fonction du type d'infraction
GT3 CR VF_12	Le système devra continuer à permettre de lancer une recherche en local (région administrative) et en national
GT4 CR VF_08	Le futur système : Supportera l'acquisition et la comparaison des empreintes avec les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales. Il permettra des comparaisons entre différentes résolutions
RPC_06	Le système devra être capable de faire une comparaison de tous les doigts contre tous les doigts avec détection et correction des erreurs de manière automatisée.
RPC_07	Le système devra permettre de gérer les signalisations multiples (enregistrement d'un seul jeu d'empreintes pour plusieurs procédures)
CR_R_ARB_07	Le système devra être capable de faire une comparaison de tous les doigts contre tous les doigts avec détection et correction des erreurs de manière automatisée

ID	Exigence
CR_R_ARB_08	Le système devra permettre de gérer les signalisations multiples (enregistrement d'un seul jeu d'empreintes pour plusieurs procédures) ;
CR_R_ARB_36	L'industriel proposera, si elle existe, sa solution de HIT automatisé pour les traces qui réuniraient un ensemble de critères prédéfinis.

3.3.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont :

SI	État	Type d'échange	
GASPARD	Existant	Entrant	Automatique
LRPPN / SCRIBE dans l'avenir	Existant en entrée à prévoir en sortie A remplacer par SCRIBE quand il sera opérationnel	Entrant / sortant	Automatique
LRPGN	Existant	Entrant / sortant	Automatique
TAJ	A prévoir	Sortant	Automatique
Application mobile	A prévoir	Entrant	Automatique
SIS	En cours de développements,	Entrant / sortant	Automatique et semi-automatique
Infocentre	A prévoir	Sortant	Automatique
OPH	Existant	Interrogation	Automatique
SAE	Existant	Entrant / sortant	Automatique

3.3.4 Diagramme d'activité

Le diagramme en annexe de ce document (FAED_P1_Signalisations.pdf) présente les diverses étapes relatives au processus de signalisation. Celles-ci sont regroupées en 4 sous-processus :

- P1_SP1_Acquisition
- P1_SP2_Contrôle et Correction
- P1_SP3_Traitements
- P1_SP4_Accès aux rapports

3.3.5 P1_SP1_« Acquisition »

3.3.5.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent :

- Les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'accéder à la fonctionnalité.
- Les données nécessaires permettant de faire l'acquisition

3.3.5.2 Description

Lors de l'acquisition plusieurs cas de figure sont à distinguer :

- La saisie directe dans l'application qui peut être complète ou partielle
- L'import des données

Les données acquises sont les suivantes :

Les données alphanumériques :

- Données d'identité
- Données relatives à l'interpellation avec les codes concernant les signalisations (NATINF)
- Informations relatives au(x) service(s) de rattachement et de signalisation
- Date de saisie
- Date de signalisation

Les données biométriques :

- Empreintes décadactylaires
- Empreintes palmaires
- Clichés photographiques

Il est à préciser que d'autres informations peuvent venir compléter ces données et que les codes NATINF des dossiers individus saisis lors des signalisations, sont à distinguer de ceux correspondant aux affaires traces.

Par ailleurs, lors de l'acquisition, l'application doit permettre de définir un caractère d'urgence à la signalisation et d'y associer un commentaire, ce qui permettra de lui donner un traitement prioritaire.

Qu'il s'agisse d'un import depuis un SI tiers ou d'une saisie directe dans l'application FAED, il doit être possible de faire l'acquisition des 10 doigts à plat (en simultanées) et en déroulés ainsi que les paumes et les photographies des individus. Concernant les paumes, l'application doit permettre d'exploiter divers types de captures, et proposer, en option, la gestion de la paume de l'écrivain.

L'application doit être capable d'accepter des résolutions d'images à 500 dpi et proposer les possibilités de traitement en 1000 dpi et au-delà. Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

L'origine ou source de cette acquisition doit être enregistrée et indiquée dans les rapports opérationnels.

L'application doit également être en capacité de s'adapter à tout type de moyen d'acquisition et ne pas se limiter au matériel dont dispose actuellement l'administration.

Enfin, lors de l'acquisition, une interrogation des SI internationaux, comme SIS doit être mis en place par l'intermédiaire d'interfaçage de type webservice.

Cas N°1 : saisie complète ou partielle directement dans l'application :

La saisie des données alphanumériques directement dans l'application ou l'import d'un fichier contenant ce type d'informations doit être possible. Dans ce cas, l'opérateur doit saisir les données alphanumériques ou les importer depuis un SI tiers et procéder à l'acquisition des empreintes.

A cette étape une première vérification des empreintes et des données alphanumériques permettant de corriger les données saisies doit être possible.

Les données saisies ou complétées dans l'application, selon le choix opéré par l'administration, peuvent répondre à une ou plusieurs des actions suivantes :

Doivent être contrôlées manuellement par un opérateur d'un site central dont dépend l'opérateur ayant procédé à la saisie initiale (option désactivable) pour vérifier les données de saisie, avant de poursuivre leur traitement.

- Ou, doivent être envoyées directement en contrôle qualité (empreintes). Une anomalie décelée lors de ce contrôle qualité et que le système n'a pas réussi à corriger fera remonter la signalisation vers un opérateur. Les empreintes liées à la signalisation partent ensuite en matching.
- Les sites centraux doivent pouvoir choisir de faire remonter la signalisation vers un opérateur (pour contrôle qualité ou (in)validation manuelle du rapprochement).
- Les sites centraux doivent pouvoir désactiver la recherche déca/TNR lors de l'insertion de la signalisation.

Enfin, lors de l'acquisition des empreintes par les opérateurs, il doit être possible de les rattacher à plusieurs signalisations. Cela permet de traiter le cas d'individus mis en cause dans plusieurs procédures et qui seraient entendus au même moment. Ce processus permettrait d'effectuer l'acquisition des empreintes une seule fois.

Cas N° 2 : import de données complètes depuis un fichier ou depuis un SI tiers

L'import se fait depuis

- un SI Tiers rendu possible par la mise en place d'un interfaçage de type web service. Ces données sont contrôlées et automatiquement par le système
- un fichier type NIST ou XML ou autre format que l'application doit être capable d'interpréter et intégrer avec possibilité de modification des données.

3.3.5.3 Résultat

Les données sont acquises et disponibles dans la base de travail de l'application pour effectuer un contrôle manuel ou automatique selon les modalités d'acquisition.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.3.6 P1_SP2_« Contrôle et correction »

3.3.6.1 Pré-conditions

L'acquisition a été effectuée et transmise soit pour un contrôle et une correction automatisés par le système, soit pour un contrôle manuel préalable au matching si celui-ci a été activé.

3.3.6.2 Description

Selon la source d'acquisition et le choix fait par chaque institution, le contrôle se fait :

- Manuellement, par la prise en charge d'un opérateur en central, puis automatiquement par l'application (pour la partie « empreintes »).
- Automatiquement par l'application (pour la partie « empreintes »).

En fonction des choix effectués par chaque institution, le contrôle qualité effectué par l'opérateur doit pouvoir se faire sur :

- Les données alphanumériques, pour corriger des erreurs, apporter des compléments
- Les portraits, pour les modifier, recadrer des images, les supprimer entre autres traitements possibles.
- Les empreintes, pour déplacer les empreintes, améliorer le contraste

Pour effectuer les modifications des empreintes et des portraits, l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer la qualité des images. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et le contraste du portrait ou des images d'empreintes
- Effectuer des zoom progressifs ou des agrandissements sur les empreintes

A l'issue d'un contrôle manuel portant sur les empreintes, l'opérateur doit pouvoir

- Rejeter la signalisation, si celle-ci s'avère inexploitable, Dans ce cas, la signalisation n'est pas enregistrée en base permanente, il n'y a pas de rapport généré, mais l'information de rejet doit pouvoir être transmise à des SI tiers.
- Valider son contrôle, dans ce cas, les modifications qu'il a effectuées sont prises en compte et la signalisation poursuit sont cheminement

Le traitement automatique doit permettre de contrôler la qualité des empreintes suivant des normes de qualité de type NFIQ 2.0, sans que celle-ci soit limitative.

Les possibilités de contrôle et de correction doivent être proposées par l'industriel au vu des capacités de l'application.

Le seuil de qualité à atteindre doit pouvoir être paramétré dans l'application par l'administrateur et être fonction du type d'infraction (crime, délit grave ou délit) et du type de transaction (consultation et signalisation).

A l'issue du contrôle automatique, l'application doit permettre de :

- Lancer directement une comparaison en base si la qualité et les corrections apportées sont de qualité suffisante,
- Rejeter la signalisation, si celle-ci s'avère inexploitable, Dans ce cas, la signalisation n'est pas enregistrée en base permanente, il n'y a pas de rapport généré, mais l'information de rejet doit pouvoir être transmise à des SI tiers.

Qu'il s'agisse de traitement manuel ou automatique, l'application doit être capable d'accepter des résolutions d'images à 500 dpi et proposer les possibilités de traitement en 1000 dpi et au-delà.

Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

Toute modification opérée sur une signalisation lors de l'étape de contrôle (et lors de la modification des données alphanumériques et des empreintes d'une signalisation de manière générale) doit aboutir à la création d'un rapport (non modifiable) de modification portant *a minima* un horodatage, le numéro de la signalisation modifiée, l'opérateur ayant modifié la signalisation et le contenu de la modification. Ce rapport doit être archivé et rattaché à la signalisation.

3.3.6.3 Résultats

La fiche de signalisation est contrôlée :

- Si le contrôle et les corrections permettent d'accepter la signalisation, l'étape de matching peut être lancée,
- La fiche est de trop mauvaise qualité, le dossier est rejeté.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.3.7 P1_SP3_« Traitement »

3.3.7.1 Pré-conditions

La signalisation est contrôlée.

3.3.7.2 Description

Les données de la signalisation doivent pouvoir être utilisées pour effectuer une interrogation en base en procédant à une recherche déca/déca et une recherche déca/TNR.

Pour effectuer ces recherches, deux options doivent être possibles :

- Effectuer d'abord une comparaison avec la base individu, enregistrer les données en base permanente et générer un rapport de résultat puis procéder ensuite à une comparaison avec la base des TNR et mettre à jour ou générer un nouveau rapport de résultat,
- Effectuer les deux comparaisons en parallèle, enregistrer la signalisation en base permanente et générer un seul rapport de résultat.

Arbitrage post RFI :

- **La comparaison en parallèle sera arbitrée à l'issue de la phase de RFI**

Les modalités de recherche sont les mêmes quelle que soit l'option choisie.

Comparaison avec la base individu :

En fonction de seuils qualité pré-définis et paramétrés en amont par l'administrateur, l'application doit être capable de coder automatiquement les empreintes soumises et d'apporter une réponse en Hit ou No Hit.

Suite à la comparaison des empreintes avec la base, des scores sont attribués :

- Si un seul score se situe au-dessus d'un certain seuil et le reste des scores au-dessous du seuil de NO HIT le résultat doit aboutir à un HIT AUTO
- Si tous les scores situés en dessous du seuil de NO HIT le résultat doit aboutir à un NO HIT AUTO
- Si un ou plusieurs scores situés entre les deux seuils le résultat doit donner lieu à une décision humaine
- Si plusieurs scores au-dessus du seuil de HIT AUTO le résultat doit donner lieu à une décision humaine
- Si un score est au-dessus du seuil de HIT AUTO et au moins un score est entre les deux seuils le résultat doit donner lieu à une décision humaine.

Il est à rappeler que les seuils sont paramétrables par l'administrateur.

En cas de Hit (recherche concluante), la fiche de l'individu est automatiquement fusionnée avec les données biométriques correspondantes trouvées, elle est enregistrée en base permanente.

Si la vérification manuelle permet d'identifier une correspondance, la signalisation passe en HIT elle est fusionnée avec les données biométriques correspondantes trouvées, elle est enregistrée en base permanente et un rapport de HIT est généré.

Dans les deux cas, une recherche d'homonymes doit pouvoir également être lancée comme pour le cas d'un HIT automatique et un rapport de HIT et d'homonymie doit être

génééré.

Avis comité juridique :

- **La fusion avec les données biométriques correspondantes est soumise à validation comité juridique.**

Comparaison avec la base de TNR

La comparaison avec la base des TNR doit pouvoir être lancée selon le même principe, à savoir une recherche donnant lieu à un contrôle automatique ou manuel, selon le résultat obtenu et activé, si besoin, par les sites centraux.

La comparaison déca/TNR doit se faire avec les nouvelles empreintes portées dans la fiche de signalisation ou avec le meilleur jeu d'empreintes selon le choix effectué par chaque institution.

Arbitrage post RFI :

- **L'utilisation du meilleur jeu d'empreinte sera décidé à l'issue du RFI et adaptée en fonction des choix GN ou PN**

Lors de la comparaison avec les TNR, des scores sont attribués. Le système remonte les scores situés au-dessus d'un certain seuil, paramétrable par l'administration et différenciable selon le type de fait (crime, délit grave et délit) rattaché à la TNR.

En cas de HIT, les traces doivent être sorties de la base des TNR et le lien doit être fait entre l'individu et la trace concernée (avec l'identifiant d'affaire). Cette action doit pouvoir s'effectuer automatiquement dans l'application.

Un rapport doit être généré pour chaque HIT trouvé ainsi qu'un rapport récapitulant l'ensemble des HIT.

En cas de présentation de candidats au-dessus du seuil de NO HIT avec la base des TNR, une vérification manuelle doit pouvoir se faire. Si le NO HIT est confirmé, aucune action particulière n'est réalisée.

Il est à préciser que la recherche déca/TNR doit être accessible à l'ensemble des opérateurs. Mais il doit être possible de désactiver cette recherche en cas de besoin, sans pour autant recourir à la mise en place d'un Workflow ou paramétrage spécifiques. Cela pourrait passer par une fonctionnalité disponible au moment de la vérification de la signalisation, par exemple.

En complément, à l'issue de la comparaison, le résultat du matching doit pouvoir être envoyé à des SI tiers.

3.3.7.3 Résultat

La signalisation est enregistrée dans l'application.

Les traces identifiées sont sorties de la base TNR.

Le liens d'homonymie sont effectués.

Les rapports sont générés.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.3.8 P1_SP4_« Accès aux rapports opérationnels et fin de processus »

3.3.8.1 Pré-conditions

Les rapports opérationnels de signalisation sont disponibles.

Les opérateurs ont des droits d'accès aux rapports.

Le format du rapport a été paramétré pour contenir toutes les informations nécessaires et être personnalisé en fonction de l'institution (mention du site propriétaire de la signalisation).

3.3.8.2 Description

L'ensemble des rapports générés automatiquement au cours de la signalisation est disponible pour consultation et extraction.

Chacune des décisions prises par l'application ou par un opérateur (ayant résulté à un HIT ou un NO HIT) a permis la création d'un rapport opérationnel.

Ces rapports doivent pouvoir être édités au format PDF, être accessibles à l'issue du processus de signalisation et être compatibles avec les exigences de la procédure pénale numérique.

De plus, les données issues des identifications devront pouvoir être exportées sous un format exploitable dans LRP (PN et GN qui pourront manipuler et mettre en forme ces données). Ce sont les LRPGN et PN qui intégreront un outil de signature numérique.

Les rapports doivent être générés en fonction des modalités de recherche.

Pour la recherche déca/déca suivi d'une recherche déca/TNR, deux rapports doivent être générés :

- Un partiel, après le résultat déca/déca, portant la mention « en attente du résultat »
- Un définitif après le résultat déca/déca et déca/TNR.

Recherche déca/déca et en parallèle recherche déca/TNR

- Génération d'un rapport définitif avec l'ensemble des données

Arbitrage post RFI :

- **La recherche en parallèle sera arbitrée à l'issue du RFI**

Enfin, l'ensemble des rapports opérationnels et données contenues dans ces rapports, doit être accessibles dans l'application.

3.3.8.3 Résultats

Les rapports sont consultés par les opérateurs habilités.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.4 P2_Consultation décadactyulaire

3.4.1 Description générale

Le processus de consultation décadactyulaire décrit le processus permettant de consulter des dossiers dans le FAED à partir des empreintes d'un individu

La consultation décadactyulaire permet de savoir si un individu est connu dans la base à partir de données issues de l'acquisition.

Une consultation décadactyulaire peut se faire dans un cadre administratif ou judiciaire. Aussi, l'application doit permettre d'identifier les consultations correspondant à chaque cas.

Les sites centraux doivent pouvoir choisir de faire remonter la consultation vers un opérateur (pour contrôle qualité ou (in)validation manuelle du rapprochement).

La recherche décadactyulaire se fait exactement sur le même principe que la signalisation, avec comme différence majeure, le fait qu'aucune donnée issue de la recherche n'est insérée dans la base de données FAED (sauf le rapport et les informations à des fins de traçabilité applicative).

Néanmoins, dans la perspective d'une évolution du cadre judiciaire encadrant ces consultations, il est souhaité d'envisager l'enregistrement des données issues de ces consultations. Il sera nécessaire dans ce cas, d'indiquer également que les données sont issues d'une consultation décadactyulaire. La mise en place de cette possibilité d'enregistrement sera décidée en fonction des évolutions des décrets et du cadre juridique encadrant les consultations.

La conservation de l'historique des consultations pour une identité (date de la consultation et unité ayant procédé à la consultation) a pour objectif de faciliter la recherche des auteurs d'infraction et doit s'enregistrer sous une forme "lien personne-consultation".

Lors de la consultation l'application doit permettre de

- Effectuer l'acquisition initiale,
- Effectuer les contrôles qualité des empreintes
- Effectuer les recherches dans l'application
- Générer des rapports de consultation

Avis du comité juridique :

Le comité juridique devra se prononcer sur 3 points :

- Possibilité d'envoyer les consultations judiciaires sur les TNR.
- Possibilité d'envoyer les consultations administratives sur les TNR.
- Possibilité de conserver X temps les données biométriques issues des consultations.

Le groupe devra statuer également sur la demande GN suivante :

- Peut on prévoir la conservation des empreintes dans le cas où l'individu devait être signalisé ? (exemple d'un bloc optique, cela permettrait d'éviter de capturer 2 fois les empreintes, il n'y aurait plus que les palmaires à intégrer + données alphanumériques de la signalisation) – A traiter par le groupe juridique.

Conservation des données de consultation

- Validation de la conservation du lien personne-consultation

3.4.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_01	Le format des numérisations compatibles avec la solution (500 dpi a minima)
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_21	Le FAED pourra être alimenté et consulté par un système tiers (données alphanumériques, empreintes, traces, photos, etc...). La référence à GASPARD doit être supprimée car trop spécifique à la PN
GT2 CR VF_04	Le système devra disposer d'un outil de mise à l'échelle intégré pour tous les types de transactions (empreintes, traces, etc.).
GT2 CR VF_06	Le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales

ID	Exigence
GT2 CR VF_07	Tout type de format doit être utilisable comme support de données biométriques pour la consultation ou l'intégration dans le système FAED. Les formats couramment obsolètes utilisés par d'autres pays devront également être supportés
GT2 CR VF_08	Les données alphanumériques et les clichés photographiques pourront être transmis par des systèmes tiers (GN, PN, PP, Douanes, etc.) ou être saisies directement à partir du système FAED.
GT2 CR VF_16	La consultation pourra se faire à partir de tout type de données : données alphanumériques et biométriques (empreintes digitales et palmaires).
GT2 CR VF_17	La consultation sur la base de données nominatives devra se faire en ayant recours soit à une recherche stricte (avec possibilité de caractères joker) soit à une recherche avec un outil de phonétisation. La consultation et l'extraction de données doit être possible à partir d'un état civil, d'un IDPP (identifiant de personne physique), d'un numéro de signalisation ou toute autre donnée. Cette consultation permet, en cas de recherche positive, de générer la fiche de signalisation d'un individu dans des formats de différentes natures. Le choix étant fait au niveau de l'interface utilisateur (Nist, PDF, XML, JPEG, WSQ...). Le fonds documentaire reprenant l'historique des signalisations pour un individu donné doit pouvoir être généré
GT2 CR VF_21	Prévoir un workflow distinct pour les consultations judiciaires et administratives avec des règles de matching différentes (pas de recherche DK/TNR pour les consultations administratives par ex).
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_35	Une partition de la base devra être possible entre des données administratives et judiciaires (avec des règles de Matching spécifiques). En effet, les règles de cloisonnement des données devront garantir que les utilisateurs et les systèmes tiers connectés n'accèdent qu'aux informations auxquelles ils ont légalement accès.
GT2 CR VF_36	Conservation de l'historique des consultations pour une identité (date de la consultation et unité ayant procédé à la consultation) afin de faciliter la recherche des auteurs d'infraction.
GT2 CR VF_37	Le futur système devra permettre l'acquisition des empreintes digitales (10 doigts en déroulés et simultanés) et palmaires, des données d'état civil et des portraits. Il pourra être consulté à partir des empreintes, d'un état civil (recherche stricte ou phonétique), d'un identifiant technique commun à d'autres fichiers (identifiant personne physique) ou tout autre donnée de saisie.
GT2 CR VF_39	Les processus de travail ou workflow devront être adaptables (en fonction du type de transactions) et évolutifs (en fonction des besoins fonctionnels).
GT2 CR VF_40	Le futur système devra intégrer un outil d'évaluation de la qualité des empreintes de type NFIQ 2.0 afin d'évaluer la qualité des empreintes à l'acquisition, de conserver les signalisations de meilleure qualité (conservation des meilleurs jeux d'empreintes) ainsi qu'un jeu d'empreintes présentant la meilleure qualité pour le système (panachage des meilleures données biométriques pour un individu donné). le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales.
GT2-3 CR VF_10	Faire apparaître une mention dans les logiciels de rédaction de procédures en cas de fiche de signalisation inexploitable (avec par la suite une remontée

ID	Exigence
	d'information côté TAJ)
GT2-3 CR VF_21	Nous devons disposer d'un outil de zoom progressif au niveau de la partie AFIS (surtout pour les palmaires).
GT3 CR VF_04	Possibilité de traiter les traces en couleur (suite à des révélations avec différents filtres) comme en niveau de gris.
GT3 CR VF_12	Le système devra continuer à permettre de lancer une recherche en local (région administrative) et en national
GT4 CR VF_08	Le futur système : Supportera l'acquisition et la comparaison des empreintes avec les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales. Il permettra des comparaisons entre différentes résolutions
RPC_08	Une partition de la base devra être possible entre des données administratives et judiciaires
CR_R_ARB_09	Une partition de la base devra être possible entre des données administratives et judiciaires
CR_R_ARB_35	Une fonctionnalité "lien personne-consultation" figurera dans l'expression de besoin. La fonctionnalité ne sera pas développée ni mise en oeuvre tant que le cadre juridique ne le permettra pas.
CR_R_ARB_36	L'industriel proposera, si elle existe, sa solution de HIT automatisé pour les traces qui réuniraient un ensemble de critères prédéfinis.

3.4.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont :

SI	État	Type d'échange	
LRPPN / SCRIBE dans l'avenir	Existant en entrée à prévoir en sortie A remplacer par SCRIBE quand il sera opérationnel	Entrant / sortant	Automatique
LRPGN	Existant	Entrant / sortant	Automatique
Application mobile	A prévoir	Entrant	Automatique
SIS	En cours de développements	Entrant / sortant	Automatique et semi-automatique

3.4.4 Diagramme d'activité

Le diagramme en annexe de ce document (FAED_P2_Consultation décadaactylaire.pdf) présente les diverses étapes du processus de Consultation décadaactylaire. Celles-ci sont regroupées en 4 sous-processus :

- P2_SP1_Acquisition

- P2_SP2_Contrôle et Correction
- P2_SP3_Traitements
- P2_SP4_Accès aux rapports

3.4.5 P2_SP1_Acquisition

3.4.5.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent :

- Les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application
- Les données nécessaires permettant de faire l'acquisition

3.4.5.2 Description

Lors de l'acquisition plusieurs cas de figure sont à distinguer, la saisie directe complète ou partielle dans l'application, et l'import des données.

Les données acquises peuvent être :

Les données alphanumériques

- Données d'identité
- Cadre de la consultation : administrative ou judiciaire
- Informations relatives au service de rattachement de l'opérateur et le service de saisie de la consultation
- Date de saisie

Arbitrage administration :

- **PN demande si la date de saisie est souhaitée. La GN demande à supprimer la mention.**

Les données biométriques

- Empreintes décadaactylaires
- Paume de la main

Il est à préciser que dans le cadre des consultation judiciaires, d'autres informations peuvent venir compléter ces données et que les codes NATINF des dossiers individus saisis lors des consultation, sont à distinguer de ceux correspondant aux affaires traces.

Qu'il s'agisse d'un import depuis un SI tiers ou d'une saisie directe dans l'application FAED, il doit être possible de faire l'acquisition des 10 doigts à plat (en simultanées) et en déroulées ainsi que les paumes. L'application doit également permettre de faire une consultation en Fast ID (moins de 10 doigts).

Précision sur les modifications :

- **Un commentaire PN indique « pour la consultation déca aussi » et poursuit par « à revoir effectivement » en faisant référence à la paume de l'écrivain**
- **Réponse CGI : nous ne voyons pas ce que vous souhaitez, nous sommes déjà dans le processus Consultation décadactylaire, à moins qu'il s'agisse du point d'Arbitrage administration cité plus bas ?**

Concernant les paumes, l'application doit permettre d'exploiter divers types de formats, et proposer, en option, la gestion de la paume de l'écrivain.

L'application doit être capable d'accepter des résolutions d'images à 500 dpi et proposer des possibilités de traitement à 1000 dpi et au-delà. Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

L'origine ou la source de cette acquisition doit être enregistrée afin qu'elle puisse figurer dans les rapports.

L'application doit également être en capacité de s'adapter à tout type de moyen d'acquisition et ne pas se limiter au matériel dont dispose actuellement l'administration.

Enfin, lors de l'acquisition, une interrogation des SI internationaux, comme SIS doit être possible. Dans ce sens l'application doit être en mesure de mettre en place un interfaçage en entrée et en sortie ; le SIS doit recevoir les rapports résultant de ces interrogations et le FAED doit les mettre à disposition dans un module de rapports opérationnels.

Arbitrage administration :

- **Remarque GN qui indique « Pour l'instant, le système ne prévoit pas l'acquisition des empreintes palmaires pour la consultation mais cela pourrait être envisagé (à discuter) ».**

Cas N°1 : saisie complète ou partielle directement dans l'application :

La saisie des données alphanumériques directement dans l'application ou l'import d'un fichier contenant ce type d'informations doit être possible. Dans ce cas, l'opérateur doit saisir dans un premier temps les données alphanumériques ou importer ces données depuis un SI tiers et dans un second temps, il doit procéder à l'acquisition des empreintes.

A cette étape une première vérification des empreintes et des données alphanumériques doit être possible permettant, si nécessaire, une mise à l'échelle des images et entre autres vérifications.

Cas N° 2 : import de données complètes depuis un fichier ou depuis un SI tiers

L'import se fait :

- Depuis SI Tiers
- Depuis un fichier type NIST ou XML ou autre format

Dans le cas d'un import de fichier, l'application doit être capable d'interpréter et intégrer

le contenu transmis.

Dans le cas d'un SI tiers, il s'agit d'un interfaçage à mettre en place pour permettre l'envoi automatisé des données dans l'application FAED.

Quel que soit le mode d'acquisition, ces données sont contrôlées et corrigées automatiquement par le système.

3.4.5.3 Résultats

Les données sont acquises et disponibles dans la base de travail de l'application pour effectuer un contrôle manuel ou automatique au niveau des empreintes.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.4.6 P2_SP2_« Contrôle et correction »

3.4.6.1 Pré-conditions

L'acquisition a été effectuée et transmise pour un contrôle et une correction automatisés par le système.

3.4.6.2 Description

Le contrôle se fait

- Automatisement par l'application et éventuellement avec une action opérateur (action de correction au niveau des empreintes).
- Si l'opérateur en a fait la demande lors de la saisie (possibilité laissée aux sites centraux).

Le contrôle qualité effectué par l'opérateur doit pouvoir se faire sur les empreintes, pour recadrer des images, améliorer le contraste, repositionner les vignettes, entre autres traitements possibles.

Pour effectuer les modifications des empreintes, l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer la qualité des images. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et les contrastes des images d'empreintes,
- Effectuer des zoom ou des agrandissements sur les empreintes.

A l'issue d'un contrôle manuel, l'opérateur doit pouvoir :

- Rejeter la consultation, si celle-ci s'avère inexploitable. Dans ce cas, il n'y a pas de rapport généré, mais l'information de rejet doit être transmise au(x) service(s)., et à des SI tiers,
- Valider son contrôle, dans ce cas, les modifications qu'il a effectuées sont prises en compte et la consultation poursuit son cheminement.

Le traitement automatique doit permettre de contrôler la qualité des empreintes suivant

des normes de qualité de type NFIQ 2.0, sans que celle-ci soit limitative.

Les possibilités de contrôle et de correction doivent être proposées par l'industriel au vu des capacités de l'application.

Le seuil de qualité à atteindre doit pouvoir être paramétré dans l'application par l'administrateur et être fonction du type d'infraction (crime, délit grave ou délit) et du type de transaction (consultation et signalisation).

A l'issue du contrôle automatique, l'application doit permettre de :

- Lancer directement une comparaison en base si la qualité est suffisante,
- Rejeter la consultation, si celle-ci s'avère inexploitable. Il est à préciser qu'il n'y a pas de rejet automatique. Si le système n'arrive pas à gérer le problème de qualité des images, la consultation doit être envoyée en contrôle qualité pour traitement manuel par un opérateur qui pourra rejeter la consultation si besoin. Dans ce cas, il n'y a pas de rapport de rejet généré, mais l'information doit être transmise au service et à des SI tiers.

Qu'il s'agisse de traitement manuel ou automatique, l'application doit être capable d'accepter des résolutions d'images à 500 dpi et proposer les possibilités de traitement en 1000 dpi et au-delà. Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

3.4.6.3 Résultats

La fiche de consultation est contrôlée :

- Si le contrôle et les corrections permettent d'accepter la demande de consultation, l'étape de traitement peut être lancée
- La fiche est de trop mauvaise qualité, le dossier est rejeté

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.4.7 P2_SP3_« Traitement »

3.4.7.1 Pré-conditions

La fiche de consultation est contrôlée et valable.

3.4.7.2 Description

Les données de la fiche de consultation doivent pouvoir être utilisées pour effectuer une interrogation en base en procédant à une recherche déca/déca et une recherche déca/TNR.

Pour effectuer ces recherches, deux options doivent être possibles

- Effectuer d'abord une comparaison avec la base individus, et générer un rapport de résultat puis procéder ensuite à une comparaison avec la base des TNR et mettre à jour ou générer un nouveau rapport de résultat
- Effectuer les deux comparaisons en parallèle, et générer un seul rapport de résultat

Les modalités de recherche sont les mêmes quelle que soit l'option choisie.

Le diagramme de consultation indique une étape d'enregistrement. Comme indiqué en introduction de ce processus, actuellement le cadre juridique ne permet pas d'enregistrer dans la base de données FAED, les données issues d'une consultation.

Néanmoins, ce cadre étant sujet à évolution, l'enregistrement des données de consultation pourrait être nécessaire. Dans ce sens, nous l'intégrons dans le diagramme pour avoir une vision globale du processus et permettre d'identifier des futures évolutions, mais nous précisons que dans l'immédiat, aucun enregistrement en base de données FAED ne doit être effectué pour ces consultations.

Suite à la comparaison des empreintes avec la base, des scores sont attribués :

- Si un seul score se situe au-dessus d'un certain seuil et le reste des scores au-dessous du seuil de NO HIT le résultat doit aboutir à un HIT AUTO
- Si tous les scores situés en dessous du seuil de NO HIT le résultat doit aboutir à un NO HIT AUTO
- Si un ou plusieurs scores situés entre les deux seuils le résultat doit donner lieu à une décision humaine
- Si plusieurs scores au-dessus du seuil de HIT AUTO le résultat doit donner lieu à une décision humaine
- Si 1 score au-dessus du seuil de HIT AUTO et au moins 1 score entre les deux seuils le résultat doit donner lieu à une décision humaine.

Il est à rappeler que les seuils sont paramétrables par l'administrateur.

Précision sur les modifications :

- **La GN indique que les recherches déca/déca et une recherche déca/TNR, ne se font pas en parallèle mais l'une après l'autre.**
- **Réponse CGI : Nous rappelons que la demande de pouvoir les faire en parallèle a été émise en atelier.**

Avis du comité juridique :

Le comité juridique devra se prononcer sur 3 points :

- **Possibilité d'envoyer les consultations judiciaires sur les TNR.**
- **Possibilité d'envoyer les consultations administratives sur les TNR.**
- **Possibilité de conserver X temps les données biométriques issues des consultations.**

3.4.7.3 Résultats

La consultation est effectuée.

Les rapports sont générés et comportent les résultats des matchings.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.4.8 P2_SP4_« Accès aux rapports opérationnels et fin de processus »

3.4.8.1 Pré-conditions

Les rapports opérationnels de la consultation sont disponibles.

Les opérateurs ont des droits d'accès aux rapports.

Le format du rapport a été paramétré pour contenir toutes les informations nécessaires et être personnalisé en fonction de l'institution d'origine (en-tête).

3.4.8.2 Description

L'ensemble des rapports générés automatiquement au cours de la consultation décadactyiaire sont disponibles pour consultation et extraction.

Chacune des décisions prises par l'application ou par un opérateur (ayant résulté à un HIT ou un NO HIT) a permis la création d'un rapport opérationnel.

Ces rapports doivent pouvoir être édités au format PDF, être accessibles à l'issue du processus de consultation et être compatibles avec les exigences de la procédure pénale numérique. De plus, les données issues de l'identification devront pouvoir être exportées sous un format exploitable dans LRP (qui pourra manipuler et mettre en forme ces données). Ce sont les LRPGN et PN qui intégreront un outil de signature numérique.

Pour la recherche déca/déca suivi d'une recherche déca/TNR, deux rapports doivent être générés :

- Un partiel, après le résultat déca/déca, portant la mention « en attente du résultat »
- Un définitif après le résultat déca/déca et déca/TNR.

Recherche déca/déca et en parallèle recherche déca/TNR

- Génération d'un rapport définitif avec l'ensemble des données

Arbitrage post RFI :

- **La recherche en parallèle sera arbitrée à l'issue du RFI**

Enfin, l'ensemble des rapports opérationnels et données contenues dans ces rapports, doit être accessibles dans l'application.

3.4.8.3 Résultats

Les rapports sont consultés par les opérateurs habilités.

A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont :

- Servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED),
- Remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5 P3_Traitement des traces

3.5.1 Description générale

Le processus de traitement des traces désigne le processus permettant d'intégrer des affaires au sein de l'application FAED dans le but de résoudre des affaires et d'identifier les traces qui appartiennent à des individus.

Dès la connexion à la fonctionnalité il doit être possible de visualiser les dossiers reçus ou en cours de traitement et clôturées pour permettre de prioriser les dossiers en fonction de la qualification. Des messages d'alerte lors de la disponibilité des résultats devront également être affichés.

Dans ce contexte, l'application doit permettre de :

- Effectuer l'acquisition, avec la saisie ou import des données alphanumériques et l'acquisition ou import des évidences
- Générer une fiche trace
- Procéder à la discrimination avec les empreintes des familiers
- Contrôler des données alphanumérique et des traces
- Procéder au codage des traces et aux recherches trace/déca, trace/TNR
- Obtenir l'édition des rapports
- Enregistrer les données en base et dans le SAE

L'application doit permettre d'identifier les modalités d'acquisition des données en différenciant celles issues de bloc optique et celles issues de scanner. Ceci dans le but de permettre aux opérateurs de prioriser le traitement des traces en fonction de leur mode d'acquisition.

La source d'acquisition doit également être stockée à des fins de statistiques.

De plus, un outil permettant d'évaluer la qualité des traces et leur niveau de complexité (catégorisation de traces en X niveaux) doit être disponible. Cet outil facilitera la répartition des traces entre divers opérateurs.

L'application doit prévoir un système de paramétrage administrateur permettant de :

- Gérer des workflow pour prendre en compte un fonctionnement distinct entre les

institutions et permettre par exemple,

- L'intervention d'un nombre de validateurs différents entre PN et GN, ou
- Le déroulement d'une étape de discrimination lors de l'acquisition des données ou à un autre moment du processus
- Un workflow applicable en fonction de la nature de l'affaire
- Paramétrer la gestion des traces et notamment
 - Les seuils techniques,
 - Le nombre de candidats proposés par le système,
 - La fréquence de mise à jour d'une liste présentant les affaires dont la date de prescription est proche et qui peuvent conduire à une relance manuelle
 - Le formalisme des rapports
 - La conservation des traces

Le paramétrage sont décrits dans le chapitre « 2.4.1 Paramétrages »

Outre ces paramétrages, l'application doit permettre de distinguer les seuils de remontée des TNR en fonction du type d'infraction.

Au niveau du stockage et de la conservation il doit être possible de :

- Stocker les empreintes des familiers en base avec une possibilité de matching interne à l'affaire uniquement.
- Procéder à la conservation distincte des traces (selon des critères à définir et modifiables) permettant un traitement différencié , à savoir, seules certaines traces feront l'objet d'une recherche DK/TNR.
- Enregistrer l'ensemble des données dans le SAE.

Enfin, à l'issue du processus, un rapport opérationnel doit être émis et certaines informations doivent être transmises aux logiciels de rédaction de procédure pénale.

Avis comité juridique :

- ***L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique. La PN précise que en cas de blocage juridique, l'autre option consisterait à ne conserver que les traces de l'affaire***

Avis comité juridique :

- ***Nécessité de valider la possibilité du stockage des empreintes des familiers dans l'application ainsi que les contraintes et les impacts qui en découlent***

3.5.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_04	Avoir un codage automatique des traces performant, une prise en compte plus globale de l'empreinte pour le matching (sens des crêtes, poroscopie...)
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_01	Le format des numérisations compatibles avec la solution (500 dpi a minima)
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT2 CR VF_04	Le système devra disposer d'un outil de mise à l'échelle intégré pour tous les types de transactions (empreintes, traces, etc.).
GT2 CR VF_06	Le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales
GT2 CR VF_07	Tout type de format doit être utilisable comme support de données biométriques pour la consultation ou l'intégration dans le système FAED. Les formats couramment obsolètes utilisés par d'autres pays devront également être supportés
GT2 CR VF_08	Les données alphanumériques et les clichés photographiques pourront être transmis par des systèmes tiers (GN, PN, PP, Douanes, etc.) ou être saisies directement à partir du système FAED.
GT2 CR VF_11	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_22	Il devra être possible de regrouper l'ensemble des informations sur un individu lors de la consultation et de la signalisation : affichage des résultats de la recherche DK/DK (état-civil, alias, unité ayant procédé à la signalisation, etc.), DK/TNR ainsi que historique des affaires traces dans lesquelles l'individu a été identifié (= lien personne-affaire).
GT2 CR VF_23	Le système permettra de visualiser les transactions reçues, en cours de traitement et clôturées pour chaque signalisation/consultation créée (affichage du statut)
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables

ID	Exigence
GT2 CR VF_40	Le futur système devra intégrer un outil d'évaluation de la qualité des empreintes de type NFIQ 2.0 afin d'évaluer la qualité des empreintes à l'acquisition, de conserver les signalisations de meilleure qualité (conservation des meilleurs jeux d'empreintes) ainsi qu'un jeu d'empreintes présentant la meilleure qualité pour le système (panachage des meilleures données biométriques pour un individu donné). le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales.
GT2 CR VF_41	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables.
GT2-3 CR VF_09	Mettre en place une alerte lors de la disponibilité des résultats (valable pour la consultation déca, la signalisation, l'identification des traces)
GT2-3 CR VF_10	Faire apparaître une mention dans les logiciels de rédaction de procédures en cas de fiche de signalisation inexploitable (avec par la suite une remontée d'information côté TAJ)
GT2-3 CR VF_11	Disposer d'un outil de type charting sans interpolation pour faire la démonstration d'identité à partir du système, avec des garanties de la part de l'industriel
GT2-3 CR VF_13	L'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports (RIO : référentiel des identités et de l'organisation uniquement mentionné)
GT2-3 CR VF_21	Nous devons disposer d'un outil de zoom progressif au niveau de la partie AFIS (surtout pour les palmaires).
GT2-3 CR VF_22	L'alimentation par un système externe pour la saisie des affaires traces doit être possible (transmission des données alphanumériques de l'affaire et des données traces)
GT2-3 CR VF_31	La Gendarmerie a exprimé un besoin spécifique dans les critères de recherche pour les affaires traces. La saisie d'une signalisation avec un numéro de procédure donné doit permettre de faire remonter l'affaire trace qui possède le même numéro de procédure (sans avoir recours à des processus de matching). (Initialement dans la partie ergonomie)
GT3 CR VF_01	Les données d'affaires et les images pourront être transmises par les logiciels de rédaction des procédures (de type LRP) et il faudra aussi prévoir de pouvoir réimporter les données à l'enquêteur/retour à l'unité.
GT3 CR VF_02	Le système devra être capable d'intégrer des traces au format d'origine, sans avoir à convertir l'image, donc avoir une capacité de traiter les images de 500 à 1000 dpi minimum sans aucune conversion (la capacité de traitement max. devra être fournie par l'industriel). Il faut que le système soit capable d'accepter un format de dossiers évolutif dans le temps
GT3 CR VF_03	Le système devra supporter le stockage des empreintes de comparaison (cas discrimination) et de prévoir le cadre juridique permettant leur conservation jusqu'à la prescription de l'affaire (fixer des contraintes ex. aucune confrontation avec la base de TNR...)
GT3 CR VF_04	Possibilité de traiter les traces en couleur (suite à des révélations avec différents filtres) comme en niveau de gris.
GT3 CR VF_08	Possibilité de désactiver les consolidations pour les copies de traces

ID	Exigence
GT3 CR VF_10	Le système devra permettre de distinguer les seuils de remontée des TNR en fonction du type d'infraction
GT3 CR VF_11	Traitement paramétrable selon les vecteurs d'alimentation (bloc ou scan) des transactions issues des blocs optiques (LIVE SCAN) afin de pouvoir prioriser les recherches DK/TNR (mis en cause présent=intérêt opérationnel), matérialisé soit par la création d'une alarme ou jauge dédiée (avec visualisation du numéro de signalisation et de personne)
GT3 CR VF_12	Le système devra continuer à permettre de lancer une recherche en local (région administrative) et en national
GT3 CR VF_13	Le système devra être capable de mettre les traces au rapport 1 même sans test centimétrique avec conversion selon les origines de l'image et de déterminer la nature de la trace (palmaire/digitale) et de les coder automatiquement
GT3 CR VF_15	Le système devra intégrer un outil permettant d'évaluer la qualité des traces et leur niveau de complexité (catégorisation des traces en x niveaux)
GT3 CR VF_16	Le système devra permettre une gestion individualisée des traces d'un même dossier afin qu'elles puissent être réparties entre plusieurs opérateurs (parallélisation du traitement d'un dossier) ou être traitées en parallèle par plusieurs opérateurs et ne pas être limité dans le nombre de traces par dossier
GT3 CR VF_19	Le système permettra de visualiser les dossiers arrivés, en cours de traitement et de prioriser le traitement des dossiers en fonction de la qualification et du cadre d'enquête
GT3 CR VF_28	Le futur système devra permettre l'acquisition des traces sous des formats et tailles répondant aux standards en vigueur et être en capacité d'accepter de nouveaux formats (type/taille/poids) tout en respectant un traitement avec la valeur native de la donnée
GT4 CR VF_08	Le futur système : Supportera l'acquisition et la comparaison des empreintes avec les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales. Il permettra des comparaisons entre différentes résolutions
RPC_11	Les données d'affaires et les images pourront être transmises par les logiciels de rédaction de procédures
RPC_12	Le système devra stocker, le temps de la discrimination, les empreintes des familiers
RPC_14	Les traces d'un même dossier pourront être traitées en simultané par plusieurs opérateurs
CR_R_ARB_12	Traitement des affaires :les données d'affaires et les images pourront être transmises par les logiciels de rédaction de procédures
CR_R_ARB_13	Le système devra stocker, le temps de la discrimination, les empreintes des familiers
CR_R_ARB_15	Les traces d'un même dossier pourront être traitées en simultané par plusieurs opérateurs
CR_R_ARB_36	L'industriel proposera, si elle existe, sa solution de HIT automatisé pour les traces qui réuniraient un ensemble de critères prédéfinis.

3.5.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont :

SI	État	Type d'échange	
LRPPN / SCRIBE dans l'avenir	Existant en entrée à prévoir en sortie A remplacer par SCRIBE quand il sera opérationnel	Entrant / sortant	Automatique
LRPGN	Existant	Entrant / sortant	Automatique
Application mobile	A prévoir	Entrant	Automatique
PRUM	Existant et évolutions à prévoir avec arrivée de PRUM NG	Entrant / sortant	Automatique et semi-automatique
Hub scellés	Évolution future	Entrant / sortant	À définir
SAE	Existant	Entrant / sortant	Automatique

Arbitrage administration :

- *Un commentaire PN indique, au sujet de l'interfaçage avec l'application mobile, qu'il serait intéressant de «prévoir le sortant également, dans le sens où il peut être intéressant d'informer que le résultat est disponible. A revoir de façon générale pour ce tableau avec ce qui a été transmis par l'administration »*
- *Ce point n'a pas été abordé ni lors des ateliers ni dans les documents transmis. Nous consignons la demande pour échange entre PN et GN*

3.5.4 Diagramme d'activité

Le diagramme en annexe de ce document (FAED_P3_Traitement-Traces.pdf), présente les diverses étapes du processus de Traitement des traces. Celles-ci sont regroupées en 6 sous-processus :

- P3_SP1_Acquisition
- P3_SP2_Contrôle et Correction
- P3_SP3_Discrimination
- P3_SP4_Traitements et P3_SP4bis_Traitements
- P3_SP5_Vérification
- P3_SP6_Accès aux rapports et finalisation du processus

3.5.5 P3_SP1_Acquisition

3.5.5.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent :

- Les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application
- Les données nécessaires permettant de faire l'acquisition

3.5.5.2 Description

Lors de l'acquisition des données, les opérateurs doivent pouvoir procéder à la saisie partielle ou complète directement dans l'application ou à l'import de données partielles ou complètes depuis un fichier ou depuis une application Mobile.

Quel que soit le cas, les données d'acquisition sont :

- Les données alphanumériques :
 - Données générales de l'affaire,
 - Les codes concernant l'affaire (NATINF),
 - Informations relatives au service de rattachement de l'opérateur et de saisie,
 - Informations relatives aux victimes ou type d'affaire,
 - Informations sur le lieu correspondant à l'affaire,
- Les données biométriques :
 - Évidences et traces.

Cas N°1 : saisie complète ou partielle directement dans l'application :

La saisie des données alphanumériques directement dans l'application ou l'import d'un fichier contenant ce type d'informations doit être possible. Dans ce cas, l'opérateur doit saisir les données alphanumériques ou importer ces données puis procéder à l'acquisition des évidences et des traces ainsi que des fichiers de discrimination.

Cela peut se faire depuis un scanner ou par l'import d'un fichier (JPEG, PDF, NIST ou autre format) ou depuis un SI tiers. Dans le cas d'un import d'image, la résolution du fichier importé doit pouvoir être à 500 dpi ou à 1000 dpi et au delà **conformément à la réponse FR pour le SIS**. Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

A cette étape une première vérification des traces et des données alphanumériques doit être possible permettant une mise à l'échelle des traces, et la possibilité de traiter les traces en couleur (suite à des révélations avec plusieurs filtres) et les passer en niveaux de gris.

Une fonctionnalité de discrimination doit être possible mais activable selon les profils et le choix de chaque institution de l'utiliser ou non lors de l'acquisition. Elle doit permettre dès cette étape, d'écarter les données des familiers.

Une fois les données saisies ou complétées dans l'application et selon le choix de discrimination opéré en fonction des profils,

- Si la fonctionnalité de « discrimination » est activée, ces données, peuvent, faire l'objet d'un premier matching de discrimination. Si la discrimination est positive, alors, le processus de traitement de l'affaire prend fin et un rapport de discrimination positive doit être édité.
- Si la fonctionnalité de « discrimination » n'est pas activée, les données d'acquisition doivent être envoyées directement en contrôle, sauf, s'il s'agit de données du périmètre Gendarmerie Nationale et que la saisie initiale a été effectuée en site central. Dans ce cas, les données d'acquisition sont directement envoyées en discrimination.

Arbitrage administration

- **Un commentaire PN demande à ajouter la mention « Conformément à la réponse FR pour le SIS » (surligné en jaune)**
- **Réponse CGI : Nous ne comprenons pas pourquoi cette mention ne doit se faire que sur ce processus uniquement, d'autant que ce processus ne prévoit pas d'envoi à SIS.**

Arbitrage administration

- **Suite à notre question : Doit-on donner plus de détails sur les contrôles à effectuer lors de l'acquisition (avant les contrôles automatiques donc ? Si oui quels sont ces détails ;**
- **Retour PN : Suppression de la mention « (avant les contrôles automatiques donc » et commentaire suivant : Lors de l'acquisition, les champs obligatoires doivent être clairement identifiés.**
- **Réponse CGI : l'identification des champs obligatoires (ou non) relève des spécifications détaillées, nous n'apportons donc pas plus de précisions sur ce point**

Arbitrage post RFI :

- **La réalisation d'un discrimination pouvant être lancée à tout moment, doit être vérifiée d'un point de vue faisabilité technique par les industriels**

Avis du comité juridique :

- **la question des données de discrimination doit être discutée et validée en comité juridique**

Cas N° 2 : import de données complètes depuis un fichier ou depuis une application Mobile

L'import se fait depuis un fichier de type NIST ou XML ou autre format devant être interprété par l'application ou depuis une application mobile.

Dans le cas d'un import de fichier, l'application doit être capable d'interpréter et intégrer

le contenu transmis et ce, quelle que soit la version des fichiers (ceci étant valable pour les NIST, comme pour les XML ou autres normes qui pourraient être mises en place).

Dans le cas d'une application mobile, il s'agit d'un interfaçage à mettre en place pour permettre l'envoi automatisé et la réception des données dans l'application FAED

Quel que soit le mode d'acquisition les données transmises doivent être complètes, à savoir, les données alphanumériques, et données biométriques avec traces et fichiers de discrimination.

Après cette acquisition, ces données doivent pouvoir être contrôlées et corrigées.

Comme dans le cas de l'acquisition manuelle, une fonctionnalité de discrimination doit être possible mais activable selon les profils et le choix de chaque institution de l'utiliser lors de l'acquisition. Elle doit permettre dès cette étape, d'écarter les données des familiers.

Arbitrage post RFI :

- **La réalisation d'une discrimination pouvant être lancée à tout moment, doit être vérifiée d'un point de vue faisabilité technique par les industriels**

Avis du comité juridique :

- **La question des données de discrimination doit être discutée et validée en comité juridique**

3.5.5.3 Résultats

Les données sont acquises.

Si la fonctionnalité est activée, une première discrimination est effectuée.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.6 P3_SP2_Contrôle

3.5.6.1 Pré-conditions

Les données initiales sont acquises.

3.5.6.2 Description

Le contrôle effectué par l'opérateur doit pouvoir se faire :

- Sur les données alphanumériques
- Sur les traces

Pour la Gendarmerie Nationale, les CIC contrôlent ce qui vient des brigades. Un contrôle des données alphanumériques (optionnel) puis des traces remontées est réalisé. Si des erreurs sont détectées, l'affaire est envoyée en correction à l'unité élémentaire (modification d'une donnée alphanumérique ou d'une évidence, ajout d'une fiche de discrimination). Une fois les modifications apportées, le dossier revient en traitement.

Pour la Police Nationale, les FAED régionaux contrôlent ce qui vient des services de leur ressort et créent leurs propres affaires. Un contrôle des données alphanumériques puis des traces remontées est réalisé. Si des erreurs sont détectées, l'affaire est envoyée en correction au service requérant (modification d'une donnée alphanumérique ou d'une évidence, ajout d'une fiche de discrimination). Une fois les modifications apportées, les données reviennent en contrôle.

Arbitrage administration :

- **Un commentaire PN demande l'intérêt de préciser le niveau de contrôle au vu de l'avancée des travaux. La GN ne fait aucun commentaire dessus.**
- **Réponse CGI : ces éléments ont été indiqués en atelier et il nous semble important de décrire ce contexte, nous les avons donc consignés. Ils pourront être supprimés si vous pensez que c'est inutile.**

Pour effectuer le contrôle et la correction des traces, l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer la qualité des images. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et les contrastes
- Modifier la résolution des évidences (sans interpolation positive)
- Effectuer des zooms progressifs ou des agrandissements

A l'issue d'un contrôle, l'opérateur doit pouvoir

- Rejeter l'affaire, tant lors du contrôle des données alphanumériques que lors du contrôle des images, si celles-ci s'avèrent inexploitable. Dans ce cas, l'affaire n'est pas enregistrée en base permanente, un rapport de rejet doit être généré et un retour vers les SI tiers doit pouvoir être effectué (LRP, Hub scellés),
- Ou valider son contrôle, dans ce cas, l'opérateur doit pouvoir décider de lancer un matching de discrimination au sein de l'affaire,
- Ou envoyer l'affaire en correction.

3.5.6.3 Résultats

Les données de l'affaire sont contrôlées et corrigées si besoin.

En cas de données inexploitable, l'affaire est rejetée et un rapport de rejet est généré.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.7 P3_SP3_Discrimination

3.5.7.1 Pré-conditions

L'acquisition a été effectuée.

3.5.7.2 Description

Avant de lancer la discrimination, un codage automatique des traces et des données de discrimination doit être effectué par l'application. Ce codage doit permettre une prise en compte plus globale de l'empreinte pour le matching, par exemple, le sens des crêtes, la poroscopie, la possibilité d'ajouter des minuties, des points.

A l'issue de ce codage un matching de discrimination est effectué. Le système remonte à l'opérateur une éventuelle proposition de rapprochement qu'il est lui seul en mesure de valider ou non.

En cas de discrimination positive, d'une ou de plusieurs traces, le processus prend fin et un rapport de discrimination positive est généré.

En cas de discrimination négative, le processus se poursuit pour effectuer les diverses comparaisons avec les traces et empreintes de la base FAED. Un rapport de discrimination négative doit également être émis.

Il est à préciser que dans le cas où certaines traces font un match discrimination positive et d'autres un match de discrimination négative, l'ensemble du dossier est disponible en central permettant un nouveau traitement et pour éventuellement contrôler les résultats obtenus.

La conservation des empreintes de discrimination au-delà de la discrimination en elle-même, doit être possible, mais celles-ci doivent être conservées de manière isolée et ne doivent pas être comparées au reste de la base FAED, sauf ponctuellement et uniquement à la demande de l'opérateur.

Avis comité juridique :

- ***La conservation des empreintes de discrimination doit être discutée et validée par le comité juridique***

Arbitrage administration :

- ***Concernant la phrase : « Ce codage doit permettre une prise en compte plus globale de l'empreinte pour le matching, par exemple, le sens des crêtes, la poroscopie ». Un commentaire PN indique que nous n'avons jamais parlé de niveau 3, surtout pour la discrimination ». La GN demande d'ajouter « la possibilité d'ajouter des minuties, des points »***
- ***Réponse CGI : nous avons ajouté les compléments GN et vous laissons arbitrer si cette partie doit être conservée ou non.***

3.5.7.3 Résultats

La discrimination est effectuée.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.8 P3_SP4_Traitement

3.5.8.1 Pré-conditions

La discrimination des traces a été effectuée.

3.5.8.2 Description

Le traitement de l'affaire se fait en site central ou au niveau des sites FAED régionaux. Le superviseur évalue les traces et a la possibilité d'attribuer le dossier à un ou plusieurs opérateurs différents. Si elle est attribuée à plusieurs opérateurs, alors avec un traitement en double aveugle pour chaque trace du dossier doit être possible en option. Le superviseur doit pouvoir également désactiver les consolidations pour les copies des traces.

En fonction de seuils paramétrés en amont par l'administrateur, l'application doit permettre d'effectuer une vérification HIT automatique par le système ou une vérification manuelle par l'opérateur.

Le traitement doit pouvoir se faire selon deux cas, pouvant s'enchaîner (trace/déca puis trace/trace) ou s'initier de façon indépendante :

- Soit, une comparaison avec la base individus est effectuée permettant de faire une recherche Trace/déca puis une vérification d'homonymie si un hit est identifié sur un individu qui possède un homonyme. Cela donne lieu à une vérification effectuée par un superviseur.
- Soit, et si cela est demandé, une recherche avec la base des TNR doit pouvoir être effectuée.

Dans les deux cas, un traitement d'amélioration des images doit être possible sur les traces. Pour cela l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer leur qualité. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de

- Ajuster la luminosité et le contraste des traces
- Effectuer des zoom ou des agrandissements

Arbitrage post RFI :

- **La vérification de HIT automatique sera décidée à l'issue du RFI en fonction des possibilités présentées par les éditeurs.**

Comparaison base individus

La comparaison des traces avec la base individus doit pouvoir être lancée, et permettre une recherche globale ou une recherche restreinte avec un ou plusieurs individus. En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- Trace/déca HIT automatique par le système
- Trace/déca HIT / NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité

d'améliorations d'images.

En cas de HIT, tant lors de la vérification manuelle que automatique, la vérification d'homonyme doit se faire. Cependant, il n'y a pas de lien homonyme généré au niveau d'une recherche traces, mais si la fiche individu à l'origine du Hit sur une trace comporte un homonyme il doit être possible de le vérifier

Arbitrage post RFI :

- **La vérification de HIT automatique sera décidée à l'issue du RFI en fonction des possibilités présentées par les éditeurs.**

A l'issue d'un NO HIT ou de la vérification de présence d'homonyme, plusieurs actions doivent être possibles :

- Un rapport intermédiaire doit pouvoir être généré. Ce rapport doit porter la mention « PARTIEL ». Il aura été paramétré en amont par l'administrateur de l'application.
- Sans que cela soit obligatoire, l'opérateur doit pouvoir d'enregistrer la ou les traces non identifiées en base permanente et / ou en base TNR.

La comparaison avec la base de TNR est décrit dans le point « P3_SP4bis_Traitement »

3.5.8.3 Résultats

Le traitement de l'affaire avec comparaison trace/déca ou trace/trace et la vérification d'homonyme sont effectués.

Le rapport de résultat de matching a été généré.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.9 P3_SP5_Vérification

3.5.9.1 Pré-conditions

Le traitement automatique et manuel trace/déca ou trace/trace ainsi que la vérification de présence d'homonymie ont été effectués.

3.5.9.2 Description

A la fin du traitement du dossier, si les opérateurs en charge du traitement, arrivent au même résultat, le superviseur doit pouvoir valider ce résultat.

Si les opérateurs obtiennent un résultat différent, le superviseur doit pouvoir attribuer le dossier à un autre opérateur qui pourra lancer une nouvelle recherche et vérification trace/déca ou trace/trace.

Le nombre d'opérateurs impliqués dans le traitement peut être différent selon l'institution.

Il est à préciser qu'en cas d'intervention d'urgence, l'étape de vérification doit pouvoir

être reportée et effectuée *a posteriori*.

La validation du superviseur permet également la génération d'un fichier NIST avec les données de l'affaire et son enregistrement en SAE

Avis comité juridique :

- **L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.**

Arbitrage administration :

- **En attente de décision de l'administration sur le caractère optionnel d'un superviseur.**

3.5.9.3 Résultats

La vérification par un superviseur est effectuée et les traitements sont enregistrés dans l'application. Si besoin, un nouveau traitement est demandé.

L'affaire est enregistrée dans un fichier NIST en SAE.

Avis comité juridique :

- **L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.**

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.10 P3_SP4bis_Traitement

3.5.10.1 Pré-conditions

Le traitement automatique et manuel trace/déca ou trace/trace ainsi que la vérification de présence d'homonymie ont été effectués.

La vérification par un superviseur a été effectuée si cette option est choisie.

Arbitrage administration :

- **En attente de décision de l'administration sur le caractère optionnel d'un superviseur.**

3.5.10.2 Description

Comparaison avec base TNR

Cette comparaison se fait en fonction du choix de l'opérateur qui a initié le matching. Dès lors qu'elle est activée, tous les opérateurs d'une même institution pourront la réaliser.

La comparaison avec la base des TNR doit pouvoir être lancée. En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- déca/TNR HIT / NO HIT automatique par le système
- déca/TNR HIT / NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité d'améliorations

d'images

A l'issue de cette comparaison, un rapport est édité avec le résultat du matching avec la base des TNR.

Si les traces TNR sont identifiées, elles sont sorties de la base des TNR, elles peuvent être supprimées si l'opérateur le décide ou stockées en base de travail.

Les résultats du matching doivent faire l'objet d'une mise à jour du fichier NIST en SAE.

Avis comité juridique :

- *L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.*

Arbitrage administration

- *Un commentaire PN demande à prendre en compte l'arbitrage suite à RFI pour la mention « deca/TNR HIT / NO HIT automatique par le système ». La GN demande à supprimer toute la vérification que nous avons surlignée en jaune et nous précise qu'« il s'agit de vérifications Traces/TNR. Il n'y a pas de résultat automatique, le HIT ou le NOHIT est décidé par un opérateur. En cas de HIT, un lien Affaires/Affaires est créé et les traces ne sont pas sorties des TNR. »*
- *Réponse CGI : Dans le diagramme il est bien fait mention de comparaison deca/TNR. Nous avons donc pris en compte les retours PN et nous laissons donc l'administration arbitrer sur ces différences de point de vue*

3.5.10.3 Résultats

Le traitement de l'affaire avec comparaison trace/TNR a été effectué.

Le rapport de résultat de matching a été généré et les liens affaire/affaire et affaire/individus doivent être répercutés

L'affaire est mise à jour dans le fichier NIST en SAE.

Avis comité juridique :

- *L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.*

Arbitrage de l'administration :

- *L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être porté à réflexion des fonctionnels en charge du traitement des affaires*

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.5.11 P3_SP6_Accès aux rapports et finalisation du processus

3.5.11.1 Pré-conditions

Les traitements et vérifications ont été effectués.

3.5.11.2 Description

Les rapports sont générés lors du traitement et lors de la vérification de l'affaire.

L'application doit également permettre d'éditer un rapport final reprenant les décisions concordantes rendues par les opérateurs et le superviseur, les captures d'écrans, les données de l'affaire et du ou des individus sur lesquels il y a eu un HIT.

L'application doit proposer un outil de type « charting » permettant de réaliser une démonstration d'identité à partir du système. Cet outil pourra être utilisé si l'industriel peut présenter la garantie d'absence d'interpolation, entre autres effet de bords indésirables.

Les données inhérentes au traitement de l'affaire doivent pouvoir être extraites manuellement et automatiquement de l'application aux formats de fichiers exploitables par des SI tiers (fichier NIST, XML, entre autres formats possibles).

Arbitrage administration :

- ***La prise en compte des les captures d'écrans se fera si l'option activée. Ce point est en attente de décision de l'administration.***

Arbitrage administration :

- ***Nous avons intégré le complément PN sur l'outil de charting. Mais nous nous interrogeons sur la pertinence de faire figurer cet outil en toute fin de processus. Nous soumettons donc le point pour arbitrage de l'administration***

3.5.11.3 Résultats

Les rapports sont générés, les données sont cédées à des systèmes tiers.

le processus de traitement des traces est terminé.

Les actions réalisées par l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.6 P4_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires

3.6.1 Description générale

Le processus de recherche alphanumérique et traitement des affaires correspond aux actions réalisées sur des affaires enregistrées dans le but de :

- Obtenir des informations, extraire les données présentes sous différents formats, dont la fiche-trace,
- Effectuer des modifications des affaires,
- Lancer un nouveau traitement de matching sur la base d'individus ou sur les TNR et obtenir les rapports associés,
- Effectuer des comparaisons avec les SI internationaux,
- Effectuer des suppressions.

Les données objet de ces recherches et de ces traitements ont déjà fait l'objet d'une insertion dans l'application et ne sont pas en cours de traitement. C'est dans ce sens que l'on parle de « recherche alphanumérique » permettant d'effectuer des « nouveaux traitements », à savoir des corrections des données, des renvois en matching, des suppressions.

Les modifications effectuées dans ce contexte répondent à des besoins divers et doivent pouvoir être prises en charge par des acteurs différents. De ce fait, chaque traitement possible doit être différencié et doit être accessible en fonction des droits utilisateurs.

Selon les paramétrages effectués en amont, l'intervention d'un superviseur devra être possible pour valider, vérifier certaines actions.

Les acteurs devant prendre en charge ces actions peuvent se situer à des niveaux différents de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, ou bien du SRPTS. Ce point est primordial dans ce processus, les actions réalisées relevant de responsabilités de niveau différent, il est indispensable de pouvoir gérer les droits et les workflows, par institution, par niveau d'appartenance, par profil des opérateurs et par type d'action.

Pour pouvoir effectuer le traitement des affaires dans l'application, il doit être possible d'effectuer

- Des recherches directes à partir de données alphanumériques, de manière stricte (avec possibilité d'utiliser des caractères joker). La recherche devra être compatible avec un outil ministériel de phonétisation.
- Des importations de listes à partir de données de différente nature.

Dans les deux cas, l'application doit présenter les résultats correspondants et permettre divers types de traitements dès lors qu'au moins une réponse est trouvée

Si aucun résultat n'est trouvé, un rapport de recherche négative reprenant les données requêtées doit pouvoir être généré.

L'opérateur doit pouvoir sélectionner une ou plusieurs affaires et les traiter les unes après les autres.

Les listes servant à faire des recherches, doivent pouvoir être générées par l'application elle-même, suite à une recherche permettant d'identifier les affaires arrivant à échéance ou à des extractions de la base par exemple. Ces listes peuvent également provenir d'un travail effectué hors application FAED portant sur les données relatives aux affaires.

Arbitrage administration :

- Dans les retours PN vous avez demandé d'ajouter la mention « L'outil de recherche devra être compatible avec un outil ministériel de phonétisation »,
- Réponse CGI : Dans les diagramme et lors de l'atelier, il n'a pas été fait mention à l'utilisation de cet outil dans le cadre de la recherche alphanumérique et « nouveau traitement » des affaires. Nous avons intégré la mention et vous laissons arbitrer de sa pertinence

Arbitrage lors de l'atelier :

- Le terme réactivation utilisé est remplacé par le terme « nouveau traitement »

3.6.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> • servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), • remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_01	Le format des numérisations compatibles avec la solution (500 dpi a minima)
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> • servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), • remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT2 CR VF_04	Le système devra disposer d'un outil de mise à l'échelle intégré pour tous les types de transactions (empreintes, traces, etc.).
GT2 CR VF_06	Le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales
GT2 CR VF_07	Tout type de format doit être utilisable comme support de données biométriques pour la consultation ou l'intégration dans le système FAED. Les formats couramment obsolètes utilisés par d'autres pays devront également être supportés

ID	Exigence
GT2 CR VF_08	Les données alphanumériques et les clichés photographiques pourront être transmis par des systèmes tiers (GN, PN, PP, Douanes, etc.) ou être saisies directement à partir du système FAED.
GT2 CR VF_11	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_40	Le futur système devra intégrer un outil d'évaluation de la qualité des empreintes de type NFIQ 2.0 afin d'évaluer la qualité des empreintes à l'acquisition, de conserver les signalisations de meilleure qualité (conservation des meilleurs jeux d'empreintes) ainsi qu'un jeu d'empreintes présentant la meilleure qualité pour le système (panachage des meilleures données biométriques pour un individu donné). le système devra être en capacité de traiter les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales.
GT2 CR VF_41	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables.
GT2-3 CR VF_03	Nous souhaiterions avoir la possibilité de forcer la vérification déca/déca et le passage en édition de personne (pour les sites centraux uniquement)
GT2-3 CR VF_13	L'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports (RIO : référentiel des identités et de l'organisation uniquement mentionné)
GT2-3 CR VF_21	Nous devons disposer d'un outil de zoom progressif au niveau de la partie AFIS (surtout pour les palmaires).
GT3 CR VF_02	Le système devra être capable d'intégrer des traces au format d'origine, sans avoir à convertir l'image, donc avoir une capacité de traiter les images de 500 à 1000 dpi minimum sans aucune conversion (la capacité de traitement max. devra être fournie par l'industriel). Il faut que le système soit capable d'accepter un format de dossiers évolutif dans le temps
GT3 CR VF_04	Possibilité de traiter les traces en couleur (suite à des révélations avec différents filtres) comme en niveau de gris.
GT3 CR VF_12	Le système devra continuer à permettre de lancer une recherche en local (région administrative) et en national
GT3 CR VF_13	Le système devra être capable de mettre les traces au rapport 1 même sans test centimétrique avec conversion selon les origines de l'image et de déterminer la nature de la trace (palmaire/digitale) et de les coder automatiquement
GT4 CR VF_08	Le futur système : Supportera l'acquisition et la comparaison des empreintes avec les résolutions actuelles de 500 et 1000 dpi. Ce système devra être évolutif et accepter toute nouvelle résolution découlant de futures exigences internationales. Il permettra des comparaisons entre différentes résolutions
CR_R_ARB_36	L'industriel proposera, si elle existe, sa solution de HIT automatisé pour les traces qui réuniraient un ensemble de critères prédéfinis.
CR_R_ARB_37	La saisie d'une signalisation avec un numéro de procédure donné doit permettre de faire remonter l'affaire trace qui possède le même numéro de procédure.

3.6.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont

SI	État	Type d'échange	
PRUM	Existant et évolutions à prévoir avec arrivée de PRUM NG	Entrant / sortant	Automatique et semi-automatique
SAE	Existant mais à l'étude pour les affaires	Entrant / sortant	Automatique

3.6.4 Diagramme d'activité

Le diagramme en annexe de ce document (FAED_P4_Recherche Alpha et affaires.pdf) présente les diverses étapes relatives au processus de «Recherche Alphanumérique et traitement des affaires ». Celles-ci sont regroupées en 7 sous-processus :

- P4_SP1_Recherche initiale et choix d'action
- P4_SP2_Génération documents
- P4_SP3_Modifications
- P4_SP4_Relance du dossier
- P4_SP5_Suppression
- P4_SP6_Accès aux rapports
- P4_SP7_Recherche dans les SI Internationaux

3.6.5 P4_SP1_Recherche initiale et choix d'actions

3.6.5.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des affaires.

Les données nécessaires permettant de faire la recherche sont disponibles.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

3.6.5.2 Description

Lors de la saisie initiale, les opérateurs doivent pouvoir procéder à la saisie partielle ou complète directement dans l'application ou à l'import d'un fichier comportant des données.

Dans le cas d'une saisie directe dans l'application, l'opérateur doit pouvoir saisir des données alphanumériques diverses comme :

- Les données d'une affaire, par exemple, les services (saisie, relevé)
- Des dates de création d'affaire ou des plages de dates
- Des codes NATINF
- Les numéros de procédures

Ces recherches doivent pouvoir s'effectuer à l'aide d'une saisie alphanumérique stricte avec possibilité de recourir à des caractères joker.

Dans le cas d'un import de liste, l'application doit permettre d'effectuer des recherches par lot sur les données présentes dans le fichier importé. Celui-ci pourra comprendre une liste de recherches à effectuer avec des données diverses de même type que celles saisies directement dans l'application.

Une fois ces informations saisies ou importées, l'application doit afficher un résultat.

Si aucune correspondance n'est trouvée dans la base de données, un rapport de recherche négative doit être généré. Dans ce cas, le processus prend fin et aucune autre action ne doit être réalisée. Le rapport reste toutefois accessible dans l'application aux opérateurs autorisés à les consulter.

Si des correspondances sont trouvées, alors, une liste de correspondance est affichée et l'utilisateur doit pouvoir demander la génération d'un rapport de réponse positive et ou afficher les dossiers des affaires qui l'intéressent.

Les données des affaires qui peuvent être consultées doivent être celles saisies lors de sa création, à savoir :

- Les données alphanumériques
- Les traces
- Les données de discrimination

Avis du comité juridique :

- ***L'affichage des données de discrimination doit être validé juridiquement, dans la mesure où pour être affichées celles-ci doivent être conservées dans l'application.***

Ces données doivent pouvoir être affichées pour chacune des affaires sélectionnées.

Suite à cet affichage, l'opérateur doit pouvoir choisir un ou plusieurs dossiers ainsi que les traitements qu'il souhaite donner à chacun.

Ces traitements sont :

- La génération de documents divers,
- La modification des données,
- La relance du dossier en matching,
- La suppression de l'affaire,

- L'envoi des données vers un SI International.

Chacun de ces choix doit être proposé en fonction du profil de l'opérateur et de l'institution d'appartenance. L'opérateur doit pouvoir appliquer un ou plusieurs de ces traitements aux affaires qu'il a sélectionnées.

Dès lors que l'opérateur choisi plusieurs dossiers, il doit pouvoir les traiter les uns après les autres, tout en ayant une visibilité sur l'état d'avancement des dossiers et des actions qu'il aura effectuées pour chacun d'entre eux.

3.6.5.3 Résultats

Les données de recherche sont effectuées

La ou les affaires à traiter et les choix d'actions sont effectués.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.6.6 P4_SP2_Génération de documents

3.6.6.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des affaires.

Des affaires et une ou plusieurs actions ont été choisies.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base.

3.6.6.2 Description

Pour chaque affaire choisie par l'opérateur, il doit être possible de générer un ou plusieurs des documents suivants :

- Un rapport de recherche alphanumérique positive,
- Génération de l'affaire, avec toutes les informations disponibles au format NIST, JPG, PDF ou autre format,
- Génération de la fiche trace,
- Un extrait de documents comportant : des données alphanumériques, les évidences, le détail de chaque trace, la date de création, les opérateurs qui ont traité l'affaire, entre autres informations relatives à l'affaire. Ces documents doivent pouvoir être téléchargeables dans un dossier compressé constitué de divers fichiers aux formats, JPEG, NIST, PDF ou autres selon les type de documents choisis et la pertinence des formats par rapports aux documents (par exemple, un document PDF pour des données alpha, JPG pour des traces, etc.).

Une fois ces documents générés, l'opérateur doit pouvoir poursuivre vers d'autres actions ou terminer le processus.

3.6.6.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions des opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.6.7 P4_SP3_Modifications

3.6.7.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des affaires.

Des affaires et une ou plusieurs actions ont été choisies.

Les données nécessaires aux modifications sont disponibles.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base.

Les affaires ne sont pas occupées (en matching par exemple).

3.6.7.2 Description

Pour chaque affaire choisie par l'opérateur, il doit être possible d'effectuer des modifications sur le dossier :

- Modification des données alphanumérique,
- Ajout de nouvelles évidences,
- Enregistrement ou suppression des traces en base TNR,
- Recodage.

Si l'opérateur souhaite effectuer des modifications alphanumériques il doit pouvoir agir sur une ou plusieurs affaires et modifier les données existantes.

S'il souhaite ajouter des nouvelles évidences il doit procéder à leur acquisition. Cela peut se faire depuis un scanner ou par l'import d'un fichier (JPEG, PDF ou autre format). Dans le cas d'un import d'image, la résolution du fichier importé doit pouvoir être de 500 ou 1000 dpi sans interpolation positive en cas de redimensionnement. Cette résolution doit pouvoir être évolutive en fonction des évolutions des standards de traitement iconographique.

Il doit ensuite pouvoir effectuer une vérification des traces avec une mise à l'échelle des images et la possibilité de traiter les traces en couleur (suite à des révélations avec plusieurs filtres) et les remettre en niveaux de gris.

Il est à préciser que les empreintes des familiers peuvent également être acquises à cette occasion.

En cas d'acquisition :

- Un contrôle des traces doit pouvoir être réalisé. Le contrôle pourra être désactivé, pour certains profils,
- Une nouvelle discrimination, doit pouvoir être effectuée, d'où l'intérêt de conserver les empreintes des familiers.

Avis comité juridique :

- **La conservation des empreintes des familiers doit être validée par le comité juridique. Si cela n'était pas possible, la discrimination lors de l'ajout d'évidences ne pourrait pas se réaliser.**

Pour la Gendarmerie Nationale, le processus de nouveau traitement des traces est réservé au site central.

Pour la Police Nationale, les FAED régionaux contrôlent ce qui vient des services de leur ressort et créent leurs propres affaires. Un contrôle des données alphanumériques puis des traces saisies est réalisé.

Le contrôle des données insérées lors de la modification d'une affaire doit pouvoir être désactivé, notamment lorsqu'il s'agit d'une modification effectuée par un site central ou régional.

Pour effectuer le contrôle et correction des traces, l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer la qualité des images. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et les couleurs ,
- Réduire la taille des images,
- Effectuer des zoom ou des agrandissements.

A l'issue d'un contrôle, l'opérateur doit pouvoir :

- Rejeter la modification de l'affaire, si les données s'avèrent inexploitables. Dans ce cas, les modifications ne sont pas enregistrées en base permanente et aucune autre action n'est réalisée,
- Décider d'enregistrer les traces dans la base des TNR. L'application doit donc permettre d'effectuer cette action sur les traces choisies par l'opérateur.

Il est à préciser que le rejet peut intervenir lors du contrôle, s'il est demandé.

Enfin, à l'issue des modifications sur l'affaire l'opérateur peut :

- Décider de lancer un recodage automatique ou manuel des traces et poursuivre par une nouvelle comparaison traces/déca et ou traces/TNR ou une recherche restreinte (sur une ou des affaires ou sur un ou des individus).
- Décider d'envoyer en matching en forçant la remontée vers un opérateur lors de la décision de rapprochement (HIT/NO HIT), pour permettre l'intervention d'un

opérateur quel que soit le seuil défini en amont,

- Arrêter les actions.

Quel que soit son choix, un rapport de modification doit être généré et la base permanente doit être mise à jour avec les nouvelles informations.

Toute modification effectuée dans les affaires doit également être enregistrée dans la base et prise en compte dans les fiches stockées en SAE.

Avis comité juridique :

- ***L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.***

3.6.7.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les modifications sont prises en compte dans l'application et dans le SAE.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité.

Avis comité juridique :

- ***L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.***

3.6.8 P4_SP4_Relance du dossier

3.6.8.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des affaires.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base et les affaires concernées ne sont pas occupées (en matching par exemple).

Néanmoins, il est à préciser que la recherche alphanumérique doit être possible et les documents doivent pouvoir être générés quel que soit le statut d'occupation de la donnée concernée. La modification et la suppression doivent être reportées dès que la donnée est à nouveau accessible.

3.6.8.2 Description

Les affaires sélectionnées doivent pouvoir être utilisées pour effectuer une interrogation en base en procédant à une recherche trace/déca et une recherche trace/TNR ou une recherche restreinte (sur des affaires ou des individus).

Le superviseur évalue les traces et a la possibilité d'attribuer le dossier à N opérateurs différents avec un traitement en double aveugle pour chaque trace du dossier (en option). Il s'agit d'un workflow pouvant être différencié.

En fonction de seuils paramétrés en amont par l'administrateur, l'application doit permettre de :

- Lancer un recodage automatique ou manuel des traces et poursuivre par une nouvelle comparaison traces/déca et ou traces/TNR ou une recherche restreinte (sur une ou des affaires ou sur un ou des individus).
- Envoyer en matching en forçant la remontée vers un opérateur lors de la décision de rapprochement (HIT/NO HIT), pour permettre l'intervention humaine quel que soit le seuil défini en amont.

Un traitement d'amélioration des images doit pouvoir être effectué sur les traces. Pour cela l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer leur qualité. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et de contraste des images
- Redimensionner les images
- Effectuer des zoom ou des agrandissements

Comparaison base individus

La comparaison des traces avec la base individus doit pouvoir être lancée, et permettre une recherche globale portant sur toutes les empreintes de la base ou une recherche, restreintes portant sur un ou plusieurs suspects ou une liste restreinte UNA. En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- Trace/déca HIT / NO HIT automatique par le système
- Trace/déca HIT / NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité d'améliorations d'images.

En cas de HIT, tant lors de la vérification manuelle que automatique, la vérification d'homonyme doit se faire.

A l'issue d'un NO HIT ou de la vérification de présence d'homonyme, plusieurs actions doivent être possibles :

- Un rapport intermédiaire doit pouvoir être généré. Ce rapport doit porter la mention « PARTIEL ». Il aura été paramétré en amont par l'administrateur de l'application.
- Sans que cela soit obligatoire, l'opérateur doit pouvoir proposer l'enregistrement de la ou des traces non identifiées en base permanente et / ou en base TNR.

En cas d'intervention d'urgence, lors d'une comparaison effectuée par un opérateur, quel que soit le résultat obtenu, il doit être possible d'obtenir la génération d'un rapport sans passer par la validation d'un superviseur. Cette validation doit donc être optionnelle.

Arbitrage administration

- **La PN demande la suppression du point faisant mention à la « génération du rapport partiel », la GN ne le demande pas**
- **Réponse CGI : ce rapport est indiqué dans le diagramme et nous l'avons évoqué en atelier. Nous gardons donc ce point et laissons l'arbitrage à l'administration.**

Comparaison avec base TNR

La comparaison avec la base des TNR avec l'ensemble de la base ou à partir d'une liste restreinte doit pouvoir être lancée. En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- trace/TNR HIT / NO HIT automatique par le système
- trace/TNR HIT / NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité d'améliorations d'images

En cas de HIT des liens affaires / affaires doivent être signalés dans la affaires concernées.

A l'issue de cette comparaison, un rapport est édité avec le résultat du rapprochement.

Si les traces TNR sont identifiées, elles sont sorties de la base des TNR. L'opérateur peut les supprimer ou les enregistrer dans la base de travail.

Arbitrage post RFI

- **Le HIT/NO HIT automatique sera décidé en fonction des retours du RFI en fonction des garanties proposées par les éditeurs**

Les résultats du rapprochement doivent faire l'objet d'une mise à jour du fichier NIST en SAE.

Avis comité juridique :

- **L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.**

Vérification des traitements

A la fin du traitement du dossier, si les opérateurs en charge du traitement, arrivent au même résultat, le superviseur, si cette option est activée, doit pouvoir confirmer ce résultat.

Si les opérateurs obtiennent un résultat différent, le superviseur doit pouvoir attribuer le dossier à un autre opérateur qui pourra lancer une nouvelle recherche.

Le nombre d'opérateurs impliqués dans le traitement peut être différent selon l'institution.

Si les résultats sont concordants, le superviseur valide le dossier et accepte ou non les propositions d'enregistrement soumises par les opérateurs.

A l'issue de cette validation, un rapport est généré avec l'ensemble des informations liées

à l'affaire.

Il est à préciser qu'un rapport avec la mention « PARTIEL » doit pouvoir être généré pour un matching réalisé sur certaines traces du dossier sans attendre la validation de la totalité du dossier

De plus en cas d'intervention d'urgence, l'étape de vérification doit pouvoir être reportée et effectuée à posteriori, mais un rapport portant également la mention « PARTIEL » doit être généré dès la réalisation du matching par l'opérateur qui intervient.

La validation du superviseur permet la mise-à-jour des données de l'affaire et la mise-à-jour des données en SAE.

Avis comité juridique :

- **L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.**

3.6.8.3 Résultats

Le traitement est relancé et les données sont mises à jour dans la base permanente et dans le SAE

Le rapports sont générés.

Les actions des opérateurs (y compris du superviseur) sont enregistrées à des fins de traçabilité

Avis comité juridique :

- **L'enregistrement des affaires et des traces dans le SAE doit être soumis au comité juridique.**

3.6.9 P4_SP5_Suppression

3.6.9.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et des suppression des dossiers.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base. Les affaires ne sont pas occupées (en matching par exemple).

3.6.9.2 Description

Ces suppressions diffèrent de celles gérées automatiquement par l'application et qui répondent à l'atteinte des délais de conservation légaux. Elles sont à la main de l'opérateur et peuvent se faire, soit à l'issue d'une recherche alphanumérique dans l'application, soit par le chargement d'une liste d'affaires à supprimer (ou d'autres

données requêtées).

La suppression doit agir sur toutes les données liées à l'affaire.

Pour chaque suppression effectuée, sans que cela soit obligatoire, l'opérateur doit pouvoir :

- Indiquer le motif de suppression sélectionné parmi une liste prédéfinie et paramétrable par l'administrateur,
- Ajouter un commentaire libre.

A l'issue des suppressions un rapport de suppression est généré. Celui-ci doit comporter les informations saisies par l'opérateur, à savoir, le motif de suppression et le commentaire éventuel. L'information de suppression est mise à jour dans le SAE, puis l'affaire y est également supprimée suite à un délais paramétrable par administrateur.

Avis comité Juridique :

- **La mise à jour et conservation des données d'affaires dans le SAE reste à soumettre et valider par le comité juridique. Cela pourrait concerner la conservation des liens personnes affaire ou des traces de l'affaire.**

3.6.9.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.6.10 P4_SP6_Accès aux rapports

3.6.10.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits leur permettant de générer des documents

L'opérateur a choisi un ou plusieurs dossiers à traiter.

Les données existent en base.

3.6.10.2 Description

Les opérateurs accèdent aux rapports en fonction des droits de chacun.

3.6.10.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.6.11 P4_SP7_Recherche dans les SI Internationaux

3.6.11.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits leur permettant d'initier la recherche.

L'opérateur a choisi un ou plusieurs dossiers à traiter.

Les paramétrages permettant d'effectuer des recherches dans les SI Internationaux sont effectués, les quotas ne sont pas dépassés sauf cas d'affaire urgente ou sensible.

3.6.11.2 Description

L'opérateur doit pouvoir effectuer une demande de matching dans les SI internationaux sur l'affaire qu'il a sélectionnée, mais également après avoir effectué un nouveau matching avec la base individus ou TNR.

Actuellement, le SI ciblé concerne tous ceux des pays membres de PRÜM, mais à terme, les recherches pourront se faire dans d'autres SI.

Ces recherches nécessitent de :

- Pouvoir paramétrer en amont un quota qui détermine et permet de suivre le nombre de recherches effectuées par les services français dans les SI internationaux. Ce paramétrage de gestion des quotas est défini par nombre de traces pouvant être envoyées et ce par pays et par SI international.
- Mettre en place un interfaçage, permettant l'échange de données avec les SI cible.

Lors de l'envoi du dossier en matching dans le SI international, l'opérateur doit pouvoir choisir :

- Les traces qu'il souhaite envoyer en matching et le type de recherche,
- Le SI cible et le ou les pays qui l'intéressent.

L'application FAED doit lui afficher l'état des quotas, à savoir, le quota consommé, le quota restant, et ce pour chaque pays, avant qu'il ne valide son choix d'envoi.

Un envoi hors quota doit néanmoins être possible en cas d'affaire urgente ou sensible. Dans ce cas, le dépassement de quota devra être enregistré et les informations idoines doivent pouvoir être consultées : affaire concerné, pays d'envoi, date et heure, entre autres informations.

Les données obtenues en réponse, ne sont pas intégrées dans l'application FAED mais un rapport d'interrogation doit être généré.

Arbitrage administration :

- ***La génération d'un rapport est demandé par la GN mais la PN indique ne pas le souhaiter. Nous laissons l'administration arbitrer sur le choix pertinent.***

3.6.11.3 Résultats

La recherche dans le SI international est effectuée.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7 P5_Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus

3.7.1 Description générale

Le processus de recherche alphanumérique et traitement des individus correspond aux actions réalisées sur des signalisations enregistrées dans le but de :

- Obtenir des informations, telles que des extraits de fonds documentaires,
- Effectuer des modifications des dossiers de signalisations,
- Lancer un nouveau traitement de matching dans la base d'individus ou de TNR ou une recherche restreinte.
- Effectuer des comparaisons avec les SI internationaux,
- Effectuer des suppressions (signalisation ou personne)

Les données objet de ces recherches et de ces traitements sont présentes en base de données permanente. C'est dans ce sens que l'on parle de « Recherche alphanumérique » permettant d'effectuer des « nouveaux traitements ».

Les modifications effectuées dans ce contexte doivent pouvoir être prises en charge par des acteurs différents. De ce fait, chaque traitement possible doit être différencié et répondre à un workflow spécifique. Les acteurs devant prendre en charge ces actions pouvant se situer à des niveaux différents de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, ou du SRPTS Paris. Ce point est primordial dans ce processus, les actions réalisées relevant de responsabilités de niveau différent, il est indispensable de pouvoir gérer les droits et les workflow, par institution, par niveau d'appartenance, par profil des opérateurs et par type d'action.

Pour pouvoir effectuer le traitement des individus dans l'application, il doit être possible d'effectuer :

- Des recherches alphanumériques, qu'il s'agisse de recherches strictes (avec possibilité d'utiliser des caractères joker) ou à l'aide de l'outil de phonétisation ministériel
- Des importations de listes (numéro de personne, de signalisation, IDPP).

Dans les deux cas, l'application doit présenter les résultats correspondants et permettre divers types de traitements dès lors qu'au moins une réponse est trouvée.

L'outil de phonétisation prend en compte les données relatives au « nom » et « prénom », « date de naissance », « nom d'usage ». Cette recherche doit permettre de remonter des candidats même s'il existe des variations dans les saisies. Dans ce sens l'application doit être mesure d'interroger l'outil de phonétisation et de prendre en compte les retours dans

les résultats affichés.

L'opérateur doit pouvoir sélectionner une ou plusieurs signalisations et les traiter les unes après les autres.

Les listes servant à faire des recherches, doivent pouvoir être générées par l'application elle-même, suite à des extractions de la base ou bien encore à une liste de données préparée par les opérateurs.

Arbitrage effectué en atelier :

- **Le terme réactivation utilisé actuellement est remplacé par le terme « nouveau traitement »**

3.7.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> • servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), • remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_03	Le statut d'occupation de la fiche ou de la trace n'entraîne pas de blocage ou de ralentissement dans le système ou dans le traitement des transactions dans lesquelles la fiche, le dossier personne ou l'un des passages, la trace ou l'affaire ou l'une des traces de l'affaire est impactée.
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> • servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), • remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT2 CR VF_11	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_16	La consultation pourra se faire à partir de tout type de données : données alphanumériques et biométriques (empreintes digitales et palmaires).

ID	Exigence
GT2 CR VF_17	La consultation sur la base de données nominatives devra se faire en ayant recours soit à une recherche stricte (avec possibilité de caractères joker) soit à une recherche avec un outil de phonétisation. La consultation et l'extraction de données doit être possible à partir d'un état civil, d'un IDPP (identifiant de personne physique), d'un numéro de signalisation ou toute autre donnée. Cette consultation permet, en cas de recherche positive, de générer la fiche de signalisation d'un individu dans des formats de différentes natures. Le choix étant fait au niveau de l'interface utilisateur (Nist, PDF, XML, JPEG, WSQ...). Le fonds documentaire reprenant l'historique des signalisations pour un individu donné doit pouvoir être généré
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_41	Le système devra être capable de coder automatiquement les empreintes et d'apporter une réponse sans intervention humaine en consultation et en signalisation (Hit et no hit effectués de manière automatique) en fonction de seuils prédéfinis et paramétrables.
GT2-3 CR VF_13	L'anonymisation des personnels doit être prévue au niveau des rapports (RIO : référentiel des identités et de l'organisation uniquement mentionné)
GT2-3 CR VF_21	Nous devons disposer d'un outil de zoom progressif au niveau de la partie AFIS (surtout pour les palmaires).
GT3 CR VF_12	Le système devra continuer à permettre de lancer une recherche en local (région administrative) et en national
GT3 CR VF_13	Le système devra être capable de mettre les traces au rapport 1 même sans test centimétrique avec conversion selon les origines de l'image et de déterminer la nature de la trace (palmaire/digitale) et de les coder automatiquement
GT3 CR VF_16	Le système devra permettre une gestion individualisée des traces d'un même dossier afin qu'elles puissent être réparties entre plusieurs opérateurs (parallélisation du traitement d'un dossier) ou être traitées en parallèle par plusieurs opérateurs et ne pas être limité dans le nombre de traces par dossier
CR_R_ARB_35	Une fonctionnalité "lien personne-consultation" figurera dans l'expression de besoin. La fonctionnalité ne sera pas développée ni mise en oeuvre tant que le cadre juridique ne le permettra pas.
CR_R_ARB_36	L'industriel proposera, si elle existe, sa solution de HIT automatisé pour les traces qui réuniraient un ensemble de critères prédéfinis.

3.7.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont :

SI	État	Type d'échange	
PRUM	Existant et évolutions à prévoir avec arrivée de PRUM NG	Entrant / sortant	Automatique et semi-automatique
OPH	Existant	Entrant / sortant	Automatique
SAE	Existant	Entrant / sortant	Automatique

3.7.4 Diagramme d'activité

Le diagramme en annexe de ce document (FAED_P5_Recherche Alpha et individus.pdf) présente les diverses étapes relatives au processus de « Recherche alphanumérique et traitement des individus ». Celles-ci sont regroupées en 7 sous-processus :

- P5_SP1_Recherche initiale et choix d'action
- P5_SP2_Génération documents
- P5_SP3_Modifications
- P5_SP4_Relance du dossier
- P5_SP5_Suppression
- P5_SP6_Accès aux rapports
- P5_SP7_Recherche dans les SI Internationaux

3.7.5 P5_SP1_Recherche initiale et choix d'actions

3.7.5.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des individus.

Les données nécessaires permettant de faire la recherche sont disponibles.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

3.7.5.2 Description

Lors de la saisie initiale, les opérateurs doivent pouvoir procéder à la saisie directement dans l'application ou à l'import d'un fichier comportant des données.

Dans le cas de saisie directe dans l'application, l'opérateur doit pouvoir requêter des données alphanumériques diverses comme :

- Des données d'état civil des individus,
- Des codes NATINF,
- Le numéro d'identifiant de la personne(signalisation, personne, IDPP),
- Des numéros de procédure.

Ces recherches doivent pouvoir s'effectuer :

- Soit en recherche stricte (avec possibilité de caractères joker),
- Soit en s'appuyant sur un outil de phonétisation ministériel.

Cet outil prend en compte les données relatives au « nom » et « prénom », « date de naissance », « nom d'usage ». Cette recherche doit permettre de remonter des candidats même s'il existe des variations dans les saisies. Dans ce sens l'application doit être mesure d'interroger l'outil de phonétisation et de prendre en compte les retours dans les résultats

affichés.

Dans le cas d'un import de liste, l'application doit permettre d'effectuer des recherches par lot sur les données présentes dans le fichier importé. Celui-ci pourra comprendre une liste de recherches à effectuer avec des données diverses comme :

- Le numéro d'identifiant de la personne (IDPP),
- Des numéros de signalisations,
- Des numéros de personnes.

Une fois ces informations requêtées, l'application doit afficher un résultat.

Si aucune correspondance n'est trouvée dans la base de données, un rapport de recherche négatif peut être généré. Dans ce cas, le processus prend fin et aucune autre action ne doit être réalisée. Le rapport reste toutefois accessible dans l'application aux opérateurs autorisés à le consulter.

Si des correspondances sont trouvées, alors, une liste de candidats est affichée et l'utilisateur doit pouvoir demander la génération d'un rapport de réponse positive directement ou afficher les dossiers des candidats qui l'intéressent.

Les données des signalisations qui peuvent être consultées sont celles saisies lors de sa création, à savoir :

- Les données alphanumériques,
- Les données biométriques.

Ces données doivent pouvoir être affichées pour chacune des signalisations sélectionnées.

Suite à cet affichage, l'opérateur doit pouvoir choisir un ou plusieurs dossiers ainsi que les traitements qu'il souhaite donner à chacun.

Ces traitements sont :

- La génération de documents divers,
- La modification des données,
- La relance du dossier avec des traitements en base (matching),
- La suppression de la signalisation,
- L'envoi des données vers un SI International.

Chacun de ces choix doit être proposé en fonction du profil de l'opérateur et de l'institution d'appartenance. Selon le cas de chacun, l'opérateur doit pouvoir appliquer un ou plusieurs traitements aux dossiers qu'il a sélectionnés.

Dès lors que l'opérateur choisi plusieurs dossiers, il doit pouvoir les traiter les uns après les autres, tout en ayant une visibilité sur l'état d'avancement des dossiers et des actions qu'il aura effectuées pour chacun d'entre eux.

3.7.5.3 Résultats

Les données de saisies sont effectuées

Le ou les dossiers à traiter et les choix d'actions sont effectués.

Les actions sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.6 P5_SP2_Génération de documents

3.7.6.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des individus.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base.

3.7.6.2 Description

Pour chaque dossier choisi par l'opérateur, il doit être possible de générer un ou plusieurs des documents suivants :

- Un rapport de recherche alphanumérique positive,
- Une fiche de signalisation et virtuelle (meilleur jeu d'empreintes) au format NIST, JPG, PDF ou autre format,
- Un extrait du fonds documentaire des empreintes, et autres documents disponibles dans la base selon le choix effectué par l'opérateur, des données alphanumériques, comportant des photographies. Ce document doit pouvoir être téléchargeable dans un dossier compressé constitué de divers fichiers aux formats, JPEG, NIST, PDF ou autres selon les types de documents choisis et la pertinence des formats par rapports aux documents.
- Un récapitulatif des liens personne-affaire.

3.7.6.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.7 P5_SP3_Modifications

3.7.7.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des individus.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

Les données nécessaires aux modifications sont disponibles

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base et les fiches individus concernées ne sont pas occupées (en matching par exemple).

3.7.7.2 Description

Pour chaque dossier choisi par l'opérateur, il doit être possible d'effectuer des modifications sur le dossier :

- Comparaison de dossiers côte à côte (relance en matching restreint, vérification d'homonymes, résolution de lien non faits).
- Modifications diverses sur les signalisations

Chacun de ces choix doit être proposé en fonction du profil de l'opérateur et de l'institution d'appartenance. Selon le cas de chacun, l'opérateur doit pouvoir appliquer un ou plusieurs traitements aux dossiers qu'il a sélectionnés.

Il est à préciser les modifications ne doivent pas être possible si le dossier est déjà en cours dans le système pour les actions suivantes : modification demandée sur le dossier ou demande matching.

Arbitrage administration

- ***Dans ses commentaires la PN demande à supprimer la mention « côte à côte »***
- ***Réponse CGI : ce point est issu de vos diagrammes et son importance a été expliqué en atelier, aussi, nous ne le supprimons pas et laissons l'administration arbitrer sur sa pertinence.***

Comparaison côté à côté :

Pour la vérification d'homonymie, l'opérateur doit pouvoir afficher côte à côte des dossiers dans le but de les comparer. Cette comparaison se fait sur la base de l'analyse des empreintes de chacun. Cela doit permettre la résolution de liens non faits entre deux dossiers ou de valider une homonymie. La comparaison se fait sur deux dossiers à la fois, mais elle peut concerner plus que deux dossiers. Cette vérification doit apparaître comme effectuée afin d'éviter de reproduire cette vérification (pour le cas des vrais homonymes).

Les résultats de cette comparaison sont enregistrés en base permanente avec, soit une mise à jour des fiches pour homonymie soit une fusion de dossier.

A l'issue de la modification un rapport est généré si un Hit est positionné avec fusion des 2 dossiers.

Modification diverses

Si l'opérateur souhaite effectuer des modifications diverses sur le dossier il doit pouvoir agir sur une ou plusieurs signalisations et modifier :

- Les données alphanumériques :
 - Données d'identité,
 - Données relatives à l'interpellation avec les codes concernant les signalisations (NATINF) ;
- Les données biométriques :
 - Empreintes décadactylaires,
 - Empreintes palmaires,
 - Clichés photographiques ;
- Les liens

Certaines modifications des données alphanumériques peuvent avoir des impacts sur les délais de conservation de la signalisation et l'application doit les prendre en compte. Celles-ci peuvent concerner par exemple la nature de l'infraction qui nécessiterait la modification du code NATINF et pourrait avoir comme conséquence la modification de son délai de conservation et nécessiter la suppression de la signalisation.

La modification des données biométriques doit permettre de corriger des erreurs comme le positionnement des doigts, le codage, la qualité des clichés photographiques, entre autres éléments. L'outil d'amélioration d'images doit pouvoir être utilisé pour effectuer ces modifications.

Suite à ces actions un rapport de modification doit être généré et la base permanente doit être mise-à-jour avec les nouvelles informations.

Toute modification effectuée dans les signalisations doit également être prise en compte dans les fiches NIST en SAE.

Enfin, à l'issue des modifications sur la signalisation l'opérateur doit pouvoir :

- Décider de lancer une nouvelle comparaison déca/déca et ou déca /TNR (ou une recherche restreinte),
- Décider de forcer la validation du rapprochement éventuel de manière manuelle (intervention d'un opérateur quel que soit le seuil défini en amont),
- Effectuer une recherche dans les SI internationaux,
- Décider d'éditer tout document relatif à la signalisation ou à l'individu,
- Décider de terminer le traitement.

3.7.7.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les modifications sont prises en compte dans l'application et dans le SAE

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.8 P5_SP4_Relance du dossier

3.7.8.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et une ou plusieurs actions de traitement des individus.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base. Les fiches des individus ne sont pas occupées (en matching par exemple).

3.7.8.2 Description

Les dossiers sélectionnés doivent pouvoir être utilisés pour effectuer une interrogation en base en procédant à une recherche déca/déca et ou une recherche déca/TNR .

Si les deux sont choisis, il est nécessaire d'effectuer d'abord une recherche déca/déca puis déca/TNR. Mais l'opérateur peut choisir d'effectuer une seule des deux recherches.

En fonction de seuils paramétrés en amont par l'administrateur, l'application doit permettre d'effectuer une vérification HIT / NO HIT automatique par le système ou une vérification manuelle par l'opérateur. L'application doit permettre une recherche globale ou une recherche restreinte avec un ou plusieurs individus ou affaires.

Quel que soit le type de recherche choisie, un traitement d'amélioration des images doit pouvoir être effectué sur les empreintes. Pour cela l'application doit proposer des outils permettant d'améliorer leur qualité. Entre autres fonctionnalités, il devra être possible de :

- Ajuster la luminosité et le contraste des images
- Redimensionner les images
- Effectuer des zoom ou des agrandissements

Comparaison base individus

La comparaison des empreintes avec la base individus doit pouvoir être lancée et permettre une recherche globale ou une recherche restreinte avec un ou plusieurs individus. En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- déca/déca HIT/NO HIT automatique par le système
- déca/déca HIT/NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité d'améliorations d'images.

En cas de HIT, tant lors de la vérification manuelle que automatique, la vérification d'homonyme doit se faire. Cette comparaison donne lieu à la création de liens

homonymes entre individus si des personnes ont la même identité mais des empreintes différentes. Cette création de liens est enregistrée dans les fiches individus concernées et donne également lieu à la génération d'un rapport de création d'homonymes.

A l'issue d'un NO HIT ou de la vérification de présence d'homonyme, un rapport intermédiaire doit pouvoir être généré. Ce rapport doit porter la mention « PARTIEL ». Il aura été paramétré en amont par l'administrateur de l'application.

Par ailleurs, les modifications sont enregistrées dans la base permanente mais également dans les fichiers stockés en SAE.

Si après toute vérification aucune correspondance n'est trouvée, aucune action particulière n'est requise et le processus peut prendre fin, ou l'opérateur peut lancer la comparaison déca/TNR

Comparaison avec base TNR

En fonction des seuils qui auront été paramétrés en amont cette recherche doit aboutir à une vérification :

- déca/TNR - HIT / NO HIT automatique par le système
- déca/TNR - HIT / NO HIT effectuée par un opérateur avec possibilité d'améliorations d'images

A l'issue de cette comparaison, un rapport est édité avec le résultat du matching avec la base des TNR.

Par ailleurs, les modifications sont enregistrées dans la base permanente mais également dans les fichiers stockés en SAE.

Si les traces TNR sont identifiées, elles sont sorties de la base des TNR, elles peuvent être supprimées si l'opérateur le décide ou stockées en base de travail.

Arbitrage post RFI :

- ***La vérification de HIT automatique sera décidée à l'issue du RFI en fonction des possibilités présentées par les éditeurs.***

3.7.8.3 Résultats

Le traitement est relancé et les données sont mises à jour dans la base permanente et dans le SAE

Les rapports sont générés.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.9 P5_SP5_Suppression

3.7.9.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et de suppression de dossiers.

Des dossiers et une ou plusieurs actions ont été choisis.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base.

Les fiches des individus ne sont pas occupées (en matching par exemple).

3.7.9.2 Description

Ces suppressions diffèrent de celles gérées automatiquement par l'application et qui répondent à l'atteinte des délais de conservation légaux. Elles sont à la main de l'opérateur et peuvent se faire, soit à l'issue d'une recherche par saisie alphanumérique dans l'application, soit par le chargement d'une liste d'individus à supprimer.

Dans le cadre du traitement des individus, il doit être possible de supprimer :

- Le dossier personne,
- Une ou plusieurs signalisations.

L'opérateur qui procède à la suppression doit pouvoir choisir le type de suppression qu'il va effectuer.

Il est à préciser que, s'il s'agit de supprimer le dossier personne et qu'il n'existe qu'une seule signalisation, toutes les données doivent être supprimées. De même si toutes les signalisations sont supprimées, le dossier personne doit l'être également.

Pour chaque suppression effectuée, sans que cela soit obligatoire, l'opérateur doit pouvoir :

- Indiquer le motif de suppression sélectionné parmi une liste prédéfinie et paramétrable par l'administrateur ,
- Ajouter un commentaire libre.

A l'issue des suppressions un rapport de suppression est généré. Celui-ci doit comporter les informations saisies par l'opérateur, à savoir, le motif de suppression et le commentaire éventuel. L'information de suppression est mise à jour dans le SAE puis elle y est également supprimée à l'issue d'un délai défini par l'administrateur.

Précision sur les modifications

Liste prédéfinie et paramétrable par l'administrateur

- **Un commentaire PN demande de préciser s'il s'agit de l'administrateur fonctionnel ou technique**
- **Réponse CGI : il nous semble pas opportun d'apporter ce niveau de précision. Ce**

type d'information n'a pas été apportée jusqu'à là et elle est plus du niveau de spécifications détaillées

Commentaire libre

- *Un commentaire PN demande à prendre en compte les mêmes remarques que pour les affaires*
- *Réponse CGI : nous n'avons aucune remarque de ce type dans la partie recherche alpha et nouveau traitement des affaires (on imagine que c'est à cette partie que est fait le renvoi)*

3.7.9.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.10 P5_SP6_Accès aux rapports

3.7.10.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits leur permettant de générer des documents

L'opérateur a choisi un ou plusieurs dossiers à traiter.

Les données existent en base.

3.7.10.2 Description

Les opérateurs accèdent aux rapports en fonction des droits de chacun et des actions réalisées sur le traitement des données.

3.7.10.3 Résultats

Les rapports sont générés.

Les actions de l'opérateur sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.7.11 P5_SP7_Recherche dans les SI Internationaux

3.7.11.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits leur permettant de générer des documents

L'opérateur a choisi un ou plusieurs dossiers à traiter.

Les paramétrages permettant d'effectuer des recherches dans les SI Internationaux sont effectués et les quotas ne sont pas dépassés

3.7.11.2 Description

L'opérateur doit pouvoir effectuer une demande de matching dans les SI internationaux

- Dès l'identification d'une signalisation
- Suite à des modifications alphanumériques
- Suite à l'édition des rapports de matching déca/TNR et ou trace/ TNR

Actuellement, les SI ciblés concerne tous ceux les pays membres de PRÜM, mais à terme, les recherches pourront se faire dans d'autres SI.

Ces recherches nécessitent de :

- Pouvoir paramétrer en amont un quota qui détermine et permet de suivre le nombre de recherches effectuées par les services français dans les SI internationaux. Ce paramétrage de gestion des quotas est défini par nombre de jeux d'empreintes pouvant être envoyés par pays et par SI international,
- Mettre en place un interfaçage, permettant l'échange de données avec les SI cible.

Lors de l'envoi du dossier en matching dans le SI international, l'opérateur doit pouvoir choisir :

- Les signalisations qu'il souhaite envoyer en matching et le type de matching.
- Le SI cible et le ou les pays qui l'intéressent.

L'application FAED doit lui afficher l'état des quotas, à savoir, le quota consommé, le quota restant, et ce pour chaque pays et chaque SI cible, avant qu'il ne valide son choix d'envoi.

Un envoi hors quota doit néanmoins être possible en cas de recherche urgente ou sensible. Dans ce cas, le dépassement de quota devra être enregistré et les informations idoines doivent pouvoir être consultées : signalisation concernée, pays d'envoi, date et heure, entre autres informations.

Les données obtenues en réponse, ne sont pas intégrées dans l'application FAED mais un rapport d'interrogation doit être généré.

Arbitrage administration :

- **La génération d'une rapport est demandé par la GN mais la PN indique ne pas le souhaiter. Nous laissons l'administration arbitrer sur le choix pertinent.**

Les données en réponse, ne sont pas intégrées dans l'application FAED.

3.7.11.3 Résultats

La recherche dans le SI international est effectuée.

Les actions sont enregistrées à des fins de traçabilité

3.8 P6_Suppression

3.8.1 Description générale

Le processus de suppression décrit les actions relatives aux :

- Suppressions légales, répondant à l'atteinte des délais de conservation,
- Suppressions à la demande d'une autorité judiciaire,
- Suppressions suite à des modifications des NATINF,
- Suppressions des rapports,
- Suppressions des transactions du journal ;

Les données sont supprimées de :

- L'application FAED,
- Du système d'archivage électronique,
- De l'outil de phonétisation.

Arbitrage administration

- *Cela n'a pas été abordé en atelier, mais pouvez-vous confirmer que les données de l'outil de phonétisation sont également supprimées dès lors qu'elles concernent un individu ?*
- *Retour GN : l'avis du STSI)² est sollicité*
- *Retour PN : oui les données sont supprimées de l'outil de phonétisation*

Précision sur les modifications

- *La PN demande d'ajouter le point « suppression à la main de l'opérateur »*
- *Réponse CGI : le découpage proposé a été validé en atelier. De plus, nous faisons bien mention aux suppressions à la main de l'opérateur. Le prendre en compte comme un point indépendant demanderait à revoir l'organisation du chapitre, ce qui est difficile dans le temps restant.*

3.8.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT1 CR1 VF_20	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT1 CR2 VF_15	Le format des rapports générés par le FAED devra être compatible avec les exigences de la procédure pénale numérique : A l'issue d'une décision prise dans le FAED (HIT ou NO HIT), des données relatives à cette comparaison sont présentes dans le système. Ces données vont : <ul style="list-style-type: none"> servir à l'édition d'un rapport (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement présentes dans le rapport FAED), remonter vers les LRP (toutes les données issues du rapprochement ne seront pas nécessairement exploitées par les LRP)
GT2 CR VF_26	Le système devra permettre d'éditer des rapports opérationnels (rapport de consultation, de signalisation, etc.) prédéfinis et paramétrables
GT2 CR VF_34	Le système devra communiquer avec le logiciel Cassiopée pour permettre l'effacement ou la requalification en fonction des suites judiciaires des données présentes en base
GT2-3 CR VF_02	La gestion des tables de références doit être facilitée ou se faire de manière automatisée (mises-à-jour par exemple).
GT2-3 CR VF_06	Un processus de relance automatique des affaires traces doit être possible en prenant en compte le type d'affaire (délit, crime...). Cette fonctionnalité pouvant être désactivée par l'administration. Nous devons également être avisés des affaires dont la date de prescription approche
GT2-3 CR VF_10	Faire apparaître une mention dans les logiciels de rédaction de procédures en cas de fiche de signalisation inexploitable (avec par la suite une remontée d'information côté TAJ)

3.8.3 Durée de conservation des données

La durée de conservation légale des données s'applique aux individus et aux affaires selon les durées définies ci-dessous.

Règles de conservation pour les individus

	Nombre d'années de conservation par âge au moment des faits	
	Mineur	Majeur
Délit	10	15
Crime ou délit grave	15	25

Règles de conservation pour les affaires :

Type d'affaire	Conservation (en années)
Délit (D)	15
Délit grave (G)	25
Crime (C)	25
Cadavre (X)	25
Cadavre extra-judiciaire (E)	25
Personne disparue (R)	25
Personne grièvement blessée (B)	25

Ces délais de conservation doivent être paramétrables et toute modification effectuée doit être impactée sur les données correspondantes présentes dans l'application, dans le SAE et dans l'outil de phonétisation.

3.8.4 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont le suivants :

SI	État	Type d'échange	
LRPPN / SCRIBE dans l'avenir	Existant en entrée à prévoir en sortie A remplacer par SCRIBE quand il sera opérationnel	Entrant / sortant	Automatique
LRPGN	Existant	Entrant / sortant	Automatique
Application mobile	Évolution future	Entrant	Automatique
TAJ	A prévoir	Sortant	Automatique et semi-automatique
OPH	Existant	Entrant / sortant	Automatique
SAE	Existant	Entrant / sortant	Automatique
CASSIOPEE	Évolution future	Entrant / sortant	Automatique

3.8.5 P6_SP1_Suppression légale

3.8.5.1 Pré-conditions

Les délais de conservation sont paramétrés.

La suppression automatique des données par l'application est paramétrée.

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application.

3.8.5.2 Description

Dans le cadre des suppressions légales il est nécessaire de distinguer la gestion des individus et la gestion des traces.

Suppression des signalisations

Pour les individus, la suppression concerne les signalisations et doit se faire de manière automatique dès lors que le délais de conservation légale est atteint. Si une signalisation est supprimée et que c'est la seule de l'individu, alors l'individu est supprimé.

Avis comité juridique :

- ***Est-il possible de conserver des liens personne/affaire, affaire/affaire ou l'historique des affaires où la personne a été mise en cause, ainsi qu'un historique des IDDP au sein de la fiche personne indépendamment de toute autre information lors de la suppression de la signalisation.***
- ***La réflexion doit concerner également la conservation des fiches déca virtuelle et les empreintes de signalisation***

A l'issue de la suppression un rapport pour chaque signalisation supprimée doit être généré, ainsi qu'un rapport de purge globale de toutes les suppressions réalisées avec indication des suppressions en succès et en échec et le nombre d'individus supprimés.

Ce rapport doit être accessible aux opérateurs habilités à les consulter.

Suppression des affaires

La suppression légale des affaires doit rester à la main des opérateurs des services propriétaires de l'affaire ou ceux du service central mais doit être facilitée par l'application. L'opérateur doit pouvoir afficher les affaires dont le délai de conservation arrive à échéance prochaine. Cette échéance doit pouvoir être paramétrée par l'administrateur et pourrait être entre quelques jours et 6 mois avant la l'expiration du délais de conservation.

L'affichage de ces affaires doit se faire :

- Par l'affichage d'une liste sur un écran de l'application. Cette liste est générée automatiquement et elle est mise à jour à une fréquence qui doit être paramétrée en amont. Elle doit contenir les affaires dont le délai de conservation arrive à échéance dans un délai qui doit également pouvoir être paramétré.

- Par un choix effectué par l'opérateur sur des délais d'échéance, de 1, 2, 3, 5 mois ou plus, selon les durées paramétrées en amont.

Dans les deux cas, l'opérateur doit pouvoir lancer, si besoin, des nouveaux matchings ou un nouveau traitement sur ces traces, selon les modalités décrites dans le processus « P4_Traitement des traces ». Si ce traitement permet d'identifier la trace, celle-ci doit être supprimée. S'il s'agit de la dernière trace de l'affaire, c'est l'affaire qui doit être supprimée. S'il reste des traces dans l'affaire, et tant que le délai de conservation n'est pas dépassé, charge à l'opérateur de supprimer l'affaire ou d'attendre encore.

Il est à préciser que si le délai de conservation est dépassé et sans action de suppression d'un opérateur, les traces ne sont pas supprimées automatiquement par l'application, mais elles ne sont plus proposées en matching déca/TNR lors des traitements divers effectués dans l'application.

3.8.5.3 Résultats

Les signalisations sont supprimées.

Les affaires sont supprimées ou elles ne sont plus proposées en matching.

Un rapport de suppression est automatiquement généré pour chaque suppression de signalisation ou d'affaire.

Un rapport des suppressions automatisées est généré.

Les actions sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.8.6 P6_SP2_Suppression à la demande de l'autorité judiciaire

3.8.6.1 Pré-conditions

Les opérateurs possèdent les droits d'accès leur permettant de se connecter à l'application et d'effectuer des recherches et des suppression de dossiers.

L'application est paramétrée pour répondre au fonctionnement attendu.

Les données existent en base.

Un interfaçage est en place avec des SI Tiers

3.8.6.2 Description

Deux types de suppressions sont concernées. Les suppressions réalisées manuellement suite à la recherche de données alphanumériques ou à l'import de listes et les suppressions issues d'informations transmises par un SI Tiers.

Suppressions suite à une recherche alphanumérique

Ces suppressions sont décrites dans les Chapitres

- « P4 Recherche alphanumérique et nouveau traitement des affaires », sous processus « P4_SP5_Suppression »

- « P5 Recherche alphanumérique et nouveau traitement des individus », sous processus « P5_SP5_Suppression »

Toutes les actions de recherche initiale et de suppression qui y sont décrites sont applicables à l'actuel processus de « Suppression ».

Il est à rappeler parmi les éléments importants de ces suppressions :

- Pour les signalisations :
 - il doit être possible de procéder à une suppression massive à la suite de l'import d'un fichier,
 - il doit être possible de supprimer une signalisation, sans passer par l'affichage du dossier du candidat, dès lors que l'opérateur saisi le numéro de la signalisation ;
- Pour les affaires:
 - La suppression doit agir sur toutes les données liées à l'affaire.
- Dans tous les cas :
 - l'édition d'un rapport de suppression doit être possible pour chaque élément supprimé ainsi que pour l'ensemble des suppressions pouvant être réalisées lors d'une même opération (cas de l'import d'une liste par exemple),
 - les motifs de suppression doivent pouvoir être sélectionnés dans une liste paramétrable en amont et un commentaire doit pouvoir être saisi pour être pris en compte dans le rapport de suppression.

Suppressions issues des informations transmises par un SI tiers

L'autorité judiciaire peut transmettre, via l'application CASSIOPEE, une décision de justice ou une requalification des faits qui peuvent entraîner la modification ou la suppression dans l'application FAED, des signalisations concernées.

Dans le cas d'une requalification entraînant la suppression des signalisations, cette action doit être prise en compte automatiquement par l'application sans faire appel à l'intervention manuelle d'un opérateur.

Un système d'alerte pourra cependant être mis en place si une demande de suppression ou de requalification de signalisation issue de CASSIOPEE devait aboutir à la suppression de l'individu.

Il est à préciser que ces actions posent comme prérequis la mise en place d'un interfaçage entre CASSIOPEE et l'application FAED ce qui est envisagé mais n'est pas opérationnel à date.

Ainsi, la manière dont l'application FAED interprétera les données issues de CASSIOPEE reste à définir.

3.8.6.3 Résultats

Selon les actions effectuées

- Les signalisations sont supprimées
- Les affaires sont supprimées
- Les fiches individus sont supprimées

Un rapport de suppression est généré, accessible aux opérateurs habilités.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.8.7 P6_SP8_Suppression suite à des modifications des NATINF

3.8.7.1 Pré-conditions

Des modifications sur les NATINF sont effectuées

3.8.7.2 Description

Des modifications effectuées sur le référentiel des codes NATINF peuvent impacter la durée de conservation de affaires et signalisations et entraîner la suppression d'un nombre très important de données.

Dans une optique de limiter la sollicitation de l'application lors de ces suppressions il doit être possible de les maîtriser et de procéder en plusieurs étapes :

- L'application doit identifier automatiquement les signalisations ou les affaires concernées et les proposer dans un écran
- L'opérateur doit pouvoir choisir les signalisations ou les affaires devant être supprimées et valider leur suppression.

Signalisations

Par exemple, un NATINF qui passerait d'une qualification « délit grave » à « délit », ferait passer la durée de conservation de 15 à 10 ans pour un mineur et de 25 à 15 ans pour un majeur et pourrait entraîner la suppression de toutes les signalisations concernées par la limite de conservation. L'application doit permettre d'intervenir sur ces suppressions pour mesurer leur impact et éviter une charge sur le système qui serait trop sollicité par ces opérations. Aussi, l'application doit pouvoir proposer la suppression par lot regroupant un nombre des signalisations paramétré par l'administrateur.

Affaires

Le code NATINF faisant partie du numéro d'identifiant d'une affaire, sa modification d'un NATINF peut avoir un impact dès lors que ce NATINF est, soit le seul relié à l'affaire, soit le plus grave. Dans ce cas, l'application doit permettre d'afficher les affaires concernées par cette modification et indiquer pour chacune l'ancien et le nouvel identifiant ce qui facilitera les actions vérification puis de suppression.

3.8.7.3 Résultats

Les signalisations et les affaires sont supprimées

Les rapports de suppression sont émis.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.8.8 P6_SP9_Suppression des rapports

3.8.8.1 Pré-conditions

La durée de conservation des rapports est paramétrée en amont.

Les rapports sont disponibles.

3.8.8.2 Description

Deux types de suppression de rapports doivent être possibles :

- La suppression manuelle par l'opérateur habilité, qui peut supprimer les rapports quand il le souhaite,
- La suppression automatisée par l'application, qui doit s'effectuer en fonction de la durée de conservation définie en amont. Actuellement cette durée est de 90 jours. Cette suppression est quotidienne.

Cette durée de conservation doit pouvoir être paramétrée et donc modifiée par les administrateurs.

Toute modification à la durée de conservation des rapports doit être prise en compte dans la suppression des rapports.

3.8.8.3 Résultats

La suppression de ces rapports est définitive et ne génère pas de nouveaux rapports de suppression.

Les actions des opérateurs sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.8.9 P6_SP10_Suppression des transactions du journal

3.8.9.1 Pré-conditions

Les données liées aux actions des utilisateurs d'un service sont enregistrées dans un journal des transactions.

La durée de conservation des données de ce journal est paramétrée.

3.8.9.2 Description

Tout opérateur doit pouvoir visualiser sur un écran l'ensemble des signalisations et créations d'affaires effectuées depuis les 40 derniers jours par lui et son service ou les services qui lui sont directement rattachés.

Cette durée doit être paramétrable et modifiable par les administrateurs.

Le délais de 40 jours est calculé à partir de la date de dernière modification.

A l'issue de ces 40 jours l'affichage des données est supprimé du journal de transaction sans impact sur les données correspondantes.

3.8.9.3 Résultats

Les données sont supprimées du journal des transactions.

Les actions sont enregistrées à des fins de traçabilité.

3.9 P7_Archivage

3.9.1 Description générale

L'archivage des données se fait dans le système d'archivage électronique dont dispose l'administration et qui est interfacé avec l'application FAED.

Actuellement, cela concerne les signalisations et se fait par la génération d'un fichier NIST à l'issue de l'enregistrement d'une signalisation.

L'application doit être en capacité de conserver cet interfaçage tant en entrée qu'en sortie pour permettre :

- L'enregistrement des signalisations en SAE dans un format compatible avec l'application,
- L'extraction des signalisations présentes en SAE dans des formats de type NIST, PDF, JPG ou autre, permettant de les réinjecter dans l'application FAED ou de les céder à des applications tierces sans qu'il soit nécessaire de faire une conversion.

Actuellement l'enregistrement en SAE des fiches traces n'est pas réalisé, le cadre juridique ne le permettant pas. Cette possibilité doit être envisagée et mise en place dès lors que les contraintes juridiques seront levées. Dans ce sens, il devra être possible d'archiver et d'extraire les affaires et toute autre donnée archivée comme pour les signalisations.

Les images stockées dans le SAE et restituées depuis l'application FAED doivent être d'une définition suffisante pour les intégrer dans l'album d'identification.

De manière générale l'extraction doit permettre de restituer les images à l'identique de leur enregistrement initial.

Avis comité juridique :

- **L'objectif est d'avoir une réflexion sur un archivage plus large (par exemple : les affaires, les empreintes de discrimination, entre autres) et d'en identifier les possibilités et les contraintes juridiques ainsi que les impacts dans l'application FAED.**

Arbitrage des institutions :

- le stockage en SAE des fiches traces doit être vu avec l'équipe des traceurs

3.9.2 Exigences

ID	Exigence
GT1 CR1 VF_02	Il pourra également être interrogé par d'autres systèmes ou interfaces, nationales ou internationales
GT1 CR1 VF_06	Le fichier devra être interconnectable avec l'ensemble des fichiers nécessaires pour répondre aux besoins fonctionnels de consultation/alimentation par l'empreinte du NSIS notamment
GT2 CR VF_29	L'archivage électronique des fiches de signalisations doit se faire dans un format réinjectable au sein de l'application. Cet archivage a lieu à l'issue de la comparaison de la base individu. Chaque donnée de signalisation doit restituer des données identiques à celles de la saisie pour être exploitées (ex : album de démonstration)
GT2 CR VF_36	Conservation de l'historique des consultations pour une identité (date de la consultation et unité ayant procédé à la consultation) afin de faciliter la recherche des auteurs d'infraction.
GT3 CR VF_03	Le système devra supporter le stockage des empreintes de comparaison (cas discrimination) et de prévoir le cadre juridique permettant leur conservation jusqu'à la prescription de l'affaire (fixer des contraintes ex. aucune confrontation avec la base de TNR...)
RPC_12	Le système devra stocker, le temps de la discrimination, les empreintes des familiers
CR_R_ARB_13	Le système devra stocker, le temps de la discrimination, les empreintes des familiers

3.9.3 Interfaçages

Les interfaçages souhaités pour ce processus sont le suivants :

SI	État	Type d'échange	
SAE	Existant	Entrant / sortant	Automatique
CASSIOPEE	Évolution future	Entrant	Automatique

3.9.4 Durée de conservation, suppression et modification des données

La conservation des données en SAE et leur suppression doit se faire selon les mêmes règles que celles qui régissent l'application FAED.

C'est le SAE qui se charge d'effectuer ces suppressions, mais c'est l'application FAED qui doit pouvoir lui envoyer un ordre de suppression dès lors que les données présentes en

base font objet d'une suppression.

Les modifications des données doivent être répercutées de la même manière dans le SAE dès lors que des modifications sont réalisées dans les signalisations. Ces modifications de données doivent également être tracées ; par le système, et par un rapport non modifiable contenant, a minima, les données suivantes :

- Horodatage,
- Modifications effectuées,
- Identifiant(s) de l'opérateur ayant effectué la modification.

3.9.5 Format de stockage et de restitution

Les données doivent être enregistrées dans le SAE et être restituées à des formats de fichiers pouvant être réinjectés dans l'application FAED et acceptés par des applications tierces, à savoir, le NIST, le XML, le JPEG, le PDF ou autre.

La conservation des données dans les fichiers et leur restitution doit se faire sans que cela ne nuise à la qualité des celles-ci, notamment pour les données biométriques.

Concernant les fichiers NIST, les versions supportées doivent pouvoir évoluer en fonction des normes en vigueur, mais l'application doit pouvoir également proposer la génération d'un fichier dans diverses versions NIST pour permettre de transmettre les données à des SI tiers qui ne seraient pas en phase avec les dernières normes.

3.10 P8_Fonctionnalités complémentaires

3.10.1 Journal des transactions

Arbitrage administration

- *Cette partie n'a pas été abordée de manière détaillée en atelier, mais évoque dans le processus « Suppression ». A la lecture finale du cahier des charges et compte tenu de la demande GN sur la fonctionnalité « ajout de traces et de fiches de discrimination », il nous semble pertinent d'ouvrir la possibilité et de présenter un journal de transactions plus large et qui permette également l'accès aux signalisations ou autres éléments de l'application*
- *Des questions émergent dans la prise en compte de ces demandes, mais nous ne pouvons les traiter*
- *Pour l'heure, nous consignons la demande sur les traces tout en ouvrant un peu la description, ajoutant des questions contextuelles et laissons l'administration arbitrer et compléter si besoin en fonction de la pertinence de la proposition*

Le journal des transactions doit permettre d'afficher l'ensemble des signalisations, création d'affaires ou autres transactions effectuées dans les 40 jours qui précèdent l'accès à la fonctionnalité.

Les contenus doivent être affichés sous forme de tableau par chaque type de transaction

- Affaire,
- Signalisation,
- etc

Quelles sont les transactions qui peuvent être consultées ?

La suppression ou mise-à-jour à jour des données de ces tableaux est décrite dans le chapitre « P6_SP10_Suppression des transactions du journal »

Il est à préciser que si une affaire ou une signalisation est supprimée de la base, elle est également supprimée du tableau et ce indépendamment des modalités de mise à jour de celui-ci.

Signalisations

Pour les affaires le tableau présentera les données ci-dessous avec possibilité de filtre :

Données à définir selon décision d'arbitrage

Affaires

Pour les affaires le tableau présentera les données ci-dessous avec possibilité de filtre :

Que veut dire filtre ? Est-ce la possibilité d'une recherche ? Si oui sur quels critères ? On est plus dans ce cas dans l'affichage d'un tableau

- Clé affaire,
- Personnel créateur,
- Service créateur,
- Année de création,
- UNA

Chaque opérateur doit avoir accès aux affaires qu'il a créées et celles de son service ou des unités hiérarchiquement inférieures à la sienne.

Depuis cet écran, l'opérateur doit pouvoir accéder à une fonctionnalité lui permettant l'ajout de traces et de fiches de discrimination.

3.10.2 Ajout des traces et de fiches de discrimination

Depuis le journal des transaction, l'opérateur doit pouvoir sélectionner une affaire et d'y ajouter une ou des traces ainsi qu'une ou des fiches de discrimination. Il pourra également modifier certaines données alphanumériques. Il ne pourra par contre rien supprimer.

L'ajout d'une trace dans une affaire, se fait selon les modalités décrites dans le processus « P3_Traitement des affaires » impliquant un contrôle par l'échelon départemental puis traitement par le site central.

L'accès à cette fonctionnalité devra pouvoir rentrer dans le cadre de la gestion des profils.

3.10.3 Recherche par UNA

En complément des recherches déca/TNR, l'application doit permettre une recherche de correspondance UNA entre les signalisation et les affaires.

Lorsqu'une signalisation est terminée, le système doit effectuer une vérification automatique de correspondance entre l'UNA de la signalisation et une affaire.

S'il y a correspondance, le système doit relancer automatiquement un matching entre les traces de l'affaire et les différentes images de la signalisation.

Le résultat de cette relance doit apparaître dans une jauge spécifique.

Que veut dire « jauge spécifique »

Cette recherche doit être paramétrable par institution :

- Active ou non
- Fréquence de la recherche (en temps réel ou programmée à certaines heures)
- Mise en place ou non de seuils de HIT / NO HIT automatique (en cas de HIT auto, validation par un superviseur)
- Formatage de l'UNA (année sur 2 ou 4 chiffres)
- Autres critères proposés par l'industriel

4 Annexes

4.1 Lexique

Sigle	Définition
ABIS	Système d'identification biométrique automatisé
AFIS	Système d'identification automatique par empreintes digitales
CIC	Cellules d'identification criminelles
DA	Direction d'Application
décadactylaires	Données d'empreintes digitales (10 doigts)
Données alphanumériques	Données d'état civil et de procédures
DRI	Division des relations internationales
LRP	Logiciel de rédaction de procédures
NIST	Format défini par l'organisme américain de normalisation NIST (National Institute of Standards and Technology)
N-SIS	Base française faisant partie du SIS-II européen
OPH	Outil de phonétisation
PCIJ	Pôle Central d'identité judiciaire
PJGN	Pôle judiciaire de la gendarmerie Nationale
RIO	Référentiel des identités et de l'organisation
SAE	Système d'Archivage Électronique
SCPTS	Service Central de la Police Technique et Scientifique
SCRCG	Service central du renseignement criminel de la Gendarmerie Nationale
SPAN	Sécurisation du poste d'accès nomade
SRPTS	Service régional d'identité judiciaire de la Préfecture de Police de Paris
SRPTS	Service régional de la police technique et scientifique de la Préfecture de Police de Paris
SSO	Single Sign-On
ST(SI) ²	Service des technologies et des systèmes d'information de la Sécurité intérieure
TAJ	Traitement d'antécédents judiciaires
TNR	Traces non résolues

4.2 Documents annexes

Description	Nom du document
Schéma présentant l'organisation du FAED Illustration 1	Structure organisationnelle FAED.PNG
Schéma conceptuel du SI FAED	FAED_StructureOrganisationnelle.png
Diagramme d'activité pour le processus Signalisations	FAED_P1_Signalisations.pdf
Diagramme d'activité pour le processus de Consultation décadactylaire	FAED_P2_Consultation décadactylaire.pdf
Diagramme d'activité pour le processus de traitement des traces	FAED_P3_Traitement des traces.pdf
Diagramme d'activité pour le processus de recherche alphanumériques et nouveau traitement des affaires	FAED_P4_Recherche Alpha et affaires.pdf
Diagramme d'activité pour le processus de recherche alphanumériques et nouveau traitement des individus	FAED_P5_Recherche Alpha et individus.pdf
Sources des schémas d'organisation et du SI FAED	FAED_CDC-Sources diagrammes et schemas.pptx

Fin du document